

Contribution à l'Histoire de la Pharmacie en Touraine

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de Docteur de l'Université
(MENTION PHARMACIE)

présentée et soutenue le 28 Mai 1937

par

Henri LUZUY

Pharmacien de 1^{re} Classe

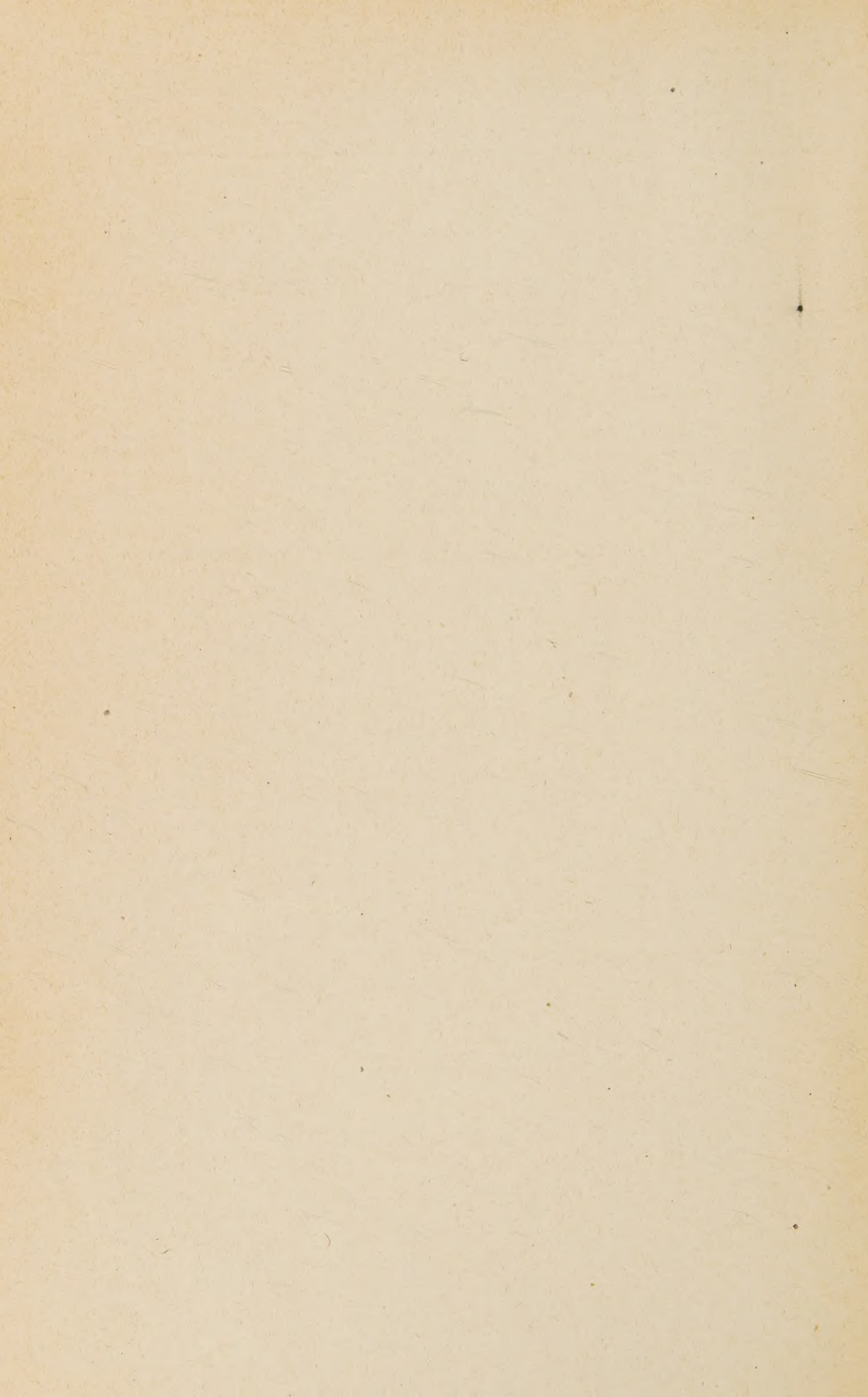
né le 20 Août 1904 à Aubervilliers

EXAMINATEURS de la Thèse	{	MM. PASTUREAU, Président.	{	Juges.
		MEUNIER		
		KAYSER		

BLOIS

Imprimerie A. JOANNET & Cie
13, Rue Gallois, 13

1937



PERSONNEL ENSEIGNANT

Doyen :

M. PASTUREAU, O *, I ☼, ✕.

Assesseur :

M. LASSEUR, *, I ☼, ☿.

Professeurs :

MM. DOURIS, I ☼, ☼, ✕	Toxicologie.
PASTUREAU, O *, I ☼, ✕	Pharmacie chimique.
SEYOT, *, ☿, I ☼, ☼, ✕	Histoire naturelle.
LASSEUR, *, I ☼, ☼,	Microbiologie.
N...	Matière médicale.
N...	Chimie organique.
N...	Pharmacie galénique.

Chargés de cours magistraux :

M. MEUNIER	Pharmacie galénique.
M ^{re} FRANÇOIS	Matière médicale.
M. KAYSER	Chimie Biologique.

Chargés de cours :

MM. VERNIER, I ☼	Zoologie.
CORDEBARD, ☿, I ☼	Analyse chimique.
DONZELOT,	Physique. - Chimie minérale.
MARCHAL	Hydrologie.
RICHARD	Chimie organique.

Chefs de travaux :

MM. VERNIER, I ☼	Microbiologie et Parasitologie.
CORDEBARD, ☿, I ☼	Chimie et Analyse chimique.
STEIMETZ, ☼	Micrographie.
DONZELOT (chargé de trav.)	Physique.
RICHARD (chargé de travaux)	Pharmacie.
LASCEVE (chargé de travaux)	Chimie biologique et Toxicologie.

Secrétariat :

M. TRIBOLET, I ☼	Secrétaire.
------------------	-------------

Doyens honoraires :

MM. BRUNTZ, O *, ☿, I ☼, O ☼, ✕, ✕.	Recteur de l'Univers. de Nancy.
SEYOT, *, ☿, I ☼, ☼, ✕	Professeur d'Histoire naturelle.

Professeurs honoraires :

MM. GRELOT, *, I ☼, ☼.	
BRUNTZ, O *, ☿, I ☼, O ☼, ✕, ✕.	

Agrégé libre :

M. GIRARDET, *, I ☼	Chimie et Toxicologie.
---------------------	------------------------

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.

Digitized by the Internet Archive
in 2026

Contribution à l'Histoire de la Pharmacie en Touraine

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de Docteur de l'Université
(MENTION PHARMACIE)

présentée et soutenue le 28 Mai 1937

par

Henri LUZUY

Pharmacien de 1^{re} Classe

né le 20 Août 1904 à Aubervilliers

EXAMINATEURS de la Thèse	{	MM. PASTUREAU, Président.	{	Juges.
		MEUNIER		
		KAYSER		

BLOIS

Imprimerie A. JOANNET & Cie
13, Rue Gallois, 13

1937

A MON PÈRE

ET

A MA MÈRE

A MA FEMME

A MES FILS

CHRISTIAN et DOMINIQUE



A Monsieur le Professeur PASTUREAU
Doyen de la Faculté de Pharmacie de Nancy

*« En témoignage d'admiration et
de reconnaissance pour l'honneur
qu'il m'a fait en acceptant la prési-
dence de cette thèse. »*

A Monsieur le Professeur MEUNIER

A Monsieur le Professeur KAYSER

« En témoignage de très respectueuse gratitude. »

A Monsieur MAURICE BOUVET

Vice-Président de la Société d'Histoire de la Pharmacie

*« Qui m'a guidé et soutenu de ses
conseils, en témoignage d'affec-
tueuse reconnaissance. »*

A Monsieur et Madame BOBEÉ

*« En témoignage de profonde
affection. »*

A MA FAMILLE

A MES MAITRES

A MES AMIS

[illegible]

Préface

L'histoire est aux peuples, a-t-on dit, ce que la mémoire est à l'individu, la condition de la personnalité. La remarque garde sa justesse si on l'applique aux communautés professionnelles. En rattachant leur vie présente à leur vie passée, on éclaire et on précise, pour chacune d'elles, leur rôle social, on les définit dans leurs caractéristiques essentielles, non pas par rapport à ce qu'il peut y avoir de plus fragile et de plus précaire dans une suite limitée de vies humaines, mais par rapport à ce qu'il y a de plus stable, de plus certain, dans les enseignements et les exemples légués par une longue succession d'hommes, attachés aux mêmes devoirs. Tout ce que nous savons, tout ce que nous sommes, nous le devons davantage aux mérites, aux travaux, aux efforts de ceux qui nous ont précédés qu'à nos mérites personnels. Comme une famille, comme une patrie, un métier a ses frontières ; quand nous les franchissons nous bénéficions d'un apport antérieur que nous ne pouvons pas ignorer et que nous ne devons pas méconnaître.

Fils, citoyens, hommes de métier, c'est à l'histoire que nous demandons de nous rattacher à notre famille, à notre pays, à notre métier.

C'est assez dire l'intérêt que nous avons pris à ce travail, qui nous a permis d'étudier dans le détail l'organisation corporative de notre profession sous l'Ancien Régime dans une de nos plus belles provinces :

la Touraine, un des berceaux de la langue et de l'esprit français, dont l'histoire est liée par tant de points à celle de la nation tout entière.

Nous nous sommes d'autant plus attaché à cette étude que les idées corporatives semblent bien redevenir actuelles. Beaucoup voient dans le retour aux disciplines professionnelles le moyen le plus efficace pour lutter contre les excès de l'individualisme. A cet égard, les enseignements de l'histoire ne peuvent donc être ni dédaignés ni méconnus et il est essentiel de remonter aux causes. Rien ne peut être fait sans le secours de la tradition, sans son aide puissante. S'il ne s'agit pas de copier servilement les institutions du passé, il importe cependant de retrouver, pour s'appuyer sur elle, une expérience enrichie des leçons de plusieurs siècles.

L'organisation corporative, telle qu'elle existait avant la Révolution, avait surtout pour but d'encadrer, de diriger et de protéger l'individu. Avec le minimum de risque d'arbitraire ou de contrainte, celui-ci bénéficiait de la force immense que l'association et l'union ajoutent à chaque unité humaine. Si les obligations pouvaient en paraître quelquefois un peu dures, c'est que les communautés, nous le verrons, s'attachaient davantage à l'accomplissement d'un devoir social qu'à la poursuite de fins personnelles.

Dans un travail extrêmement intéressant « L'Organisation Corporative sous l'Ancien Régime », M. Olivier MARTIN, professeur à la Faculté de Droit de Paris, écrit ceci : « Le métier impose donc (à l'individu) une tâche, un devoir, il n'est pas libre ou non de l'exercer. Il a été placé à la place où il est pour que, à la place où il se trouve, son activité soit une activité utile... Il doit chercher seulement à gagner honorablement sa vie par l'exercice honnête de sa profession ». Tout au long de la plupart des textes que nous avons cités, ce sont exactement ces principes que nous avons retrouvés, comme un fil conducteur.

III

Tout homme laborieux et probe avait sa place assurée au soleil et chaque maître pouvait user, pleinement et en toute liberté, des droits que lui conférait une situation en quelque sorte privilégiée, à condition d'en respecter les devoirs.

C'est parce que nous avons pu juger avec quelle conscience les anciens maîtres apothicaires tourangeaux accomplissaient ces devoirs, avec quelle sagesse ils organisaient et dirigeaient leur communauté, que nous avons été heureux d'apporter cette modeste contribution à l'Histoire de la Pharmacie, et de puiser dans ce travail de nouvelles raisons d'attachement au métier que nous avons choisi.



Nous devons ici rendre un hommage tout particulier à la mémoire d'un de nos confrères, M. BOUTINEAU, pharmacien à Tours. Vice-président de la Société d'Histoire de la Médecine, M. BOUTINEAU a consacré une grande partie de son existence à l'histoire des professions médicales en Touraine ; il a laissé une œuvre d'érudition d'un très grand intérêt et son nom est désormais intimement lié à la connaissance de l'histoire locale. Quelques-unes de ses études ont été réunies dans des brochures, devenues très rares aujourd'hui, mais l'essentiel subsiste dans des collections de revues ou de journaux, notamment dans la collection du Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire. Chercheur inlassable, animé d'un grand amour pour sa profession et pour sa province, on peut dire qu'il a dépouillé presque entièrement les archives provinciales et les archives notariales, avec un goût marqué pour ces dernières, car le document rare, la pièce d'état-civil qui lui permettait d'éclairer d'un détail nouveau la figure de tel ou tel médecin, de tel ou tel apothicaire, de tel ou tel chirurgien l'intéressait au plus haut point.

On doit regretter que M. BOUTINEAU n'ait pas eu le

loisir ou la possibilité d'écrire une histoire complète de la médecine et de la pharmacie en Touraine. Nul n'était plus qualifié que lui pour cette tâche, mais de nombreux documents devaient certainement lui manquer. Il a déploré notamment, dans la préface d'une de ses brochures, les Apothicaires tourangeaux au xv^e siècle, de n'avoir jamais eu connaissance des statuts de la communauté. Ces documents essentiels n'étaient pas, en effet, conservés à Tours, mais à Paris. Après de longues et minutieuses recherches, plus heureux que M. BOUTINEAU, le sort a bien voulu nous favoriser en nous les faisant découvrir dans différentes bibliothèques parisiennes. C'est ainsi que nous avons pu trouver au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, les statuts de la communauté de Tours, aux Archives Nationales, ceux de Chinon, aux archives de la Faculté de Pharmacie, le règlement de 1556, promulgué par Henri II et dans la riche collection de manuscrits appartenant à la Bibliothèque de la Chambre des Députés, le premier arrêt concernant l'exercice de la pharmacie en Touraine, daté de 1547. En outre, nos recherches personnelles aux archives communales de Tours, d'Amboise et de Chinon ainsi qu'aux archives départementales d'Indre-et-Loire, nous ont permis de connaître quelques pièces restées inédites, notamment les plus importantes de toutes, celles que nous avons extraites du Registre des Délibérations du Corps de Ville. Ce sont les textes les plus anciens que nous possédions ; ils rapportent une assemblée tenue par les médecins, les apothicaires et les membres du Corps de Ville en 1517, à la demande de François I^{er}, pour « donner ordre au métier d'apothicaire ».

Nous avons tenu cependant à citer de nombreux passages de l'œuvre de M. BOUTINEAU, tout autant pour que notre travail soit aussi complet que possible que pour rendre à la mémoire de notre distingué et savant confrère le très juste hommage qui lui était dû.

Nous avons divisé notre exposé de la façon suivante :

Au premier chapitre, nous avons rapporté les quelques connaissances que nous avons des origines de la pharmacie en Touraine. Au second chapitre, nous avons étudié la formation technique de l'apothicaire, c'est-à-dire l'apprentissage et le compagnonnage. Le troisième chapitre est relatif à l'entrée dans la profession : examens, chefs-d'œuvre, serment... etc. Nous avons réservé le quatrième chapitre, le plus important de tous, à l'exercice même de la profession ; nous en avons consacré une partie au service intérieur de l'officine et une seconde partie aux relations extérieures, autrement dit :

aux rapports avec les confrères (organisation des communautés d'apothicaires),

aux rapports avec les autres corporations (la défense des intérêts professionnels),

enfin aux rapports avec les pouvoirs publics.

Nous continuons ensuite, au chapitre cinquième, par le rôle officiel de l'apothicaire :

la pharmacie hospitalière,

les apothicaires royaux.

Nous terminons enfin, dans un dernier chapitre, en disant quelques mots de la pharmacie en Touraine à la veille de la Révolution, chapitre dans lequel nous publions notamment le cahier de doléances de la communauté en 1789 et après un index biographique sur les différents apothicaires de la province, nous dégageons les quelques conclusions que nous avons pu retirer de cette étude.

Parvenu au terme de notre travail, il nous reste encore quelques devoirs particulièrement agréables à remplir. Ce sont tout d'abord les remerciements que nous tenons à exprimer à M. le doyen PASTUREAU. Nous avons ressenti très vivement l'honneur qu'il nous a fait en nous accueillant avec bienveillance et en acceptant la présidence de notre thèse. Qu'il veuille bien

trouver ici, en même temps que nos sentiments d'admiration, l'hommage de notre très profonde gratitude.

Nos remerciements vont également à M. le Professeur MEUNIER et à M. le Professeur KAYSER, qui ont accepté de se joindre à M. le Professeur PASTUREAU pour constituer le jury appelé à examiner cette thèse. En les assurant de notre profond respect, nous les prions de croire à toute notre reconnaissance.

Nous tenons enfin à remercier d'une façon toute particulière M. Maurice BOUVET, vice-président de la Société d'Histoire de la Pharmacie, qui, pendant toute l'élaboration de cette thèse, nous a soutenu de ses encouragements et de ses conseils. Nous ne pouvons oublier que c'est à l'auteur de la remarquable Histoire de la Pharmacie en France que nous devons le goût de notre histoire professionnelle et que c'est sur ses conseils que nous avons choisi la Touraine pour faire nos premiers pas dans une science où lui-même est passé maître depuis longtemps. Nous lui redisons toute notre reconnaissance et ce qu'il voudra bien nous permettre d'appeler notre affectueuse admiration.

Pour terminer, nous sommes heureux d'exprimer nos très vifs remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont bien voulu nous favoriser de leur aide précieuse, notamment à :

M. DE GRANDMAISON, archiviste honoraire.

M. ANCHEL, archiviste aux Archives nationales.

M. DELMAS, archiviste départemental d'Indre-et-Loire.

M. ROUGÉ, conservateur adjoint de la bibliothèque de Tours.

M. BERNARD, bibliothécaire de la Faculté de Pharmacie de Paris.

CHAPITRE PREMIER

Les Origines

Les documents concernant l'état de la pharmacie en Touraine avant le ^{xv}^e siècle sont fort rares, comme ils le sont du reste pour la plupart des provinces françaises. La médecine et la pharmacie n'étaient pas alors nettement séparées et le praticien préparait lui-même les drogues qu'il prescrivait. A la suite des grandes invasions, l'enseignement et la pratique des sciences médicales avaient trouvé refuge dans les monastères. Comme l'a montré M. Bouvet (1) le moine Cassiodore, né en 468, en recommandant à ses frères dans son *Institution Divine* de s'instruire des choses de la Pharmacie fut le véritable instigateur d'un mouvement, que devait suivre la plupart des grands ordres monastiques.

La Touraine, à qui saint Martin semble bien avoir accordé des privilèges spéciaux, posséda très tôt des abbayes dont le renom s'étendait bien au-delà des limites de la province, entre autres Marmoutiers, Bourgueil et Cormery. Les moines qui les peuplaient ne manquèrent pas de suivre les enseignements de Cassiodore et près des vastes infirmeries où de nombreux malades pouvaient trouver asile s'étendaient les jardins, où moines-médecins et moines-apothicaires

(1) Maurice Bouvet. Histoire de la pharmacie en France. Paris, 1936.

cultivaient et récoltaient les plantes médicinales, pour en remplir les bocaux de l'apothicairerie. Ces jardins ont été décrits par le Docteur Louis Dubreuil-Chambardel, dans son savant ouvrage « Les Médecins dans l'Ouest de la France aux XI^e et XII^e siècles » (1). « On peut encore aujourd'hui, écrit-il, en herborisant à Marmoutiers, recueillir certaines plantes, évidemment d'origine exotique, comme *Micromeria Juliana*, qui montrent qu'à un moment donné il y eut des essais d'acclimatation. » Ce qui prouve les nombreuses recherches et les connaissances déjà très étendues des moines apothicaires des XI^e et XII^e siècles.

Le mot *apotecarius* est d'un emploi peu fréquent à cette époque et le Docteur Dubreuil-Chambardel pense qu'il est synonyme du mot *medicus*, communément employé en Touraine et en Anjou. Cependant, M. Rambaud (2), qui l'a rencontré dans des documents poitevins, a relevé, en 1063, parmi les religieux de l'abbaye de Bourgueil un certain *Maigandus* ou *Magandus* avec le titre d'apotecarius. Au bas d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque de Tours (3) on peut lire, en effet, au milieu d'autres signatures, celle de « *Magandii apothecarii* ». C'est le seul exemple connu où ce mot figure sur un cartulaire tourangeau. Encore faut-il ajouter que les attaches poitevines de l'abbaye de Bourgueil étaient nombreuses : le document cité se rapporte à une charte relative à Saint-André de Mirebeau et rédigé en Poitou.

Quoiqu'il en soit, *apotecarius* ou *medicus*, exerçant très certainement les deux fonctions en même temps, Maigandus, moine de l'abbaye de Bourgueil, est le premier nom que nous rencontrons dans l'histoire de la pharmacie en Touraine. Devons-nous lui attribuer la

(1) Publication de la Société Française de l'Histoire de la Médecine. Tome 2.

(2) P. Rambaud. La Pharmacie en Poitou jusqu'en l'an XI. Poitiers 1907.

(3) Bibl. de Tours. Manuscrit 1338, N° 274.

création du célèbre jardin aux fleurs et aux herbes de Bourgueil qui existait encore au ^{xvii}^e siècle et qui, fort justement réputé, constituait une des curiosités du monastère. Rien ne le prouve, mais ce qui est certain c'est que le jardin existait à son époque. « Ce jardin était rempli de plantes médicinales et sa situation exceptionnelle comme exposition et comme sol permettait d'y cultiver en pleine terre des espèces du bassin méditerranéen : la réglisse, l'olivier, la myrrhe, le myrte, le grenadier, l'oranger, (1) « Nous en possédons, de la main de l'abbé Baudry, qui fut prieur puis abbé de Bourgueil jusqu'en 1107 une description si charmante que nous ne pouvons résister au plaisir de la citer entièrement. Ces lignes ont gardé une couleur si fraîche et si poétique, un tel air de jeunesse malgré les ans qui les recouvrent, qu'elles constituent pour un pays où les jardins sont parmi les plus beaux du monde. l'hommage le plus mérité. L'abbé Baudry écrit à son ami Avitus ; la traduction en est de M. l'abbé Pasquier. (2)

« Viens donc, viens donc habiter avec moi. Quelles aimables conversations nous aurions ensemble. J'ai un jardin rempli de plantes parfumées où fleurissent la rose, la violette, le thym et le crocus ; le lys, le narcisse, le serpolet et le romarin ; le jaune souci, le daphné et l'anis. D'autres fleurs s'y épanouissent à leur tour, de sorte qu'à Bourgueil le printemps est perpétuel. Une fleur n'est pas fanée qu'une autre fleurit à sa place. J'ai un ruisseau qui coule doucement et doucement murmure ; son eau vive et fraîche arrose mon jardin. L'onde transparente se brise sur les cailloux de marbre et va se perdre après mille détours, au milieu d'une prairie. Quand le soleil darde ses rayons ardents, je puis, pour refaire mes hôtes, les cacher sous d'agréables ombrages. Bourgueil a son bosquet où croissent l'osier, le laurier et le myrte, où le poirier se mêle à l'olivier, le cerisier au pin et le pin au pommier. Là, pendant la nuit, Philomène poursuit sa plaintive chanson, et d'une voix amoureuse, reprend le récit de ses antiques

(1) D^r Dubreuil. Chambadel. Loc. cit.

(2) Abbé Pasquier : Baudry, abbé de Bourgueil, archevêque de Dol, Thèse pour le Doctorat es lettres. Faculté de Lyon. Angers 1878, p. 141.

douleurs. Viens donc que nous passions dans ce jardin des heures joyeuses ! Tu me réciteras tes vers ou je te chanterai les miens, car moi aussi j'ai composé des vers en grand nombre »...

Horace, dans ses meilleurs chants, n'eut jamais plus de grâce que ce Père Abbé qui se délassait par la poésie des lourds soucis de son administration. Plus tard un autre poète devait évoquer le même coin de terre. C'était Ronsard lorsqu'il venait « Aux jardins de Bourgueil, près d'une eau solitaire » songer à Marie, celle qui le « détenait en servage ».

CHAPITRE DEUXIÈME

La Formation Technique de l'Apothicaire

Conditions requises pour l'entrée en apprentissage

Les statuts des communautés de Touraine que nous possédons ne mentionnent aucune obligation relative à la situation sociale, à la religion et à l'âge de celui qui entre en apprentissage, mais par contre un minimum de connaissances intellectuelles est exigé.

« Que nul... ne sera receu en apprentissage qu'il ne soit gramairien et pour entendre en latin certaines choses deppendant dudict art... » (1).

L'apprentissage

A Tours, les statuts donnent sur les conditions d'apprentissage les détails suivants (Article I) :

« Que nul par cy après ne puisse parvenir audict art et estat d'appoticaiererie s'il n'a esté apprenty *quatre années* consertifiées et ensuyvantes chez l'un des maîtres dudict art en ladicte ville de Tours. »

Le même article précise les frais d'inscription

« ...et en payant d'entrer de son apprentissage à la boistes commune des maistres pour les affaires nécessaires

(1) Article 1^{er} des Statuts de la corporation des « appoticaieres espiciers de la ville, forbourg et balliage de Touraine » (1565). Bibliothèque Nationale. Nouvelle acquisition française. N° 21.253.

d'icelluy estat la somme de *quinze sols tournoys* d'une fois payer lequel apprenty sera registre en livre et statutz des maistres appoticairez de ladicte ville de Tours. »

A Chinon (1), la durée de l'apprentissage proprement dit, suivi comme nous le verrons du compagnonnage est « *de trois ans entiers* » et aucun frais d'inscription n'est indiqué.

Un arrêt antérieur aux statuts, intervenu en 1547 « sur la requeste présentée à la Cour des Grands Jours séant à Tours par les M^{es} appo^{res} de cette ville » (2) fait pour la première fois défense à qui que ce soit de « lever boutique dud. estat d'appoticaire en l'enclos et faubourgs de cette ville que premièrement il nest faict l'apprentissage par temps suffisant au cas qu'il ne fut fils de Maître » sans toutefois en préciser la durée, ce qui ne devait l'être qu'en 1565.

Aux termes de cet arrêt, il semble qu'il y ait eu un régime spécial pour l'apprentissage des fils de maîtres ; par la suite il n'existait plus aucune différence et le temps d'apprentissage devait être le même pour tous, que l'apprenti fut ou non fils de maître.

Pendant toute la durée de leur apprentissage les apprentis ne pouvaient « être desbauchez » sans le consentement de leur maître « pourvu que lesdictz maistres ou serviteurs d'iceulx ne leur ayent faict aucun grand tort ». (Tours. Art. 36). Ceux qui auraient eu l'intention de quitter leur maître de leur propre volonté se seraient exposés à des peines sévères.

« ...seront pugnissable e privez dudict estat en sorte que nulz aultres maistres appoticairez les puissent ou doivent reprendre sur peyne ausdictz maistre qui les reprendront estre amendables en la somme de cent sols tournoys. »

A Chinon, les statuts spécifient qu' « aucun maistre

(1) Statuts de Chinon de 1628. Archives Nationales. XI^a 8651, fol. 98.

(2) Bibliothèque de la Chambre des Députés. Manuscrits de la Collection Le Nain. Grands Jours. Vol. 2. Fol. 40.

ne pourra soustraire à un autre son apprenti ou compagnon » et ces derniers, tout comme les maîtres, doivent obéissance aux jurés de la communauté.

« S'ils sont méné pour raison dudict estat par devant les dictz maîtres jurez, ils seront tenus d'y comparoir à peine d'amende. »

Le Compagnonnage

Le compagnonnage est la seconde partie du stage d'instruction pratique dont l'apprentissage est la première. C'est la période où le futur apothicaire va chercher chez d'autres maîtres ou dans d'autres villes des connaissances nouvelles pour parfaire sa formation.

A Chinon, ce stage était de cinq années, trois pour l'apprentissage, deux pour le compagnonnage. L'apprenti « pourra servir ailleurs qu'à Chinon le reste desdictz cinq années » c'est-à-dire les deux dernières. A Tours, les statuts ne font pas une telle distinction et les mots compagnons ou apprentis sont employés indifféremment. Cependant, ceux de Chinon précisent que ces cinq années constituent « la moitié du temps prescrit par les statutz des maîtres apothiquaires de la ville de Tours ». Il dut donc y avoir, entre temps, un nouveau règlement augmentant de six années le temps de pratique nécessaire pour obtenir les lettres de maîtrise. Ces six années devaient, très vraisemblablement, se rapporter au compagnonnage.

Nous n'avons pu malheureusement retrouver aucune trace d'apothicaires tourangeaux dont les années de compagnonnage se soient passées hors de leur province, à Montpellier ou à Paris par exemple, comme c'était le cas alors pour beaucoup de compagnons. Il existe aux archives départementales d'Indre-et-Loire un registre ayant servi à inscrire pour les années 1782 à 1789 « les noms des compagnons de tous les métiers, leur âge, le lieu d'où ils viennent et les maîtres de Tours chez lesquels ils se proposent de travailler. » (1)

(1) Archives Indre-et-Loire. E. 492.

Sur les 4.424 inscrits, au milieu des noms de Compagnons boulangers, serruriers, tailleurs, menuisiers, maçons ou autres, nous n'avons pas eu la chance de relever un seul nom de compagnon apothicaire.

Contrat d'apprentissage

M. Boutineau (1) a publié un contrat d'apprentissage passé, le 4 juillet 1572, entre Victor Rapin, Maître Apothicaire, et Mathurin Chabot, au nom de son fils. Ce contrat est particulièrement intéressant, car il nous montre les obligations de l'apprenti envers son maître, l'obéissance qu'il lui doit et il nous indique à combien se montaient les frais d'apprentissage. Nous le reproduisons ci-dessous :

« Le quatriesme jour de juillet mil cinq cents soixante et douze en la court du Roy notre sire à Tours furent présens en leurs personnes et devement soubmiz M^r Mathurin Chabot Lieutenant et juge ordinaire de la Chastellenye et prevosté quinte. d'Azay le Rideau demourant au d. lieu et André Chabot son fils eagé de seize ans ou environ demourant au d. lieu d'une part et sire Victor Rapin M^r appoticaire demourant en la paroisse Saint Saturnin du d. Tours d'autre part.

Lesquels ont confessé avoir faict et font par entre eulx les promesses et obligations cy-après. C'est assavoir que le dit M^r Mathurin Chabot en vouloir, prière et requeste de son filz l'a baillé et baille au dict Rapin pour demourer avec luy aprentilz au d. estat d'appoticaire pour le temps de quatre ans consécutifs commençans dès le vingtième jour de Juing derrenier et finissans a pareil jour pour veoir et aprendre soubz son d. maistre l'estat d'appoticaire qu'il promet lui montrer à son pouvoir et à la fin du dict temps le rendre expert et ouvrier au dict estat si au d. aprentilz ne tient ce que le d. André a accordé et promis faire et se rendre subject et faire son devoir comme en tel cas est requis et a ce faire le d. André O l'auctorite de son d. père s'est obligé mesmement son corps a tenir prison, pour lequel apprentissage durant les d. quatre années nourriture et gouvernement le d. Mathurin Chabot a promis et promet a baillier au d. Rapin la somme de cent livres sçavoir est cinquante livres à la feste Saint Michel

(1) Boutineau. Certificats d'apprentissage d'apothicaires au xvr^e siècle. Tours 1905.

prouchain et autres cinquante livres restans des d. Ct à la fin des deux années prouchaines durant lequel temps le d. M^e Mathurin Chabot sera tenu entretenir son filz de vestement linge et chausseure et choses qui luy seront nécessaires, et a ce faire et accomplir ect obligeant ect les d. parties eulx leurs hoirs et biens ect renonçant ect presens sire Victor Oger marchant joiaulier au d. Tours et Jehan Duboys appoticaire tesmoins appelez. »

Signé : M. Chabot. V. Rapin. André Chabot. V. Oger.
J. Duboys. B. Terreau notaire. (1).

Malgré certaines formules qui peuvent sembler un peu dures, comme « s'est obligé mesmement son corps a tenir prison », l'apprentissage, pour un garçon de seize ans, devait être une sorte d'internat ; ces années pouvaient être extrêmement profitables à l'élève, si le maître savait le diriger, l'intéresser à son art et lui en apprendre les principaux éléments à une époque où la théorie se liait intimement à la pratique et où il n'existait pas d'enseignement public de la pharmacie. Planchon nous a montré que la plupart des maîtres exerçaient leurs métiers d'éducateurs « avec une conscience scrupuleuse ». (2)

Certificats d'apprentissage

Les aspirants à la maîtrise devaient fournir avant de passer l'examen leurs certificats d'apprentissage et de compagnonnage, émanant des différents maîtres chez lesquels ils avaient servi. Les statuts de Tours et de Chinon sont formels sur ce point :

« ...l'aspirant demeurera dans la dicte ville de Chinon... pour y faire apprentissage et y servir de compagnon dudict estat, dont il retirera certifficat, et pourra servir ailleurs qu'à Chinon le reste desdictz cinq années dont il raportera aussy certifficat du maistre qu'il aura servy auparavant. »

(Chinon).

A Tours, avant de se présenter à l'examen, l'apprenti

(1) Archives d'Indre-et-Loire. Minutes Terreau.

(2) Cité par M. Bouvet. Loc. cit. page 87.

doit également justifier le payement « du don du droit de sa boiste ».

« Et avant que le dict compaignon entre a examen il présentera sa lettre d'apprentissage et quitance de maistre chez lequel il aura faict son dict apprentissage et sermen en informant avoir payé le don du droit de sa boiste qui est douze sols' parisis. »

En ce qui concerne l'instruction théorique des apprentis et des compaignons nous ne possédons aucun renseignement.

CHAPITRE TROISIÈME

L'entrée dans la profession

Les cinq ou dix années d'instruction théorique et pratique terminées, les candidats devaient se soumettre à un certain nombre d'épreuves pour obtenir leurs lettres de maîtrise. Nous allons passer en revue les principales d'entre elles, aussi bien dans l'ordre administratif que dans l'ordre scientifique.

1) Epreuves administratives

Nous avons déjà vu l'obligation pour le candidat de fournir ces certificats d'apprentissage et de compagnonnage.

A Tours, il n'est pas exigé de certificat de bonne vie et mœurs, ni de certificat de catholicité, pas plus qu'il n'est fixé de limite d'âge, comme il était de règle dans la plupart des villes jurés. Tout au moins, les statuts ne mentionnent aucune formalité de ce genre. A Chinon, au contraire, la limite d'âge est fixée à 25 ans, et seul un extrait de baptême est exigé pour se présenter aux examens.

« Item, nul ne pourra estre receu audict estat en la ville et faubourgs qu'il n'aist l'aage de *vingt cinq ans* sans que pour ce il soit faict aucune information de vie et mœurs, ains seulement sera faict par devant ledict juge extrait du papier baptistaire de l'aage de l'aspirant ou information

de la perte d'icelle et preuve sommaire de l'aage. » (Chinon, Statuts de 1628).

II) Les examens

Dès 1547, l'arrêt rendu par la Cour des Grands Jours, arrêt que nous avons eu la chance de découvrir dans la riche collection de manuscrits de la Chambre des Députés (1), ordonne que :

« nul ne pourra par cy après lever boutique dud. estat d'appoticaire en l'enclos et faubourgs de cette ville qu'il n'ait esté interrogé expérimenté en la présence de trois ou quatre des M^{rs} dud. estat et mestier dont sera entre eux convenu le cas suffisant et aura la connaissance des herbes drogues, et autres partyes requises a un M^e dud. estat et mestier sans que pour ce faire les d. Maistres en puisse aucune chose prendre de celluy qui se exposera audict interrogatoire et chefs d'œuvre. »

Plus tard, les statuts de Tours donnent des précisions beaucoup plus complètes sur les examinateurs et les épreuves de l'examen, en particulier sur la confection des chefs-d'œuvre. Ce ne sont plus les simples maîtres qui examinent les candidats, mais les quatre maîtres jurés, assistés de un ou de deux médecins.

La confection des chefs-d'œuvre constitue une épreuve particulièrement difficile. Chaque candidat doit en faire quatre, un dans la maison de chacun des maîtres jurés, en présence de six des plus anciens maîtres, et les confectionner « avec les plus exquis médicamens qui se pourront trouver ».

« ...s'il veut parvenir à estre maistre dudict art et estat d'appoticaire espicier sera examiné par les quatre maistres jurez dicelluy art et estat d'appoticaire en présence d'ung ou deux médecins famez et bien renommez docteurs si bon leur semblera ladicte ville et baillage de Touraine de toutes les questions et choses requises audict art et estat d'appotiquaires auxquelles choses ledict compaignon sera tenu respondre sur le champ et pour estre ainsi examiné et après l'examen faire chef-d'œuvre les dictz jurez appelleront avec eulx six des plus anciens maistres appoticairez qui assisteront avec lesdicts jurez jusques a ce

(1) Voir pièces justificatives.

que ledict examen et chefs d'œuvres seront faicts et accompliz et sera tenu le dict compaignon faire quatre chefs d'œuvre tels que luy seront commandez par les dictz jurez en la maison de chacun maistre jure ung chef d'œuvre et s'il advient qu'il entre quelque composition audict chef d'œuvre ladiete composition sera faicte recente pour en mestre audict chef d'œuvre la quantité qu'il y en fauldra. En mettant audict chef d'œuvre les plus exquis médicamens qui se pourront trouver. » (Article I).

Dans l'appréciation des chefs-d'œuvre, les six anciens maîtres doivent donner leur avis. En cas de contestation, il doit être fait appel à tous les maîtres apothicaires pour « accorder leur differend », avant de procéder à la réception du candidat, ce qui pour celui-ci constitue de sérieuses garanties de justice et d'impartialité. Cependant, en contre-partie, en cas de nullité de l'examen, il doit en supporter les frais.

« ...s'il y avait contrariété entre les dictz jurez et les aultres six maistres de sorte qu'ils ne se peussent accorder e que lamatière le requeste ils seront tenuz le faire sçavoir à tous les maistres dudict estat pour en convenir et accorder leur differend d'avant que proceddera a la reception dudict compaignon sur peyne de cent sols d'amende la moictye au Roy et l'autre moictié à la boiste commune dudict estat. Peyne aussi de nullité de tout ce qui auroit este faict a ladite réception tout aux despens dudict compaignon. » (Article 1^{er}).

Un nouvel article des statuts précise encore ce point particulièrement important :

« Item s'il y a aulcun des maistres appoticairez qui se opposent à la réception de celluy qui se passera maistre, son opposition sera vuider avant que passer oultre a la reception sur peyne de nullité. » (Art. 6).

L'absence d'un des maîtres jurés, non représenté par un autre maître désigné par lui, pouvait entraîner l'annulation de l'examen et coûter fort cher aux jurés qui auraient profité de son absence pour recevoir le candidat.

« Et ne pourront troys desdictz maistres jurez recevoir ne passer aulcun maistre appoticaire en l'absence du quatriesme sans son conseil consentement e soulz son soing ou ung aultre maistre appoticaire en son lieu par luy commis sur peyne de vingt livres tournoys d'amande

applicquable moictyé au Roy et moictye a la boiste e de nullité du faict. La dicté amande prinse sur ceulx qui l'auroient passé et faict le serment pour luy. » (Art. 8).

Cet article du reste pouvait entraîner certains abus. Pour quelques candidats qui n'avaient pas l'heur de plaire, les maîtres devaient multiplier leurs absences. C'est ainsi que Philippe Millot dut recourir les 9 et 19 Juin et le 27 Août 1636, au notaire Desgault pour faire constater que les maîtres se dérobaient lorsqu'il s'agissait de ses examens. (1)

Certaines épreuves concernant la botanique devaient pouvoir être passées dans les jardins ou tout autre lieu propice, celui-ci étant laissé à l'appréciation des jurés.

« Item celluy qui se passera maistre sera tenu aller herboriser e accompagner les maistres jurez aux lieux où ils le voudront mene affin que mieux on congnoisse sa suffisance. » (Art. 7).

A Chinon, l'examen se passe au couvent des Augustins en présence de tous les maîtres apothicaires de la ville, assistés d'un médecin, et le candidat n'est tenu de confectionner que deux chefs-d'œuvre, le médecin étant présent, ce qui n'est pas indiqué explicitement dans les statuts de Tours.

« L'examen... sera faict par tous audict couvent des Augustins en présence d'un médecin, lequel aspirant fera deux chefs-d'œuvre aussy en présence de tous les dictz maistres appothiquaires et dudict médecin qui s'assembleront pour cest effect es maisons desdictz jurez par deux divers jours. » (Chinon).

De nombreux candidats allaient passer leurs examens à Paris. Ce fut le cas de Joseph Denis, apothicaire à Chinon, dont on lira plus loin les longs démêlés avec la communauté des chirurgiens de Chinon. Celui-ci bien que reçu maître en 1717, après avoir été examiné par deux médecins de Chinon, à défaut de maîtres apothicaires « voulant donner au public des preuves plus étendues de sa capacité et plus d'autorité à sa

(1) Boutineau. Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire. Février 1905. Page 149.

maîtrise » se présenta en 1738 à Paris et fut reçu maître une seconde fois « avec éloge ». (1)

Ce fut également le cas de Jean Patoul, dont nous avons trouvé dans les Archives de la Faculté de Pharmacie de Paris le certificat de réception à la maîtrise, en date du 4 Mai 1654. Nous le publions ci-dessous, car il nous donne des détails intéressants sur les épreuves de l'examen. On y voit également que le candidat était accompagné de Philippe Poulor, maître apothicaire à Tours, lequel avait le droit d'assister aux différentes épreuves. C'était l'usage en pareil cas et Philippe Poulor, son conducteur ou parrain devait très vraisemblablement être le dernier maître de Jean Patoul.

« Nous soubz^{nes} gardes de l'apothicairerie et espiçairie de ceste ville de paris après que l'arrest de nosseigneurs du parlement en date du vendredi vingt quatre d'avril mil six cent cinquante quatre portant que lad. Cour a renvoyé le nommé Jean Patoul aspirant à la maitrise de la ville de Tours par devant nous pour estre examiné et faire chef d'œuvre en présence de philippe poulor un des maistres apoticaire de lad. ville député pour agir à paris en leurs affaires a ce düment appellé nous a été signifié l'ordre et pour satisfaire aud. arrest avant donné jour aud. patoul a comparoir le lundi vingt sept du mois en la maison de François Paugon un de nos gardes pour là estre interrogé.

Certifions led. patoul avoir esté par nous examiné en présence dud. poulor depuis deux heures de relevée jusqu'à cinq sur les questions pharmaceutiques concernant l'action, préparation et mixtion des médicaments ainsi qu'on a accoustumé de pratiquer en tel cas, et en continuant led. examen, lui avons ordonné de se trouver le jeudi trente dud. mois au jardin commun des maistres apoticaire de Paris a pareille heure, à laquelle heure led. patoul s'est trouvé et a esté derechef par nous examiné en présence dud. poulor sur la matière et connaissance des simples et pour achever le d. Examen lui avons enfin donné nos jours de samedi second de may et lundi quatre tant pour la démonstration des drogues nécessaires, et qui doivent entrer dans la composition de l'électuaire diascordon et de l'emplatre diuin que pour la confection desd. compositions tirées du Codex de paris, auxquels gardes nous avons assisté pour voir travailler et parfaire lesd. compositions par led.

(1) Archives de la Faculté de Pharmacie. Registre 27.

patoul en la maison de Thomas Noblé Mtre Apoticaire à paris son conducteur où aesté présent led. populor, après lesquels examens et travail de chef d'œuvre faites en la manière qui se pratique aux réceptions des aspirans à la maitrize avons jugé et estimé led. patoul avoir bien satisfait aux questions à lui proposées et s'estre bien acquitté de la dissertation et confection dud. chef d'œuvre.

Fait le quatrième jour de May mil six cent cinquante quatre pour servir de certificat. (1).

A Amboise, qui ne possède pas de statuts connus, et où il est peu probable qu'une communauté indépendante d'apothicaires ait existé, ceux-ci ne semblent pas avoir été très expérimentés. Leur ignorance soulève des réclamations de la part des habitants qui craignent pour leur santé et qui voudraient bien voir leurs apothicaires se soumettre comme à Tours, à des examens réguliers.

Nous lisons en effet dans le « registre des assemblées, conclusions et délibérations faictes pour les affaires communes de la ville d'Amboyse, de l'advys des maire et eschevyns, manans et habitans dud. lieu » du 28 Avril au 5 Juin 1583, cette requête au roi « que les apothicaires soient tous expérimentés, et qu'ils fassent un chef-d'œuvre devant les médecins, si mieux ils n'aiment prendre lettres de maîtrise. » (2)

Frais d'examens

A Tours, les frais d'examens et de réception étaient fixés à la somme de dix livres cinq sols tournoys.

« Et icelluy receu premierement que exercer lesdicts art et estat sera tenu payer la somme dix livres quinze sols tournoys une fois payer pour satisfaire aux fraiz et examens a lui faicts. » (Art. 3).

A Chinon, les frais étaient moindres ; ils ne s'élevaient qu'à six livrés, payables le jour de la réception, et destinés à la bourse commune « pour estre employez aux frais des affaires dudict estat, laquelle somme sera

(1) Archives Fac. Pharmacie Paris. Dossier A O.

(2) Archives d'Amboise. B. B. 8. Fol. 57.

païée à l'entien juré pour en tenir compte, lequel en baillera acquit. »

Dans de nombreuses villes, ces frais de réception ne représentaient qu'une faible partie des sommes que devaient déboursier le nouveau maître. M. Bouvet a cité de nombreuses obligations auxquelles il était tenu, telles que cadeaux aux examinateurs, offrandes à la ville et surtout banquets, où pouvaient être conviés les médecins et les apothicaires de la ville. A Tours, nous n'avons trouvé aucun exemple de ce genre. Et les statuts de Chinon précisent nettement que les nouveaux maîtres ne sont « tenus paier aucuns autres deniers que ladicte somme de six livres ne ferre autre deppence ni bancquest » ce qui devait être un gros avantage pour certains candidats peu fortunés.

Le serment

A Chinon, aux termes des statuts de 1628, les candidats « estant trouvez suffisant et capables preteront le serment devant le lieutenant de Chinon en présence du procureur du roy de garder fidélité au roy et de bien et fidellement exercer ledit estat. »

Aux archives d'Indre-et-Loire, nous avons trouvé différents actes de réception dans le « Registre de réception des nouveaux jurés et nouveaux maîtres » dans les communautés de la ville, de 1705 à 1713 (1). Citons notamment celui de Delacrenne du Pichard, du 28 avril 1713. A côté de la signature de Meunier, greffier, on peut voir que la somme reçue pour l'établissement de l'acte a été, dans le cas présent, de six livres trois sols.

« Anjourd'hui vingt huit avril mil sept cent treize par devant nous sont comparus les jurés du Corps et Communauté des Mds et M^{res} Apotiquaires de cette ville lequel nous ont remontré avoir admis pour Nouveau Md M^e dans leur dite Communauté Nicolas Delacrenne du Pichard le sermens de luy pris au cas requis par lequel il a promis

(1) Archives d'Indre-et-Loire. E. 487.

se bien et fidellemens comporter au dit art lequel nous plaise le Recevoir.

Sur quoy ouy le procureur du roy Nous avons receu ledit Delacrenne du Pichard par lequel il a promis vivre sous lobeissance du roy garder et observer leurs Estatues et Réglementz ordinaire de police porter honneur et Respect aux anciens de la ditte Communauté.

Donné :	Delopt	Meunier R. 6 L 3 s
Cyret	Cyret le Jeune	Desfrages
De Lacrenne		

Modalités particulières

Certaines mesures spéciales pour les examens étaient prévues par les statuts, notamment pour les serviteurs de veuves et pour les étrangers à la ville.

Ainsi, les veuves pouvaient faire tenir leurs boutiques par un serviteur ou par un de leurs enfants, à condition que ceux-ci soient « au préalable examinez par lesdictz jurez et autres appotiquaires sans aucun frays ni chef-d'œuvre. » (Chinon). Mais si le serviteur ou le fils aspire plus tard à la maîtrise « il sera tenu subir l'examen du chef-d'œuvre comme il est porté à l'article précédent, sans qu'il se puissent servir du susdict examen. » (Chinon).

Il en était de même à Tours, où le serviteur d'une veuve devait « estre examiné e esprouvé par lesdictz quatre maistres jurez » et était tenu de payer « pour son examen ausdictz maistres jurez la somme de vingt-cinq sols tournoys et après icelluy examine et experimemente bien et devement s'il veult parvenir pour estre receu a maistre audict art en ladite ville e forsbourgs de Tours en faisant ses quatre chef-d'œuvre e satisfaisant aux sommes cy-dessus. » (Art. 13).

Les maîtres apothicaires, reçus dans une autre ville, devaient satisfaire aux obligations suivantes, pour acquérir le droit de s'installer à Tours.

« Et doresnavant iceulx dictz appoticairez exerçant ledict estat d'appoticaireyrie espicerie seront examinez et feront chef d'œuvre en la forme et maniere que ceulx de ceste dicte ville et forsbourgs de Tours en présances desdictz maistres jures et au cas qu'ils ne le voudront

obeyr au contenu cy-dessus puissent estre condempnez en cent sols tournoys moitié au Roy nostre sieur et a la boiste des communes affaires dudict art et desormays soient frustrez et expulsez d'icellieu. » (Tours, Art. 27).

Réceptions extraordinaires

Avant la Révolution, l'accès des métiers était toujours facilité aux fils de maîtres et presque toujours aux gendres. Un régime spécial est prévu pour eux dans les Statuts de Tours (Art. 4) : ils ne doivent confectionner que deux chefs-d'œuvre et les frais de réception sont réduits de moitié :

« Ainsi que doresnavant les enfans masles desdictz maistres appoticairez espiciers estant à presant et qui viendront par après mesmement ceulx qui auront servy leur père et mère ou aultre maistre dudict art ledict temps de quatre ans en ladicte ville ne seront tenu que faire deux chefs d'œuvres seullement et payer moityé de ladicte somme de dix livres quinze sols et aussi seront examinez par lesdictz quatre maistres jurez comme dicte est et pareillement que les filles desdicts maistres puissent user desdicts previlleiges comme cy après savoir est s'il advenoît que quelque honneste personne soit serviteur ou aultre dudict art expert et sçavant en icelluy art bien fame et renommé ayant faict deivement son apprentissaige vouloit requérir l'un desdictz maistres pour estre pourveu avec que l'une de ses filles en faveur de mariage icelluy puisse passer maistre et user plainement desdictz previlleiges tout ainsi que l'enfant masle diceulx maistres. » (Tours, Art. 4).

Si un fils de maître se présente en même temps qu'un compagnon « le fils du maistre sera préféré s'il veult pour estre ouy et sera receu le premier s'il est trouvé capable. » (Art. 43).

A Chinon, ce qui constitue un fait assez exceptionnel, les examens se passent « sans distinction des filz de maitre d'avec les autres » et les frais de réception sont les mêmes.

A Tours « le fils de maistre ne pourra tenir boutique soubz sa mère durant sa viduite s'il n'est maistre ou examiné. »

En Touraine, les privilèges accordés à la naissance

étaient loin d'être aussi importants que dans certaines autres provinces.

Ci-dessous nous publions deux actes de réception de fils de maître. (1)

Le premier, daté du 22 Décembre 1706, est celui de Jacques-Philippe Cyret et d'Alexandre Cyret, fils de Valerien Cyret. Nous aurons l'occasion de retrouver le nom de cette importante famille d'apothicaires dans d'autres documents.

« En ledit jour vingt deux de decembre mil sept cent six par devant nous Gabriel Lanseveau de Baudry Escuyer Conseiller du Roy lieutenant général de police de la ville faubourgs et banlieue de Tours est comparu en personne Valerien Cyret M^e apotiquaire en cette ville lequel nous a présenté pour estre reçus à la maitrise les personnes de Jacques Philippe Cyret et Alexandre Cyret ses fils requerran qu'il nous plaise les recevoir en faisant le serment accoutumé.

Parquoy et sur ce ouy le Procureur du Roy nous avons de son consentement Jacques Philippe Cyret et Alexandre Cyret. Mds M^{es} apotiquaires en cette ville après que par serment d'eulx pris ils ont promis et jurez de se bien et fidellement comporter aud. art et métier.

Vivre sous l'obéissance du Roy garder et observer les Réglements porter Honneur et respect aux anciens de la Communauté dont les avons jugé. »

Signé : De Baudry. Meunier 6 L 6 s. Cyret.
Alexandre Cyret.

En marge de ce document, on peut lire qu'il a été reçu en plus des six livres six sols pour le greffier, la somme de vingt-trois livres six sols.

Le second, en date du 3 Mai 1713, est celui de Jacques Collineau, fils de Jacques Collineau. Les frais d'établissement de l'acte n'ont été que de trois livres deux sols :

« Aujourd'huy trois May mil sept cent treize par devant nous sont comparus les jurés et M^{es} Anciens de la Communauté des Mds Apotiquaire de cette ville lesquels nous ont remontré avoir admis pour nouveau M^e dans leur dite Communauté Jacques Collineau fils de Jacques Collineau M^e dudit Etat et ayant épouzé la fille de Paul Desfrages aussi M^e dudit Etat lequel nous plaise le recevoir prestans par luy le serment ordinaire.

(1) Archives d'Indre-et-Loire. E. 487.

Surquoy ouy le procureur nous avons receu le dit Collineau M^r dans laditte Communauté et prestant par luy le serment ordinaire au cas requis par lequel il a promis vivre sous lobéissance du roy garder et observer les Estatuts et réglemens ordinaire de police porter honneur et respect aux jurés et anciens de la ditte Communauté.

Donné : Delopt. Meunier 3L 2 sols.
Delacrenne, Cyret, Cyret le Jeune, Desfrages.

On a cité de nombreux cas de réceptions imposées par le pouvoir royal dans différents corps de métiers. En ce qui concerne la pharmacie, Monteil a écrit (1) :
« Un homme qui n'a pas accompli son temps d'apprentissage, ou si vous voulez son temps d'études et d'exercices, qui n'a pas ensuite été examiné, admis, reçu...
le Roi peut, à sa volonté, en faire un comte, un duc, un maréchal de France, mais il ne peut en faire un maître apothicaire. »

L'article suivant des statuts de Tours en fournit la preuve, en montrant à quel point, sous l'Ancien Régime, les communautés d'apothicaires étaient jalouses de leur indépendance et de leur autorité. Sur les questions strictement professionnelles, elles ne toléraient aucun empiètement d'un pouvoir par ailleurs respecté et les vieux maîtres avaient assez conscience de l'importance qui s'attachaient à leur fonction, pour ne pas accepter des faveurs injustes et imméritées, qui eussent avili « ung estat auquel gist la vye de l'homme. »

« Item ne sera receu maistre aucun compaignon apothicaire par lettres de don de Roy Reyne ne autrement mays en la forme et manière dicte cy dessus et suyvant le estat tenuz a Orléans sans pouvoir achapter quelque temps qui seroit deffailly de sondict service et apprentissage parce que cest ung estat auquel gist la vye de l'homme et qu'il est bien requis estre bien e devement expérimente pour exercer ledict estat pour les graves abus qui se pourroient commetre, » (Art. 2).

(1) Histoire des Français des divers Etats, d'après Laruelle, P. 35.

CHAPITRE QUATRIÈME

L'exercice de la Profession

A) Les services intérieurs

Nous étudierons successivement : 1°) le local, avec le mobilier et le matériel qui s'y trouvaient ; 2°) l'approvisionnement et les achats ; 3°) la bibliothèque de l'apothicaire, et à ce propos nous parlerons de Thibault Lespleigney et de son œuvre extrêmement importante ; 4°) le personnel ; 5°) les rapports avec la clientèle.

1°) Le local

Nous n'avons pu malheureusement recueillir aucun renseignement intéressant sur l'emplacement des boutiques (1), ni sur leur distribution, ni sur les pittoresques enseignes, qui faisaient autrefois le charme des vieilles rues.

Par contre, nous possédons un document qui nous renseigne d'une façon très exacte sur la composition d'une boutique d'apothicaire sous le règne de

(1) Le mot boutique, dérivé du grec « apothèque » (lieu de dépôt) est presque seul employé avant la Révolution. Le mot « apothicairerie » est rarement employé : quant à celui de pharmacie, il désigne alors uniquement la profession. M. Bouvet Loc. cit., page 134.

Louis XIII (1). C'est l'acte de vente « des ustancilles estans et deppendants de la boutique » de feu Edouard Brèche, passé le 9 Mars 1637 entre sa veuve et Philippe Millot, dont nous avons vu à un autre chapitre les difficultés avec ses examinateurs. Edouard Brèche appartenait à une vieille famille d'apothicaires tourangeaux: Un de sès aïeux, Jean Brèche, était avocat au présidial de Tours, et parfait humaniste : il est, en effet, le traducteur d'Hippocrate de grec en latin et le traducteur de Galien de grec en français.

Après estimation la totalité des objets garnissant la boutique fut achetée par Philippe Millot au prix de 345 livres 7 sols 4 deniers.

« Estat et memoire faict par nous Leonard Massonneau notaire Royal à Tours soubzigné, des ustancilles estans et deppendants de la boutique quy appartenoit a deffunct honorable homme Edouard Breiche marchant appoticaire. Et que dame Margueritte Loppin sa vefve a vendus a honorable homme Philippe Millot aïssy appoticaire, suivant l'apprétiation et estimation quilz en ont en nostre présence faict et sont demeurez a ung et d'accord.

Premierement six douzaines de pots de faïance servans tant a cirotz que electuaires et conserves a raison de six livres la douzaine l'ung portant l'aulture qui reviennent à trente six livres cy	XXXVI L.
Plus six douzaines de grandes bouestes a raison de sept livres la douzaine qui revient à quarante deux livres cy..	XLII L.
Plus quatre aultres pots de faïance à dix sols pièce cy	XL. S.
Plus deux douzaines et sept bouteilles de verre grandes et petites à cent sols la douzaine cy	XII L. XVIII S. III ^d .
Vingt livres d'estain commung a onze sols la livre cy pour tout.....	XI L.
Plus cent cinquante cinq livres d'estain sonnnt à raison de seize sols la livre revenant pour le total a.....	VI XX III L.

(1) Publié par M. Boutineau. Le prix d'une boutique d'apothicaire au XVII^e siècle. Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire. Fév. 1905. P. 149.

Ung grand mortier de metal pezant six vingt et cinq livres prix faict comme dessus avecq led. Sr Millot à unze sols la livre, cy pour tout.....	LXVIII L. XV S.
Ung petit mortier pesant quarante livres a raison de neuf sols la livre.....	XVIII L.
Plus seize livres trois quarterons de petils mortiers à huit sols la livre cy	VI L. XIII S.
Plus les ais de la boutique pour.....	XII L.
Le fourneau pour quatre livres cy	IV L.
Les monstres de la boutique pour.....	VI L.
Le billon de bois à tenir les mortiers..	XL S.
L'emplastrier de bois et ung pillon gra- tuitement.	
Somme totale trois cens quarante cinq livres sept sols quatre denier <i>cy</i>	III ^e . XLV ^s . VII ^s III ^d .

Le vingt cinquiesme jour d'avril mil six cents trente sept en la présence du notaire royal à Tours soubzsigné, La dicté dame Margueritte Loppin a receu contant du d. Millot appoticaire la somme de trois cens quarante cinq livres sept solz quatre deniers ts, qu'on luy debvoit pour les marchandises et ustancilles servant à l'art de pharmacie contenus et spécifiées entre eulx au mémoire et estat ci-dessus livrées aud. sieur Millot ; de laquelle somme de III^e. XLV^s. VII^s. III^d, lad. dame Breiche quitte led. Millot et tous aultres.

Faict à Tours en l'estude du dict notaire,, ETC.

(Signé :) Margueritte Loppin, Millot.

(Les témoins :) Massonneau (Notaire).

Dans son travail sur les Vases de Pharmacie (1), M. Boutineau a publié la liste des vases de faïence (2) vendus en 1631 par Jean Orgery, marchand verrier, à Olivier Gouin, maître apothicaire. Cette pièce mérite d'être citée entièrement, car elle nous donne sur les vases et les produits qu'ils contenaient des renseignements précieux. Il est dommage que nous ne possédions pas des listes semblables pour les boîtes en bois, peintes en rouge ou en vert, et pour les récipients en

(1) Em. Boutineau, Vases de Pharmacie au XVII^e siècle, Tours 1905, Extrait du Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire, 1905, P. 149.

(2) Tours possédait à l'époque une fabrique de faïence renommée.

étain, dont la fourniture était faite par d'autres corps de métiers.

« Le unziesme jour de juillet mil six cens trente et quatre en la court du Roy nostre sire à Tours devant nous notaire ont esté présens establiz et soumis, honorable homme Ollivier Gouin maistre appoticquaire aud. Tours d'une part : Jehan Orgery marchand verrier d'autre : demourans les parties en ceste ville de Tours parroisse Saint Hillaire. Entre lesquelles parties ont esté faicts les accords marchez et conventions cy-après : C'est assavoir que le d. Orgery a promis et s'oblige vers le d. sieur Gouin de luy vendre, fournir et livrer en sa maison en ceste ville, dedans le jour et feste saint Michel prochain sous peine de tous despans dommages et intherests le nombre de neuf douzaines et cinq vaisseaux de poterie de faïence servans à l'art d'appoticaire tant boccart, pots, chevrettes que aultres aiant chacun pot ung feuillage et l'escripteau escript au dedans d'icelluy, le tout bien et deuement faict et de bonne marchandise et loyalle conformément aux mémoires escriptz et signez de la main du d. sieur Gouin et du d. Orgery. Dont a esté faict lecture aud. Orgery qu'il a dict bien entendu et sçavoir le contenu et teneur d'iceulx.

L'ung desquelz mémoires est demeuré attaché à ces presantes et l'autre mis es mains du d. Orgery affin de ne manquer a achepter et fournir la d. marchandise au desir d'icelluy. La vendition faicte de toute la d. marchandise cy-dessus pour et moyennant le prix de quarante huit livres ts. que le d. Gouin promet et s'oblige paier aud. Orgery en livrant lad. marchandise bien et deuement voiturée et conditionnée. Et par eulx en tout ce que dessus... ect. Faict et passé aud.. etc etc.

Signé : Orgery - Gouin - Massonneau (notaire) (1).

(1) Archives dep. Indre-et-Loire. Dépôt de M^e Fontaine, notaire à Tours.

LISTE DES VASES

« Chevrettes (1) pour les syrops et pour les huiles, toutes d'une même façon. Deux douzaines et demie. »

S. Rosarum sol.	Syrupus Rosatus solutivus de Mesué.
S. Rosarum Comp.	Syrupus Rosatus compositus cum senna et agarico.
S. de Cichoris comp.	Syrupus de Cichorio compositus cum Rheo.
S. de Pomis comp.	Syrupus de Pomis sapor de Mesué.
S. Florum persic.	Syrupus Florum persicae.
S. Capill. Ven.	Syrupus Capillorum Veneris.
S. Injubinus	Syrupus Jujubinus.
S. de Limonibus.	Syrupus de Limonibus.
S. de Papa. rubr.	Syrupus Papaveris rheados incerti Auctoris.
S. de Nymphaea.	Syrupus Nymphaee.
S. de Absynthio.	Syrupus Absinthii major.
S. de Arthemisia.	Syrupus Arthemisioe.
S. Diacodium.	Syrupus Papavere simplex seu diacodium.
S. Diamorum.	Syrupus Mororum simplex désigné sous le nom de Diamorum cum saccharo.
S. Mel. Rosatum.	Syrupus Mel. Rosatum.
S. Oxymel.	Oxymel simple.
O. Rosatum.	Oleum Rosatum.
O. Violatum.	Oleum Violatum.
O. Liliorum.	Oleum Liliorum simplex.
O. Camoemeli.	Oleum Chamoemeli.
O. Anethinum.	Oleum Anethinum.
O. Hyperici.	Oleum Hyperici.
O. Crissomorum.	Oleum Chrysomelorum.
O. de Absynthio.	Oleum Absinthii.
O. Lumbricorum.	Oleum Lumbricorum.
O. Menthoe.	Oleum Menthoe.

(1) Jean de Renou (Boutique pharm. Traduction Louis de Serres, Lyon, Nic. Gay, 1637) décrit ainsi les chevrettes : Elles sont toutes de terre blanche et polie au dedans, et reluisantes au dehors ; elles n'ont qu'une anse d'un côté, afin de les prendre plus commodément avec une main, et de l'autre un petit tuyau, par lequel on vide aisément la liqueur contenue. Leur orifice supérieur est fort large et ouvert, à fin de les remplir plus facilement ; au reste on les embellit en dehors de plusieurs et diverses figures. Note Boutineau.

O. Solani.	Oleum Solani.
S. de Rhamno.	Syrupus de Rhamno.
S. de pede cati.	Syrupus Pediscati.
O. Mastichinum.	Oleum Mastichinum.

Pots à canon pour les Electuaires et pour les onguents.
Tous d'une même façon, vingt-six :

Catholicum Dupl.	Electuarium catholicum duplicatum de rhabarbaros.
Catholicum pro Enem.	Electuarium duplicatum reformatum.
C. Hamech.	Confectio Hamech (1).
Diaprunum comp.	Electuarium diaprunum solutivum seu compositum.
Diaphoenicum.	Electuarium diaphoenicum.
Benedicta lax.	Benedicta laxativa de Nicolas de Salerne.
Hiera colocoe.	Hiera colocinthidos.
Lenitivum.	Lenitivum auctoris.
Looe de Cassia.	Cassia cum saccharo proclysteribus
Philonium Rom.	Philonium Romanum.
Mel commune	Mel commune.
U. Rosatum.	Unguentum Rosatum.
U. Populeum.	Unguentum Populeum.
U. Pompholigos.	Unguentum Pompholigos.
U. Album Rhazis.	Unguentum Album Rhazis.
U. Nutritum.	Unguentum Nutritum.
U. pro scabio.	Unguentum adpruritum scabiorum.
U. Apostolorum.	Unguentum Apostolorum.
U. Basilicum.	Unguentum Basilicum.
U. Aurem.	Unguentum Aureum.
U. Martiatum.	Unguentum Martiatum.
U. de Althoea.	Unguentum Althoeae.
U. Resumptivum.	Unguentum Resumptivum.
U. Mundificat.	Unguentum mundifatam (2).
U. Ægyptiacum.	Unguentum Ægyptiacum.
U. dessicat. rub.	Unguentum dessicativum rubrum.

Pots à conserve et trois autres tout d'une même façon.

C. Rosarum.	Conserva Rosarum, (3).
C. Violarum.	Conserva violarum.
C. Buglossi.	Conserva Buglossi.
C. Nymphoeae.	Conserva Nymphoeae.

(1) Les auteurs en citent quatre : Confectio Hamech major ; major reformata ; minor ; minor emendata. Note Boutineau.

(2) Il y avait un, mundif. de apio et un, mundif. de resina. Note Boutineau.

(3) Il en existait deux : Cons. rosarum mollis et Cons. rosarum solida. id.

C. Salviae.	Conserva Salviae.
C. Anthos.	Anthos C. de Romarin.
C. de Hyacintho.	Confectio de hyacinthis.
C. Alkermes.	Confectio Alkermes.
C. Thyriaca.	Confectio Theriacalis.

Nombre neuf.

Pots à pilule tous d'une même façon.

P. Aureoe.	Piluloe aureoe.
P. Sine quibus.	Piluloe sine quibus esse nolo.
P. Coccive ma.	Piluloe coccioe majores.
P. Ante Cibum.	Piluloe Ante Cibum.
P. Agregativum.	Piluloe aggregativoe seu poly- chrestoe.
P. de Agarico.	Piluloe de Agarico.
P. Avicenna.	Piluloe Assaieret Avicenoe.
P. Scalig.	Piluloe Scalig.
P. de Cynoglosse.	Piluloe de Cynoglosso.
P. Coccioe min.	Piluloe Coccioe minores.
P. de Aloe.	Piluloe de Aloe lota.
P. Turis ma.	Piluloe Turis masculi.

Nombre d'une douzaine.

Pots à pilules sans escripteaux avec une patte une douzaine, les dicts pots à la vieille mode.

Toute la poterie se monte jusqu'à neuf douzaines et cinq (y compris les 24 bocarts qui suivent).

Bocarts pour les eaux distillées.

A. Rosarum.	Aqua (stillatitia) rosarum.
A. Sabiosa.	Aqua scabiosae.
A. Cardui ben.	Aqua Cardui benedicit.
A. Lactucoe.	Aqua Lactucoe.
A. Cichorii.	Aqua Cichorii.
A. Cucumeris.	Aqua Cucumeris.
A. Plantaginus.	Aqua Plantaginus.
A. Nymphoeae.	Aqua Nymphoeae.
A. Borriginis.	Aqua Borriginis.
A. Ulmarioe.	Aqua Ulmarioe.
A. Scordii.	Aqua Scordii.
A. Argentinae.	Aqua Argentinae.
A. Vitae.	Aqua Vitae.
A. Hyssopi.	Aqua Hyssopi.
A. Arthemisiae.	Aqua Arthemisiae.
A. Buglossi.	Aqua Buglossi.

A. Foeniculi	Aqua Foeniculi.
A. Euphrasiae.	Aqua Euphrasiae.
A. Rosarum.	Aqua Rosarum.
Acetum Rosatum.	Acetum Rosatum.
A. Oxalidis.	Aqua Oxalidis.
A. Bethonicae.	Aqua Betonicae.
A. Cordiale.	Aqua Cordialis.
A. Papa. Rhaedos.	Aqua papaveris rhaados.

Nous possédons un autre inventaire d'une boutique, mais celle-ci bien pauvre et bien modeste. C'était celle de Théodore Bretonneau (1), que nous retrouverons lorsque nous étudierons la communauté si intéressante des Chirurgiens-Apothicaire de Ligueil. Louis Mocquet se fit adjuger « toute la boutique » au prix de 9 livres 10 sols, et son piètre mobilier était le suivant :

Ung meschant miroir huit sols.....	VIII S.
Ung couteau dix sols	X S.
Ung bassin de cuivre et deux ceringues d'estin estimé le tout trente sols.....	XXX S.
Ung petit mortier et son pillon quinze sols	XV S.
Ung mortier en marbre, cinq sols.....	V S.
Onze boîtes, treize sols	XIII S.
Quarante pots et bouteilles de fayance, le tout quatre livres.....	IIII L.
Ung piochon de pot	II L.
Ung meschant marchepied, une chèse percée et une au ^e à garnir, le tout esti- mé dix sols	X S.
Ung meschant pistolet à rouet.....	V S.
Ung coffre de bois de chesne	XX S.
Sept poislet d'estin.....	XIV S.
Quatre essés huit sols.....	VIII S.
Trois meschants razouers et deux lan- cettes estimé le tout dix sols.....	X S.
Un étui et une paire de ciseaux.....	III S. (2).

Dans sa « meschante » boutique, Théodore Bretonneau devait pourtant travailler ferme. Car après avoir eu neuf enfants de sa première femme, Isabelle Bonneau, morte en couches le 25 Octobre 1642, il eut encore six enfants de son second mariage avec Marguerite Gervais de Salvart.

(1) D^r Louis Dubreuil-Chambardel. Les Ancêtres de Bretonneau. Paris 1905.

(2) Archives notariales de Ligueil.

Nous verrons, dans un autre chapitre, comment il essaya de tourner les difficultés matérielles de son existence en s'associant au chirurgien Bertrand Bonneau et quels liens de famille le rattachent d'une part à Thibault Lespleigney et d'autre part à l'illustre médecin du ^{xix}^e siècle, Pierre Fidèle-Bretonneau.

II) L'approvisionnement et les achats

Les statuts de Chinon font aux apothicaires une obligation de « tenir leurs boutiques bien et deument garnies » sous peine d'amende. Ils doivent pouvoir fournir aux malades tout ce qui leur est nécessaire.

« Item seront tenus tous les maistres appoticquaires espiciers de cette ville et faubourgs tenir leurs boutiques bien et deument garnies et acommodées de toutes sortes de marchandises, drogues, compositions usuelles et autres choses nécessaires pour l'exercice dudict estat et commodité publique desquelles l'on pourra fournir et recouvrer et en cas de deffault au raport des jurez seront tenus et condempnez en l'amende à l'arbitrage dudict juge ». (Chinon).

L'approvisionnement des officines était alors beaucoup plus compliqué qu'aujourd'hui. Pour se conformer à leurs obligations, les apothicaires devaient s'adresser aux récolteurs, aux droguistes ou faire leurs achats dans les marchés ou dans les foires. Souvent, ils récoltaient eux-mêmes les plantes médicinales, soit dans leurs jardins, soit dans la campagne.

Deux foires annuelles très importantes se tenaient à Tours. Elles avaient été instituées par un édit de François I^{er}, d'août 1545. L'une ouvrait le 15^e jour de septembre, l'autre de 8^e jour de mars ; elles pouvaient être fréquentées par tous les marchands de France et même par les étrangers. Il est probable que les affaires y étaient très actives et qu'apothicaires, droguistes et revendeurs s'y approvisionnaient. Ces foires, successivement confirmées par Henri II en janvier 1547, François II en avril 1560 et Charles IX en avril 1571,

furent surtout florissantes pendant tout le xvi^e siècle. (1)

En temps ordinaire, les apothicaires s'adressaient aux revendeurs ou forains et aux droguistes.

Les forains étaient soumis, pour la vente des drogues, à des règlements particuliers. Ils n'avaient pas le droit de les mettre en vente sous peine de confiscation avant qu'elles n'aient été vérifiées par les maîtres jurés de la communauté.

« Item si aucun marchand forein amène en cette dicte ville et faubourgs de la marchandise d'espicerie et drogueries entrans au corps humain et qui deppend dudict estat d'appotiquaire ne la pourra montrer ni exposer en vente qu'elle n'ay esté premièrement veu et visitée par lesdictz maistres jurez appotiquaires sur peine de confiscation des dictz drogues et marchandises laquelle visitation néantmoins les dictz maistres jurez seront tenus faire incontinent après en avoir esté advertis et sommer par lesdicts marchands sans retardation à paine faulte de ladicte visitation de tous despens, dommages et intherestz et sejour des-dicts marchands. (2).

A Tours, les jurés n'étaient pas condamnés à des dommages-intérêts envers les forains, s'ils négligeaient de visiter leurs marchandises, mais dans ce cas, les forains avaient droit de les vendre à qui bon leur semblait.

« Et si quelque marchand tant habitant ladicte ville que estrangers ayant amene ou faict amener en ladicte ville tant par eaue que par terre certaines marchandises soit droguerye ou espicerye ou aultres fructz concernant ledict art et estat, plaise audict sieur (3) permectre pour la confirmation dudict estat maintenir que premierement et avant que iceulx marchans les puissent mettre en vente qu'ils ayent a en advertir ou faire advertir lesdictz maistres jurez lesquels jurez seront tenus en advertir lesdict autres maistres dudict art d'appoticaiererye a certaine et compectante heure pour veoir si lesdictes marchandises sont bonnes et louables dedans vingt quatre heures et en estre preferez les premiers après la denontiation a eulx faicte et au cas que lesdictz jurez seront negligents faire ladicte visitation de ladicte marchandise a eulx dénoncée lesdictz marchans la vendront a qui bon leur semblera. » (Tours. Art. 20).

(1) Chauvigné. Histoire des corporations d'Arts et Métiers de Touraine. Tours. 1885.

(2) Chinon. Statuts de 1628. Fol. 100 v°.

(3) Plaise au Roi.

A Chinon, il était également interdit « aux maîtres droguistes, grossiers ou espiers qui vendront drogues, poudres et especes en ladite ville et faubourgs » de « faire venir aucunes sortes de marchandises pour les exposer en vente en cette ville et faubourgs qu'elles n'ayent esté premièrement visitée par lesdictz maîtres jurez. »

D'un inventaire pour François Bretonneau « marchand drogueur » à Tours, daté du 22 janvier 1630, (1) le chapitre « Créances » nous montre l'importance des affaires traitées par un droguiste au XVII^e siècle ; sa clientèle s'étendait bien au-delà des limites de la province, jusqu'en Anjou et en Poitou. En Touraine, le droguiste semble avoir eu un rôle plus important que dans d'autres régions :

Gabriel Vasselle M ^e appoticaire à Saumur avait été condamné par le Présidial de cette ville à payer une dette de 304 livres	III C. IV L.
Michel appoticaire à La Flèche condamné par le Présidial de cette ville à payer 792 livres au lieu de 831 livres que réclamait Bretonneau	VII C. XCH L.
Pierre Viau appoticaire à La Flèche également condamné à payer 364 livres	III C. LXIII L.
Jacques Boisseau appoticaire à Loudun aussi condamné à payer 600 livres..	VI C. L.
Pierre Motel appoticaire à Loudun devait 108 livres	CVIII L.
Denis Pennetier appoticaire à Loudun devait 115 livres	CXV L.
Daniel Thouraine appoticaire à Loudun devait 100 livres	C. L.
René Tabuau appoticaire à Loudun devait 314 livres	III C. XIV L.
François Jolly appoticaire à Bourgueil devait 643 livres	VI C. XLIII L.
Denys Priton appoticaire à Saint- Aignan devait 363 livres	III C. LXIII L.
Clément Sendrier appoticaire à Saint- Aignan devait par obligation devant notaire 225 livres	II C. XXV L.

(1) Publié par Boutineau. Gazette Médicale du Centre.
15 juillet 1914.

Guillaume Mandat appoticaire à Saint-Aignan devait par billet 220 livres..	II C. XX L.
Gilles Lecourt appoticaire à Loches (1) au total	III C. VIII L. XIV S.
René Brethonneau appoticaire à Loches 177 livres	CLXXVII L.
Laurent Delalande appoticaire à Barou 99 livres	XCIX L.
Jacques Collineau chirurgien à Preuilly 110 livres	CX L.
Laurent Collineau appoticaire à Preuilly 64 livres	LXIV L.
Venerable Messire... Bourdais curé de Langeais 18 livres	XVIII L.
Millot appoticaire à Tours 184 livres....	CLXXXIV L.
François Auger appoticaire à Tours (?) sept livres onze sols	VII L. XI S.
Pierre Motet appoticaire à Loudun treize livres douze sols	XIII L. XII S.
Pierre Loyau appoticaire à La Flèche trois livres dix sols	III L. X S.
Adrien Michel appoticaire à La Flèche trois livres douze sols	III L. XII.
Emmanuel Decory appoticaire à Buzançais cent seize sols	CXVI S.

Pour les préparations exécutées à l'officine, les statuts de Touraine ne mentionnent aucun formulaire, ni aucune règle particulière. Sauf toutefois en ce qui concerne des préparations aussi délicates que celle de la thériaque :

« Item nul appoticaire ne fera et parfera la theriaque et mytridat sans y appeler les maistres jurez dudict art avec ung ou deux medecins pour estre lesdictes compositions veues e visitees par lesdictz jurez et medecins sur peyne de confiscation desdictes compositions et de cent sols d'amende applicable aux pauvres. »

(Tours. Art. 44).

Sauf également pour les préparations effectuées par un serviteur, dans une officine tenue par une veuve :

« Et pareillement le serviteur estant soubz et en la maison d'une veufve appoticaire sera tenu luy ou sa maîtresse appeler ung des maistres jurez quant il aura

(1) Payait difficilement, paraît-il, puisqu'il y avait trois règlements de compte 1° 194 livres ; 2° 42 livres 14 sols ; 3° 72 livres.

dresse quelque composition pour estre veue e visitée auparavant que faire communication ou trituration des drogues d'icelle composition sur peyne de confiscation d'icelle. » (Tours art. 45).

Mais certaines compositions particulièrement difficiles à exécuter et d'un prix de revient élevé comme la thériaque ne devaient pas être préparées par un seul apothicaire. Dans ce cas, les maîtres jurés étaient tenus de pourvoir à leur fabrication et étaient chargés d'en assurer la vente à tous les membres de la communauté.

Cette pratique que l'on retrouve dans presque toutes les communautés d'apothicaires est une première ébauche des coopératives modernes de fabrication et de vente.

« Que pour cause des grans frais et mises qui se peuvent et doivent faire en plusieurs compositions de grand effet et conséquence comme sont la teriach mestridat (...) magna aurea alexandrina confectio (...) et aultres compositions e pouldres cordialles lesquelles sont fort cheres et ne les peult on despencer ne composer en ung an lesdictz maistres jurez seront tenus y pourveoir pour en faire distribuer ou besoing sera a bon e raisonnable prix... » (Tours. Art. 28).

III) La Bibliothèque

Si Tours ne possédait pas, comme Blois, un formulaire réputé (1), les apothicaires de cette ville pouvaient par contre s'enorgueillir de compter, en la personne d'un de leurs plus anciens maîtres, le premier auteur de traités didactiques rédigés en français sur l'art de la pharmacie : Thibault Lespleigney, apothicaire à Tours, né en 1496 et mort en 1567. Il est probable que la plupart des confrères de son temps et des siècles suivants connurent et possédèrent ses ouvrages. M. le docteur Paul Dorveaux, ancien bibliothécaire de la Faculté de Pharmacie de Paris, historien et savant réputé, l'un des maîtres de l'Histoire de la Pharmacie,

(1) Formulaire de 1634. Voir thèse Bonnemain. Loc. cit. page 68.

a étudié la vie et les œuvres de Thibault Lespleigney dans un travail remarquable (1) auquel nous empruntons la plus grande partie de notes qui vont suivre.

Les renseignements biographiques sur Thibault Lespleigney se réduisent à peu de choses. Au témoignage du prince Augustin Galitzine (2) et de Carré de Busserole (3), on peut donner l'année de 1496 comme date de sa naissance. Ainsi qu'il le dit lui-même dans son *Promptuaire*, l'auteur est né à Vendôme :

Au noble royaume de France
Au lieu où j'ay prins naissance,
La noble ville de Vendosme.

Malgré cela, Lespleigney revendique, en sa qualité d'apothicaire établi à Tours, le titre de « citoyen de ladite ville ». (4)

Au point de vue littéraire, l'œuvre de Lespleigney n'est pas sans mérite. Les 165 articles de son *Promptuaire* sont entièrement écrits en vers « émaillés de propos de beuverie (5), de récits de grosses farces, de plaisanteries sur les femmes, et d'équivoques (6) qu'aurait pu signer son compatriote et contemporain François Rabelais ». Mais surtout les notes marginales du même livre dénotent une érudition considérable. Il fut donc, en tous points, un humaniste digne de cette magnifique époque de la Renaissance, qui n'eut de goût que pour les vastes connaissances et ne craignit aucune hardiesse ni aucune liberté d'expression.

Au point de vue professionnel, c'est à lui que l'on

(1) Dr Paul Dorveaux. « Notices sur la vie et les œuvres de Thibault Lespleigney. Paris, Welter, 1898.

(2) *La Décoration du pays et duché de Touraine*. Nouvelle édition publiée par le prince Augustin Galitzine (Tours, 1861) première page de l'avant-propos.

(3) Carré de Busserole. Dictionnaire géographique, historique et biographique d'Indre-et-Loire et de l'ancienne province de Touraine (Tours 1882).

(4) In *La Décoration du pays et duché de Touraine*.

(5) Plus fault boyre de vin que d'eau.
N'avoir du vin et boire au seau
Est chose griefve et importune.

(6) Calembours.

Promptuaire

des medecines simples en Rithme
ioieuse/avecques les Vertuz et quali-
tez dicelles: Et plusieurs aultres ad-
iunctions facetieuses pour recreer
lesprit des beniuolens et gracieux
lecteurs: Compose par Thibault
Lespleigney Appoticaire a Tours/
Natif de la Ville de Vendosme. En
la fin duquel s'ont les repertoires tres bri-
les. En ung desqz sont tous les nōs
equiuoques et sinonymes cōtenuz
en chascun chapitre. En l'autre sont
les noms des pties du corps humain
et des maladies mentionnees oudict
oeuvre.

M. D. pppviii.

119073

Le Promptuaire des medecines simples
de THIBAUT LESPLEIGNEY

(Page de garde de l'edition originale)

doit les premiers ouvrages théoriques (1) à l'usage de ses confrères :

Pharmacopoles et bons aromataires

« il est en outre le premier auteur qui ait traité en français du benjoin, produit relativement nouveau en 1537 ; enfin il a contribué, avec André Vesale, à l'introduction dans la thérapeutique d'une drogue nouvelle, la squine, connue seulement depuis 1535. »

D'après la bibliographie qu'en a dressé le Docteur Dorveaux, voici l'énumération de ses ouvrages d'après la date de leurs impressions :

1° Promptuaire des Médecines Simples... Tours 1537.
— 2^e édition, Paris 1544.

2° Dispensarium medicinarum... Tours 1538. — Réimpression sous un autre titre à Anvers, 1539 et 1542. — Nouvelle édition par François Chappuys, à Lyon, 1539 ; à Paris, 1540 ; à Lyon, 1541 ; à Venise, 1542 ; à Paris, 1543 ; etc. — Nouvelle édition revue, corrigée et considérablement augmentée par Lespleigney lui-même, Tours 1542.

3° La décoration du pays et Duché de Touraine... (Tours) 1541. — Nouvelle édition, Tours, 1861.

4° Petit traicté du Bois de L'esquine... Tours, 1545.
Nouvelles éditions, Lyon, 1552 et 1574. (2)

Le Promptuaire des médecins simples « en rithme ioicuse » (3) est un abrégé versifié de matière médicale et de thérapeutique. Il débute par un « Rondeau à la

(1) Depuis les origines de l'apothicairerie jusqu'à la fin du xv^e siècle, les apothicaires n'ont eu entre les mains que des manuels écrits par des médecins. En 1496, parut à Milan le premier livre de pharmacie dû à un apothicaire : le *Thésaurus aromatariorum* de Paulus Suardus. Suardus était italien. Note du D^r Dorveaux.

(2) Différents auteurs ont également attribué à Thibault Lespleigney un pamphlet connu sous le nom de « *Déclaration des abus et tromperies que font les Apothicaires....* » par Maistre Lisset Benancio, paru à Tours en 1553, mais Lisset Benancio est l'anagramme de Sébastien Colin, célèbre médecin de Fontenay-le-Comte.

(3) Bibliothèque Nationale. Reserve T. 149 I.

Vierge Mère » et un « Prologue par lequel ledict auteur dedie ledict Promptuaire aux Appoticaire de ladicte ville de Tours », que suivent 165 Chapitres et il se termine par une « Ballade à la mère de Jésus. »

Nous ne pouvons, faute de place, en donner de longs extraits. Citons au moins quelques vers pour indiquer la manière de l'auteur.

Sur l'arsenic :

Mieux vaudroit manger d'une rabe
Que d'en gouter une scintile,
Tant a vertu prompte et subtile,
Très dangereuse et violente.
C'est une chose fort bruslante,
Aiant effect très venimeux :
Le poil en chet et les cheveux,
Et est de si terrible effort,
Qu'il gecte soudain l'homme mort ;
Par quoy aulcun n'y ait fiance.
Le primogénite de France,
François, daulphin, de François filz,
En cest an de mil trente et six
En mourut par fausse trahison. (1).

Sur l'absinthe :

Absynte est puissante et hardie
Pour combattre en gendarmerie
Contre les ennemys du corps
Quand elle y entre, ils sortent hors...

Le *Dispensarium medicinarum* (2) est un formulaire en prose latine, et non plus en vers français, imité d'un ouvrage alors très en vogue : le *Dispensarium magistri Nicolai Proepositi*. Il comprend 247 formules usitées de son temps et publiées par ordre alphabétique. Cet ancêtre du *Codex medicamentarius*, édité dans un format commode, devait être particulièrement utile aux contemporains de Lespleigney. Celui-ci en publia une nouvelle édition plus complète en 1542.

Le *traicté de l'Esquine* est la première monographie

(1) 1536. Le dauphin François, fils de François I^{er}, que l'on accusait Charles Quint d'avoir fait empoisonner. Il mourut en réalité d'une pleurésie.

(2) Bibliothèque Nationale, Réserve Te 149. I bis — I bis A.
— I bis B.

qui ait été publiée sur ce sujet. Il termine un petit livre dont le titre est le suivant : *Les troys premiers livres de Claude Galien de la composition des médicaments en général*, imprimé à Tours par Jehan Rousset en 1545. La traduction de Galien a été attribuée à Jehan Brèche (1) « avocat au siège présidial de Tours » à qui l'on doit également une traduction en français des Aphorismes d'Hippocrate (2).

Toutefois un doute subsiste sur le traducteur. Certains auteurs pensent qu'il s'agit de Martin Grégoire, médecin à Tours, qui publia « Les quatre premiers livres de la Composition des médicamentz par genres, jadis composé par Claude Galien, et n'aguères traducitz de grec en françois par maistre Martin Grégoire demourant à Tours. » (Paris, 1549).

Quoiqu'il en soit, ces divers ouvrages devaient se trouver entre les mains des apothicaires tourangeaux et contribuer à leur formation professionnelle.

Signalons également deux ouvrages (3) de Théodore Bretonneau, maître-chirurgien apothicaire à Ligueil : le *Jardin de la Santé*, recueil de formules et de recettes et le *Traité de la confection et employ de l'huile d'Euphorbe*. Les titres seuls nous en sont connus et aucun des deux ouvrages ne nous est parvenu : peut-être même sont-ils restés à l'état manuscrit.

IV) Le personnel

En dehors du maître, l'officine pouvait comprendre un personnel varié. Ce sont tout d'abord les membres de la famille, fils et gendres, puis les apprentis et les compagnons, que nous avons vu antérieurement, et enfin les professionnels, appelés aussi serviteurs. En

(1) 1514-1561.

(2) Paris. Jacques Kerver. 1550. 17 rééditions, tant à Paris qu'à Lyon et à Rouen.

(3) D^r Dubreuil-Chambardel. Les Ancêtres de Bretonneau. Loc. cit.

fait le serviteur devait être rare, le maître aidé de l'apprenti suffisait largement au travail. Le maître tenait à honneur d'exercer personnellement son métier et n'aurait pas eu alors l'idée d'occuper des serviteurs en grand nombre.

Nous possédons un contrat de serviteur (1), daté du 28 juin 1504 et passé pour trois ans. Les gages étaient modestes ; ils ne se montaient qu'à la somme de dix livres tournois, plus un bonnet du prix de 17 sols 6 deniers tournois.

« Le 28^e jour de Juing lan mil cinq cent et quatre fut faict marché entre Gabriel Feret marchant apothicaire demourant en la paroisse St Pierre du Boille de Tours d'une part et Simon Loiseau aagé de 17 ans on environ fils de Jehan Loiseau en son vivant praticien en Courtlaye demourant en la ville d'Angers en la paroisse St Maurice promectant le d. Symon avant tout œuvre par la foy et serment de son corps que pour raison de son aage ne autrement Il ne viendra ne venir fera contre la teneur de ces presentes d'autre part Tel quy s'ensuit c'est assavoir que led. Symon Loiseau de son bon gré et volonté et a sa requeste comme il disoit a promis et promet estre et demourer avecques led. Gabriel Feret et le servir bien justement et loyaument au fait de son mestier et stille de la marchandise d'apothicaire son proufit garder et son dommage éviter à son pouvoir du jour et fête de St-Pierre qui sera demain jusques à trois ans prouchains venant et ensuyvant l'un l'autre sans intervalle moyennant et parmi ce que led. Gabriel Feret sera tenu de fournir le boire manger feu et lyt et payer pour recompenser de son service la somme de dix livres tournoys et ung bonnet du prix de 17 s. 6 d. t. dedans la fin des 3 années et tous dommages amender reparer ect obligeant ect mesment le d. Symon son corps tenir prison ect renonçant ect presens Martin Normant apothicaire Guillaume Saurre tesmoins a ce appelez ».

Jaloignes (notaire) (2).

(1) Publié par M. Boutineau. Les certificats d'apprentissage d'apothicaires au xvr^e siècle.

(2) Arch. d'Ind. et Loire Min. Jaloignes.

V) Les rapports avec la clientèle

La délivrance des médicaments

Comme dans toutes les provinces, il était interdit à l'apothicaire tourangeau de délivrer des médicaments sans l'ordonnance d'un médecin ; le règlement intervenu en 1556 « entre Médecins, Chirurgiens et Apothicaires de Tours » et promulgué par Henri II est formel sur ce point : (1)

« Que nul chirurgien, barbier ne apothicaire ainsi approuvé et receu que dit est ne passera oultre son état n'entreprendra donner ny faire donner ne ordonner medecine quelconque ny faire flebotomie sans conseil ne ordonnance de medecins, souz peine de cinquante livres parisis d'amende, applicable moitié à nous et l'autre moitié aux pauvres. »

Ni les statuts de Tours, ni ceux de Chinon ne reprennent ce point qui, sans doute, allait de soi, mais ils s'attachent particulièrement à la délivrance des toxiques, dont on ne peut user sans « grande craincte. »

« Que nulz appotiquaires espiciers drogueurs ou aultres quelz qu'ilz soient ne ayent a tenir choses venemeuses ne baillir ou faire distribuer icelles si ce n'est par faculté de medecin avec correction du medecin ledict pourra droitement e justement en user et faire user ou besoing sera et a qui il apartiendra avec très grande craincte. » (Tours. Art. 22).

A Chinon, les apothicaires ont l'obligation de tenir à jour un véritable livre des toxiques, sur lequel ils inscrivent les noms, surnoms et domiciles « des chirurgiens, orfebvres et maréchaux » à qui ils fournissent des drogues vénéneuses, à la condition toutefois que ceux-ci soient connus comme étant « de bonne vie et mœurs. »

« Item, il est deffendu à tous les maistres appotiquaires espiciers et grossiers de la ville et faubourgs et ressort dudict Chinon de bailler aucune drogues et medicament veneneux à aucune personnes sinon au chirurgiens, orfebvres et marechaux qu'il congnoistront estre de bonne

(1) Archives de la Faculté de Pharmacie. Dossier A. O.

vie et mœurs et desquels ils prendront les noms, surnoms et le lieu de leur demeure par escript signé d'eux et s'ils ne savent escrire seront tenus lesdictz maistres apothiquaires escrire sur ledict journal ceux à qui ilz bailleront lesdictes drogues veneneux, lesquels bailleront en présence d'un des jurez dudict estat pour leurs descharges, sur peine en cas qu'il en arrive faux d'amande arbitrage. » (Chinon).

Par ailleurs, un article curieux des statuts de Tours autorise les apothicaires à soigner, sans l'ordonnance d'un médecin, leurs parents et amis.

« Et pour obvier et resister aux inconveniens de la mort qui peult advenir tant par temps pestiffien que aultres temps mesmement que l'on voit mourir tant le jour que la nuict plusieurs personnes soudennement de plusieurs malladies et le plus souvent par deffault que l'on ne peult recouvrir bons medecins pour ordonner remèdes a icelles espèces de malladyes susdictes les dictz maistres apothicaires espiciers du pays de Touraine auront la faculté et puissance de eulx medicanenter de leurs drogues et compositions ensemble leur famille parens e amys pour eviter le danger de mort e ce sans qu'ils en puissent estre repris ou empeschez en quelque sorte que ce soit. » (Tours, Art. 30).

Les épidémies furent fréquentes en Touraine pendant les xv^e et xvi^e siècles. Il devait être très difficile aux malades de se procurer un médecin, ce qui explique cette autorisation, dont les apothicaires usaient sans doute largement, et pour le bien de tous, aux époques particulièrement pénibles où la peste sévissait.

L'apothicaire au lit du malade

Partout, dans toute la France, une des principales attributions des apothicaires était l'administration des clystères, ce qui entraînait pour eux l'obligation de se rendre aux lits des malades. A ce propos, on connaît les traits d'ironie assez faciles que les satiristes de tous les temps ne manquèrent pas de décocher à nos vieux confrères. Mais, à Tours, leur rôle ne se bornait pas uniquement à cela. Nous verrons plus loin qu'ils étaient souvent appelés à examiner des malades avec les médecins, à donner leur avis, et à contresigner les certificats qui étaient délivrés à ces malades.

Les statuts de Tours prévoient des honoraires importants pour les déplacements « tant es villes que sur les champs » auxquels étaient astreints les maîtres apothicaires. Le tarif était de 30 sols tournois pour le maître et de vingt sols tournois pour le serviteur.

« Pour ce qu'il advient souvent que iceulx dictz maistres et leurs serviteurs sont tenuz vacquer au service des pasciens tant es villes sur les champs que aultre part a la requeste desdictz pasciens et par leur commandement acompaignez de medecin ou sans medecin praticquant et exerçant leurdiet art vers iceulx infirmes ou aultres soient payez pour chacune journée d'icelluy maistre traitant icelluy malade sur les champs la somme de trente solz tournoys et pour chacune journée dudit serviteur la somme de vingt sols tournoys rendue à sondict maistre. » (Tours. Art. 34).

Mais, bien entendu, un tel droit pour les apothicaires devait être une source de conflits avec les médecins et les chirurgiens. Par exemple, dans le Mémoire présenté par Denis, apothicaire à Chinon, contre les Chirurgiens de cette ville (1), celui-ci démontre son droit de visiter les malades en l'absence du médecin, et même de délivrer des médicaments sans ordonnance. Pour ce dernier point Denis s'appuie sur un Arrêt du 21 Avril 1725, « rendu en faveur des Apoticaire de Chartres, par lequel la Faculté de Médecine de Paris, qui était intervenue dans le Procès entre les Apoticaire et les Chirurgiens de ladite ville de Chartres, fut déboutée de sa demande qui tendait à ce que les Apoticaire du Royaume ne pussent donner des remèdes internes sans ordonnance de Médecins ; de sorte que cet arrêt forme une Loi en faveur de tous les Apoticaire ».

Et Denis ajoute avec beaucoup de finesse et de bon sens : « La Cour a prévu sagement par ce Règlement les inconvénients qu'il y aurait dans de petites villes comme Chinon, où il n'y a ordinairement qu'un Médecin, et où la principale science des Chirurgiens est la

(1) Archives de la Faculté de Pharmacie. Registre 27.

Barberie, de ne pouvoir appeler l'Apothicaire en l'absence du Médecin, qui est le plus souvent occupé à visiter les malades des environs. »

Toutefois, de regrettables exagérations pouvaient naître d'un tel droit. C'est ainsi que dans un acte d'association passé par devant notaire (1) entre deux apothicaires tourangeaux Mathieu Fanjoux et Isaac Granier, ce dernier « apothicaire de la grande escurie du Roy » on peut lire que ces deux habiles associés décident « d'exercer ensemblement ledict art d'appotiquairye et pharmatie, traiter et médicamenter et gouverner tous et chacuns les mallades qui se présenteront de quelque lieu que cē soit tant à la ville qu'aux champs ». C'était évidemment pousser les choses un peu loin. Dans ces conditions, on ne sera pas étonné de trouver dans un autre chapitre les pièces d'un procès intenté par les médecins de Tours et que Fanjoux et ses confrères durent soutenir devant le Parlement de Paris.

M. Boutineau a publié dans le Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire (2) une série de certificats médicaux du xvr^e siècle, qui sont des documents fort rares à l'époque. Ce qui en fait le gros intérêt pour nous, c'est que la plupart d'entre eux comportent la présence et la signature de maîtres apothicaires.

A notre connaissance, il n'existe pas de documents semblables pour d'autres régions de France. Aussi croyons-nous devoir les reproduire ci-dessous, en supprimant toutefois les formules juridiques dont la répétition serait fastidieuse. Il nous suffit d'en conserver les principaux passages, écrits dans cette admirable

(1) Publié par M. Boutineau. Notice biographique sur Mathieu Fanjoux. Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire. Février 1906.

(2) Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire, Mars 1905. P. 173. — Mai 1905. P. 204. — Août 1905. P. 273. M. Boutineau a découvert ces certificats dans les minutes du notaire, garde-notes Bertrand, un des prédécesseurs de M^e Vincent, notaire à Tours.

langue du xvr^e siècle, si simple et si imagée, toute pleine de bonhommie et de naïveté, aux formules savoureuses. Leurs auteurs semblent même avoir subi l'influence d'un poète qui était leur contemporain et leur compatriote ; on retrouve dans certaines images, par exemple celle-ci « si tost que le soleil plus haussé rendra le temps plus doux » comme un écho de Ronsard.

- I. « Aujourd'hui quatorziesme jour d'aoust l'an mil cinq cens soixante dix huit. Par devant et en la presence de nous Charles Bertrand notaire gardenotes du Roy nostre sire et de Monseigneur son frere à Tours, sont comparuz et presentez Noble homme M^r Charles Falaiseau, Sr du Plessys, docteur en medecyne et Victor Rapin M^r Appothicaire demourans et résidans en ceste ville de Tours. Lesquelz ont certifié que puyx deux jours en ça ils ont veu et visité sire Charles Drouyn marchand demeurant aud. Tours. Lequelz ils ont dict avoir trouvé travaillé d'une grande Tumeur et Erisipele de toute la face avec fiebvre et inquiétude bien grande, et que pour ces causes il est necessaire luy tirer du sang et purger oultre plusieurs autres remedes qui sont a appliquer. Et que pour ceste cause le d. Drouyn ne peult ny pourroyt aulcunement se mectre en chemyn pour entreprendre aulcun voyage sans imminent peril de sa vie. Desquelz direz certifications et visitations cy dessus aud. Drouyn ce requerant avons octroyé ces presantes pour luy valloyr et servir ce que de raison.

Faict aud. Tours, etc.

(Signé) Charles Falaiseau, V. Rapin. Bertrand. (Notaire).

- II. « Aujourd'hui cinquiesme jour de décembre l'an mil cinq cens quatre vingtz ung, s'est présenté noble homme maistre Charles Falaiseau, S^r du Plessys, docteur en médecine et Pierre Granier M^r Appothicaire demourans en ceste ville de Tours. Lesquelz ont déclaré avoir veu et visité de long tems, et mesme depuis nagueres damoiselle Jehanne Verger dame de Fontenay qu'ilz ont dict laquelle estre de longtemps travaillée d'un rhume et deffluations sur les membres... et affligée de veue et vertige si vehement que luy seroit impossible sans danger imynent de sa personne se mectre en chemyn pour entreprendre quelques voyages en ceste saison quelque petit qu'il puisse estre. Ce qu'ilz ont certiffié estre vray par ces presentes.

Faict aud. Tours....

(Signé). Charles Falaiseau. P. Granier. Bertrand (notaire).

III. « Aujourd'hui, troisième jour de febvrier mil cinq cens quatre vingtz ung,..... nobles hommes Jullian Durault, Charles Falaizeau et Gilles Sitier docteurs en medecyne, demourans aud. Tours, et Jehan Laurier M^e Apothicaire aud. Tours. Ont desclaré et certiffié que Mademoiselle Renée de las Rue veufve de feu Gabriel de Regnyer vivant escuyer sieur de Doret, résidant aud. Tours. Et trouvée la dite demoyselle longtemps y a estre travaillée d'une palpitation et battement de cœur avec foiblesse et deffaillance et en outre d'une deffluxion tombant sur la joue senestre, sur l'épaule et bratz du mesme coste avec doulleur poignante. Au moyen de quoy n'aurait peu, comme encore ne peult et ne pourroyt auculnement s'exposer au travail du chemyn ny à l'inclémence de l'air sans danger imminent de sa personne et semblablement a esté toujours malade depuis unze à douze ans.... que le grand travail et emotions luy sont fort contraires et ne peult sa maladye luy permettre d'aller loin....

Faict et passé....

(Signé) « G. Sitier. C. Falaiseau. Durault. Jehan Laurier. Bertrand (notaire) .

IV. « Aujourd'hui dernier jour de janvier l'an mil cinq cens quatre vingtz neuf,..... Se sont presantez noble homme Charles Falaizeau, Sieur du Plessis et Vulcan Forget, docteurs en medecyne et honorables hommes Jehan Goubert M^e Appoticaire et Jacques Péan M^e Chirurgien, tous demourans en ceste d. ville de Tours. Lesquelz ont déclaré et certifié à tous qu'il appartiendra que noble homme M^e Auguste Galland, advocat en parlement estant de present aud. Tours. Lequel depuys deux moys est tombé mallade en ceste d. ville d'une fiebvre double tierce... à la fin, de laquelle luy est survenu une defluxion sur les jointures et mesme sur les genoux qui sont si douloureusement tumefiez qu'il ne peut aucunement s'appuyer et afermer sur iceulx et ne pensent son mal ne pouvoyr et se guerir que par une dyatte par eulx à luy prescrite pour la commencer si tost que le soleil plus haussé rendra le temps plus doux et cependant luy conseillent de garder le lict et la chambre. Ce qu'ilz ont certiffié estre véritable soubz leurs seings cy apposez pour servir et valloir aud. Galland ce que de raison....

(Signé) Charles Falaiseau. Forget. J. Goubert. Péan. Bertrand (Notaire).

V. « Aujourd'hui cinquiesme jour de Juing, l'an mil cinq cens quatre vingtz neuf,..... se sont présentez en leurs personnes noble homme M^e Charles Falaiseau, sieur du Plessis docteur en Medecyne et Robert Goubert M^e Apothicaire

demourans aud. Tours. Lesquels ont desclaré certiffié et attesté, avoir depuis deux mois en ça veu et visité par plusieurs fois en ceste ville Nicollas de Saint Mesmin escuyer sieur du Mesnil parroisse Saint pairaye la Collombe au duché d'Orléans. Lequel ils ont veu et visite mallade d'une defluxion sur les jointures qui l'aresté au liet la plus part du temps, et une descente aussi sur les poumons qui le menace de phthisye et que il luy est impossible de porter la fatigue qu'il auroit a grand solleil et air de nuyet sans dangier imminent de sa personne...

(Signé) Charles Falaiseau. R. Goubert. Bertrand (notaire).

- VI. « Aujourdhuy huictiesme jour de juing l'an mil cinq cens quatre vingt neuf..... se sont présentés en leurs personnes noble homme M^e Charles Falaiseau sieur du Plessis doct en médecine et Jehan Boutault M^e Appothicaire demourans aud. Tours. Lesquelz ont desclaré certiffié et attesté déclarant et certiffiant par ces présentes avoir veu et visité plusieurs fois Claude Bogier escuyer sieur de Nazelles et mesme depuis nagueres l'auroyent traicté d'un vertige et esblouissement qui le prend bien fort souvent et se tost que pour quelque cause il se mouve plus visteement qu'il n'a de coustume de faire et qu'il ne soit contrainct de tomber se il n'est soustenu par quelqu'un et ne pourvoyr par ainsy supporter aucune fatigue de guerre.

.....
(Signé) Charles Falaiseau. Bouchard app^{re}. Bertrand (notaire).

- VII. « Aujourd'huy dixiesme jour de juing mil cinq cens quatre vingtz neuf Charles Falaiseau, D^r en médecine et Jehan Bouchard M^e appothicaire, lesquelz ont déclaré certiffié et attesté par eulx avoyr veu et visité hault et puissant messire Loys d'Escoubleau seigneur du Coudray Montpensier et Artenay. Lequel depuys longtemps est mallade d'une cephallé à douleurs intolérables pour laquelle luy ont fait plusieurs remèdes et mesme nagueres ont esté contraincts lui faire faire une dyatte. Laquelle il continue encore de présent, et qu'il est incapable avant la parfaite guérison de la malladye d'entreprendre aucun voyage sans danger imminent de sa personne.

(Signé) Charles Falaiseau. Bouchard app^{re}. Bertrand (notaire).

- VIII. « Aujourd'huy vingtz deux juin mil cinq cens quatre vingtz neuf..... Charles Falaiseau D^r en médecine et Claude Feburier M^e App^{re}..... Lesquelz ont desclaré certiffié et attesté par eulx avoyr souvent veu visité et médicamenté malade Messire Martin Fumée Chevalier de l'ordre du Roy, sieur de ? et de la Roche Allais, et mesme le

traicter et médicamenter naguères. Lequel est travaillé d'une défluxion sur les poulmons et poietrines qui a offensé ses poulmons et luy rend une difficulté d'haleyne, et fors souvent la fiebvre estant déjà exténué et maigry, de cela pour peu de changement qu'il fasse en son régime il tombera et puy ne se pourra relever. Et par tant il luy est impossible porter aucunement la fatigue et la gaeurre, ne ayre et nuyct ou de solleil hault sur la teste.

.....
(Signé) Charles Falaiseau. Feburier. Bertrand (notaire).

- IX. « Aujourd'huy dixiesme jour de juillet mil cinq cents quatre vingt neuf, par devant et en la présence de nous notaire royal à Tours soubzsigné et des tesmoings cy après nommez se sont présentez nobles hommes M^e Charles Falaiseau, sieur du Plessis docteur en médecine et François Goury M^e Appoticaire demourans aud. Tours. Lesquelz vollontairement ont desclaré certiffié et attesté qu'ils auroient de longtemps veu et visité et médicamenté..... ? Mathurin le Loup escuyer sieur Dubouscher lequel est mallade et est travaillé d'une nefreteque... de reins que pour quelque mouvement qu'il face, il a des douleurs intolérables qui l'empêchent de reposer et que pour ceste occasion est contraint de garder le lict et la chambre, la plupart du temps et partant luy est impossible se rendre au camp sans danger imynent de sa vye.

.....
(Signé) C. Falaiseau. F. Goury. Bertrand (notaire).

- X. « Aujourd'huy vingt neufiesme d'aoust mil cinq cents quatre vingtz neuf..... Se sont présentez nobles hommes Charles Falaiseau sieur du Plessis et Vulcan Forget docteurs en médecine Pierre Péan M^e Chirurgien et Jehan Goubert M^e appoticaire demourans aud. Tours. Lesquels ont desclaré certiffié et attesté pour vérité que noble homme M^e Auguste Galland advocat en parlement depuys sa malladye dernière d'un antrax au carboncle (?) qu'il a eu es parties inférieures et fiebvres longues est devenu en une telle impuissance des cuisses et jambes et comme une atrophie des d. parties quil lui est nécessaire de continuer longtemps la dyaite en commencée et se renourrir et fortifier par après pour essayer a restraindre ses vertus. Ce que pourtant veu la longueur du mal quilz ne pensent pouvoyr estre de trois mois...

(Signé) Charles Falaiseau. Forget. Goubert, Bertrand (notaire).

- XI. « Aujourdhuy dix-septième de may, l'an mil cinq cents quatre vingtz seize..... sont comparus en personne noble

homme M^e Charles Falaiseau, sieur du Plessis, conseiller et medecyn du Roy, honorables hommes François Herbet M^e appoticaire et Symon Salmon M^e Chirurgien de ceste d. ville de Tours et y demourans. Lesquelz vollontairement ont ensemblement dict desclaré ratiffié et attesté par eulx que depuys quatre à cinq moys ença, ils ont par plusieurs foyz veu et visité noble M^e Marc Dufaultrey advocat en la Court du Parlement à Paris estant de present en ceste ville de Tours. Lequel depuis le d. temps a été travaillé d'une ophthamye et inflammation des deux yeux si rebelles que quelques remèdes dont on ayt peu usé elle a continué et continue jusques a maintenant et renouvelant quelques foyz avec douleur extresme impuissance et débilité de veue si grande qu'il ne peult porter la claire lumière ne sortir au grand air....

(Signé) Charles Falaiseau. S. Salmon. Herbet. Bertrand (notaire).

Les notes et leur règlement

De nombreux documents montrent l'abus considérable que l'on faisait des médicaments au XVII^e siècle. Aussi les « parties » ou factures d'apothicaires ne sont-elles pas rares à cette époque.

Nous reproduisons ci-dessous deux mémoires qui nous ont paru intéressants :

I

Parties fournies a deffunct Madame Duplessis par Senelle apothicaire à Tours (1).

Du 16 octobre 1605 une livre et demye racine de Chine ou appios pris par M ^e			
Durand a dix livres la livre cy	15	0	0
Du 8 avril 1606 envoié a ma dite dame suivant sa lettre et mémoire apporté par M ^e Pilet, rhubarbe fine une livre et demye à 30 L. la livre	30	18	9
plus XV L. casse du Levant a 28 sols (la) livre cy	21	0	0
plus VII L. et demye senné du Levant a 35 sols la livre	13	2	6

(1) Publié par Boutineau. Bull. de la Société Phar. d'Indre-et-Loire. Avril 1906.

plus demye livre agaric fin a 12 L. la liv. cy	6	0	0
plus II onces spicq nard à 25 sols l'once cy	2	10	0
plus 1 L. et deux onces thamarins à 45 sols (la) L. cy	2	10	0
plus 1 L. semence de Carthami a 20 sols la L. cy	1	0	0
plus demye L. escorce de cappres a 50 sols (la) L. cy	1	5	0
plus IIII onces escorces de tamaris a 2s. une once cy		10	0
plus 1 L. anis verd à 16 s. (la) L. cy	0	16	0
plus 1 L. fenail doux de Florence à 35 S. la L. cy	1	15	0
plus I L. raisins de Corinthe a 10 s. la L. cy	0	10	0
plus II onces macis fin à 15 s. l'once cy ..	1	10	0
plus II onces epithime a 5 s. l'once cy ..	0	10	0
plus 1 L. semences froides a 16 s. la L. cy	0	16	0
plus une L. regalice fine à 8 s. la L. cy ..	0	8	0
plus 1 once santal citrin à 10 s. l'once cy.	0	10	0
plus 1 once soie en soie en coque a 10 s. l'once cy	0	15	0
plus un panier pour mettre le tout et serpillere pour le couvrir qui coutent quinze sols cy	0	15	0
Du 1 May envoié a ma dite dame et suivant sa lettre et mémoire apportée par ledit sieur Pilet raisins de Corinthe VI L. a 10 s. la L. cy	3	0	0
plus 10 L. raisins de cabatz à 6 s. la L. cy.	3	0	0
plus demye L. sebestes a 45 s. la L. cy ..	1	2	6
plus 1 L. et IIII onces regalice qui c'est desseiché et decheu des douze L. quon avait envoiées à 8 s. la L. cy.	0	10	0
plus 1 L. casse qui cest decheue et desseiché celle quon avait envoié a 28 s. la L. cy	1	8	0
<i>Somme cent dix livres treize sols neuf deniers. (1)</i>			

(1) Bibl. Nantes, coll. Dugast-Matifeux, 11, 79. Papiers de Duplessis-Mornay.

Parties d'Appotiquairerie de Madame Veuve Fanjoux (1).

Monsieur de Ricq doibt du 21 aoust 1671		
pour son fils une once de sirop ma-		
gistral		15 s
du 23 pour madame un lavement lax		
(atif)	1 L	
du 27 octobre 1672 pour monsieur une		
once tablettes de sucre Rosat		6 s
plus une once suc de Reglisse		10 s
plus pour madame une medecine purga-		
tive comp.	2 L	5 s
du 28 une once et demie de lenitif et		
deux gros christal minéral		15 s
du 3 novembre 2 onces six gros tablet-		
tes de sucre rosat		16 s
du 10 demie once lenitif et deux gros		
christal minéral	1 L	
du 22 février 1673 pour diapalme		2 s
du 19 mai pour monsieur une medecine		
purg. comp.	2 L	5 s
du 20 pour madame une medecine purg.	2 L	5 s
du 30 une once huile de lis		6 s
du 8 juin pour diapalme et pour para-		
celse		8 s
du 27 juillet pour madame deux onces		
lenitif		6 s
du 25 aout pour madame trois gros sel		
d'absinthe et deux gros christal mine-		
ral	1 L	13 s
du 27 un lavement laxatif	1 L	
du 29 pour monsieur un lavement	1 L	
plus deux gros confection d'hyacinthe .		15 s
du 30 une medecine purg. et corob (ora-		
tive) comp.	2 L	5 s
du 31 pour monsieur un lavemant	1 L	
plus pour madame deux lavemant	2 L	
	23 L	
plus pour madame son lavemant	1 L	
du 2 septembre pour monsieur une mé-		
decine purg.	2 L	5 s
du 5 pour monsieur son lavemant	1 L	

(1) Publié par Boutineau, Bull. de la Société Phar. d'Indre-et-Loire, Février 1906.

du 17 une once deux gros opiate cordiale et detersive S/l'ord. de M. Deplanche	1 L	10 s
du 20 pour monsieur une medecine purg.	2 L	5 s
du 22 un lavement	1 L	
du 24 son lavement	1 L	
du 25 pour madame une medecine purg. comp.	2 L	
du 23 novembre pour luy un lavement ..	1 L	
du 25 cinq onces sirop violat	3 L	
plus pour pommade		2 s
du 27 son lavement réitéré	1 L	
du 14 decembre pour madame 3 gros confection d'hyacinthe	1 L	4 s
du 21 une medecine purg. composée ..	2 L	5 s
.....	43 L	16 s
somme tout 43 L. 16 s.		
plus fourny par l'ordre de madame pour viande et pomme 1 L. 12 s.		

Je confesse avoir reçu trente six livres pour les parties si de sus et mains levés luy sera donnée, fait à Tours ce vains un juill. mil six cens soixante et quatorze (1).

Signé : V^{ve} Fanjoux.

Le règlement de ces mémoires n'allait pas toujours sans difficulté. M. Boutineau a publié un document (2), qui est la discussion des parties de l'apothicaire Charles Senelle. Avant de le régler, le fils « de defuncte François Goulet » exigeait une réduction considérable. Chaque ligne, chaque détail donne lieu à une discussion serrée, qui occupe de nombreuses pages et qu'il serait beaucoup trop long de reproduire. Nous ne savons, du reste, pas qui, de l'apothicaire ou de son client, finit par l'emporter.

B) Les relations extérieures

a) Les rapports des apothicaires avec leurs confrères

Dans ce chapitre, notre intention est de montrer le développement des institutions corporatives, tout à fait caractéristiques de l'activité professionnelle avant la

(1) Minutes Champeaux. Etude de M^e Vincent, notaire à Tours.

(2) Bull. de la Soc. Pharm. d'Indre-et-Loire. Avril 1906.

Révolution et la vie au sein des communautés tourangelles. Pour cela nous étudierons successivement : 1^o) la création et l'histoire des communautés ; 2^o) leur organisation ; 3^o) leurs finances ; 4^o) leur rôle au point de vue professionnel ; 5^o) leur rôle au point de vue religieux.

1^o) La création et l'histoire des communautés

Avant le xvi^e siècle, nous ne connaissons pas de pièces d'archives intéressant les apothicaires. Cependant, Giraudet (1) signale une confrérie d'apothicaires en 1359, sans faire connaître les renseignements qu'il a puisés, dit-il, dans les registres du corps de ville et dont nous n'avons pas retrouvé la trace.

Chauvigné (2) nous donne le même renseignement, en ajoutant qu'à cette date de 1359 il existait à Tours, y compris la commune de Chateaufort réunie en 1355, 22 corps de métiers constitués en confrérie, parmi lesquelles celle des apothicaires.

Très tôt, les métiers touchant à la santé publique durent réclamer une organisation. C'est ainsi qu'en 1408, les barbiers suppliaient le roi Charles VI de leur accorder des statuts et privilèges, donnant entre autres raisons celle-ci, qui était valable pour les médecins et pour les apothicaires, que « notre ville de Tours, située sur les marches du Poitou, Guyenne et Bretagne, esquels pays affluent moult personnes malades pour eulx faire soigner et y trouver guarison de leurs maladies. »

Nous avons eu l'heureuse fortune de retrouver dans le Registre des délibérations du corps de ville (3), une série de réunions fort importantes qui marquent les premières tentatives d'organisation générale de la

(1) Docteur Giraudet. Histoire de la ville de Tours.

(2) Auguste Chauvigné. Histoire des Corporations d'Arts et

(3) Archives municipales de Tours. Registre des délibérations du corps de ville. Registre 14.

communauté et qui sont également les documents les plus anciens que nous possédions. Les pourparlers durent être abandonnés, puis repris de nombreuses fois, car les statuts ne furent définitivement publiés que cinquante ans plus tard.

Le 11 Décembre 1517 eut lieu la première réunion du corps de ville de Tours « au sujet des lettres du Roy envoyées à ladite ville de Tours pour donner ordre au metier d'appotiquairerie de cette dite ville. » La plupart des médecins et des apothicaires de la ville devaient y assister, leurs noms nous ont été conservés sur le registre des délibérations et voici ceux de « messieurs les appoticairens présens en ladicte assemblée » :

Jacques Péan l'ainé	Thomas Martin
Estienne Gaultier	Gabriel Feret
Pierre Albert	Pierre Robin
Pierre Brinodeau (?)	Mathurin Richardeau
Jehan Guybert	Jehan Martin
Pierre Patraut (?)	Jehan Christoffe
François Gervaise	Mathurin Rapin
Martin Normant	Maurice Goubert
Françoys Charpentier	Nicolas Leber
Jehan Courciquault	Robert Lucade
Nicolas Brullé	

« tous lesquels pour assister avec messieurs de la ville et avec messieurs les médecins à faire les articles dont est questions. »

Les apothicaires choisirent parmi eux trois délégués : Martin Normant, Estienne Gaultier et Jehan Christoffe « auxquels ils ont donné pouvoir de ce faire et de assister à faire les dits articles et en premier lieu tenir et avoir pour agréable ce qui sera par eux fait. »

De leur côté, les médecins délèguèrent trois d'entre eux : François Desens, Raoul Thomas et Mathieu Guynart, qui composèrent avec les apothicaires une commission très vraisemblablement chargée de la dis-

cussion et de la rédaction des statuts. A cette commission, furent adjoints pour représenter les intérêts des habitants, quatre membres du corps de ville « M^e Jehan Cueilletee, contrôleur, M^e Myro, M^e Delacroix et M^e Barthelemy Quartier, élu.

A la suite de cette première séance, toute de pure forme, le registre contient le double des « lettres mises du dit Seigneur » c'est-à-dire de François I^{er}. (1) Voici cette copie, pour laquelle nous n'avons pas respecté l'orthographe du temps, étant donné les grosses difficultés de lecture que présente l'original.

De par le Roy

Très chers et bien aimés pour ce que nous avons été advertis de plusieurs abus qui se commettent par des appotiquaires de notre bonne ville de Tours et des inconveniens qui par ce moyen s'en suyvent au grand dommage des habitans d'icelle et de tous autres qui ont besoin de leurs services et à cette cause desirons qu'il soit obviée et donné remèdes à tel abus et inconveniens de la dite ville voulons, vous mandons et expressement enjoignons que veuillez tenir assemblée en l'ostel de la dite ville appelé avec vous nos officiers ensemble tous les médecins pratiquans et appotiquaires tenant boutique en icelle, la plupart d'iceux et là soit par entre vous advisé la manière en laquelle se pourra mettre bon ordre au dit affaire d'appotiquaire en mettant par article les advis qui en seront par vous sur ce fait, lesquels apporterez devers nous ou devers notre aimé et feal chancelier pour après y estre donné l'ordre que nous verrons estre à faire. Et n'y faite faulte car tel est notre plaisir. Donné au Plessiz les Tours le septième jour de Decembre. Ainsi signé François et dessus à nos très chers et bien aimés les maires et échevins de notre bonne ville cité de Tours.

Signé : J. Danion,
pour copie collationné à l'original.

Le « Lundy 11 Janvier 1517 » (2) (1518 nouveau style) comparaissent MM. Cueilletee, Myro, Barthelemy

(1) Registre 14. Fol. 326 verso. Ces lettres ne sont pas citées au catalogue général des lettres et arrêts de François I^{er}.

(2) Registre 14. Fol. 330.

Quartier, commis par la dicte ville, Raoul Thomas, Mathieu Guynart, François Desens, médecins ; Martin Normant, Estienne Gaultier, et Jehan Christofle, apothicaires. Dès le début de la séance, ces derniers, ne se trouvant pas en nombre suffisant, « ont requis avoir trois anciens apothiquaires avec eux ce qui leur a été octroyé ayant élu : Pierre Albert, Marsault Marquet (?) et François Charpentier. »

Etant ainsi assurés de contrebalancer les avis des six autres membres de l'assemblée, la discussion porta sur le 5^e des articles. Le registre des délibérations n'est pas riche en détails, et nous ignorons quels étaient les quatre articles précédents.

Le cinquième article portait sur l'inspection des boutiques. Les apothicaires revendiquaient pour leurs maîtres jurés seuls le droit de les visiter, tandis que les médecins réclamaient d'y être représentés, disant que la chose publique y était intéressée. Mais les anciens maîtres, si prompts à invoquer cet intérêt public, ne voulaient tolérer aucune atteinte à leurs prérogatives et à leurs libertés, aussi ont-ils « les dits apothiquaires répondu que la chose publique n'y était pas intéressée. »

La discussion se poursuivit-elle ? Quelle en fut la conclusion ? Le registre des délibérations ne fait plus mention ni des apothicaires, ni des médecins jusqu'au 10 février 1517 (1518 nouveau style) (1). Pour cette séance, nous trouvons le procès-verbal suivant :

Vu les avis et opinions de messieurs les assistants dessus nommés touchant l'affaire de messieurs les médecins et apothiquaires, Jehan Cueilletee, contrôleur, James Prahier et Barthelémy Quartier ont représenté les articles baillés par les dits médecins et apothicaires qui ont été baillés à Monsieur le Juge pour les voir et en venir dire à la prochaine assemblée, »

L'accord avait donc pu se faire et le travail être achevé. Mais qu'est devenu ce premier règlement ?

(1) Reg. 14. Fol. 339.

Nous ne pouvons le dire, car cette prochaine séance, qui devait avoir lieu le 17 Février, fut reportée et le registre des délibérations ne porte plus trace de cette affaire, à partir de cette date. Il est probable que les choses avaient dû rester en état, car trente ans plus tard, le 30 Septembre 1547, paraissait un arrêt réglementant l'apprentissage, les examens, la confection des chefs-d'œuvre et l'inspection des boutiques « pour le bien et la conservation de la santé des manans et des habitants de cette dicte ville et meilleur police d'icelle ». Nous reproduisons aux pièces justificatives cet arrêt, que nous avons trouvé dans la riche collection de pièces manuscrites que possède la Bibliothèque de la Chambre des Députés. (1)

Un règlement entre les médecins, chirurgiens et apothicaires de Tours fut promulgué par Henri II, en juillet 1556 et enregistré au parlement de Paris le 14 août 1561 (2). Nous le reproduirons au chapitre des relations avec les médecins.

Enfin la publication des statuts de Tours, qui comprend cinquante-deux articles, est de 1565. Ils ont été confirmés par Henri IV en septembre 1594 et enregistrés par le Parlement de Paris le 26 novembre 1594.

Forte de plus de vingt membres au début du xvi^e siècle, la communauté de Tours resta puissante pendant tout ce siècle et pendant le xvii^e. A cette époque, la population de Tours était environ de 50.000 habitants (3). En 1776, d'après Chauvigné, elle ne comptait plus que trois maîtres.

A Chinon, la requête présentée par les apothicaires qui « jusques icy ont vescu sans ordre » est de 1625. Le Conseil du Roi approuva leurs statuts et les communiqua

(1) Collection Le Nain. Grands Jours. Vol. 2. T. 178. Fol. 40.

(2) Archives Faculté de Pharmacie. Dossier A O.

(3) D^r Giraudet. Recherches Historiques et statistiques de l'hygiène de la ville de Tours.

au lieutenant général et au procureur de Tours qui donnèrent un avis favorable le 16 juillet 1625.

Le Conseil donna son approbation définitive le 7 août 1626, et les statuts furent enregistrés au Parlement de Paris le 13 mars 1628.

Les communautés de métiers de Chinon durent connaître une époque florissante surtout avant cette date, au moment où cette petite cité provinciale était une des villes les plus importantes du royaume. Malheureusement, les archives de la ville ne gardent aucune trace des apothicaires d'alors.

Au ^{xvii}^e siècle, Chinon reprit son rang de cité modeste et paisible. On verra, dans les pièces du procès Denis que nous publions plus loin qu'au début du ^{xviii}^e siècle, Chinon resta pendant quelque temps privé d'apothicaire et que plus tard, Denis fut seul à y exercer son art.

Parmi les apothicaires de Chinon au ^{xvii}^e siècle, citons maître Anthoine Rabellays, dont le nom est indiqué, en tant que parrain, dans un acte de baptême du 7 mars 1605 (1). D'après M. Grimaud, auteur du catalogue des archives de Chinon, celui-ci est un petit-neveu de l'auteur de Pantagruel. Dans un travail sur les apothicaires tourangeaux, il est particulièrement agréable de rencontrer parmi eux le nom d'un descendant d'un des plus illustres fils de la Touraine.

Pour Amboise, il n'y a pas de statuts connus. Cependant, il devait exister une communauté d'apothicaires au ^{xvii}^e siècle, puisque celle-ci délivrait des lettres de maîtrise, comme le prouve le document extrait des archives d'Amboise, que nous avons cité (2).

Elle dut être assez importante au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècle, et nous aurons l'occasion de citer différents apothicaires de la ville, fournisseurs de la cour, lorsque celle-ci occu-

(1) Archives de Chinon. Registre de la Paroisse Saint-Etienne de 1604 à 1608, série G. G. 2.

(2) Voir page

paît le château. Mais en 1752, Amboise ne comptait plus qu'un seul maître apothicaire (1).

En ce qui concerne Loches, nous ne possédons aucun renseignement. Les communautés de métiers, au nombre de six seulement, ne furent jamais très florissantes et il est peu probable qu'il y ait jamais eu de communauté d'apothicaires.

En 1745, un édit du Roi créa en Franc, pour chaque communauté un office d'inspecteurs contrôleurs des corporations. Ces charges avaient pour but de créer un fonctionnaire ayant la haute main sur les communautés; placé en dehors d'elle, il pouvait exercer un contrôle sérieux, indépendant de toute influence. Nous avons trouvé aux archives d'Indre-et-Loire un registre de compte pour l'année 1759, concernant « les nouveaux gages au denier 20 attribués aux offices d'inspecteurs et contrôleurs des jurés des Corps et Communautés d'arts et métiers créés héréditairement par édit de février 1745. » (2) François Marin de la Cresme du Pichard (3), pour l'office des apothicaires, y était inscrit pour la somme de quinze livres.

2°) *L'organisation des communautés*

Les véritables chefs en sont les maîtres jurés, qui ont la charge de toutes les affaires communes et dont les pouvoirs sont étendus à tous les actes de la vie professionnelle. Ils sont au nombre de quatre à Tours et de deux à Chinon. L'article 21 des statuts réglemente d'une façon très précise le mode de leur élection.

« De deux ans en deux ans se fera ellection de deux aultres maistres jurez renouvelez avecques les deux aul-

(1) Archives d'Indre-et-Loire. Série E. 485.

(2) Série C. 527.

(3) Ce François Marin de la Cresme du Pichard doit très vraisemblablement être un descendant de ce Delacresme du Pichard dont nous avons cité l'acte de reception en 1713, page 17.

tres demourez qui seront eslus à l'option de la pluralité des aultres maistres de ladicte ville et forsbourgs. »

Les jurés étant renouvelés de deux ans en deux ans, tous les maistres pouvaient espérer devenir jurés à leur tour ; la gestion des affaires communes appartenait donc bien à tous et l'autorité était partagée de la façon la plus équitable et la plus juste.

Diverses réunions préparatoires à l'élection étaient prévues et un juré suppléant était nommé, en cas de décès de l'un de ceux qui se trouvaient en fonction.

Il en était de même à Chinon, où il devait toujours y avoir « un antien avec un nouveau juré ». L'élection se faisait « le jour et faiste de sainte Marie-Magdeleine sur six à sept heures du matin, au cloistre des Augustins ». L'assemblée était convoquée sur ordonnance du lieutenant de Chinon, devant lequel les nouveaux jurés devaient « prester le serment de fidellité au roy et de garder et faire garder les statutz »,

À Tours, le même serment était exigé « de bien et sevement sarvir les lettres previlleiges et statutz dudict art ». Dès leur élection, ils étaient :

« premièrement inserez et registrez au livre desdicts maistres jurez en ceste dicte ville de Tours, en la maison commune de ladicte ville de Tours en certain livre lequel demourra es mains des maires e eschevins de ladicte ville pour à l'advenir ayder ou servir aux successeurs du dict art. »

Les attributions des jurés étaient extrêmement nombreuses. Si nous pouvions toutes les retrouver pour en dresser un tableau très complet nous connaîtrions sans nul doute l'organisation des communautés dans ses moindres détails ; tout en effet passait par leurs mains et tout dépendait plus ou moins de leur autorité.

Voici pour Tours et pour Chinon, les principales attributions que nous avons relevé dans les statuts. Ils étaient notamment chargés :

a) *des examens.*

b) *de l'inspection des boutiques*, leur autorité s'étendait alors tout autant sur les maîtres de la communauté,

que sur les droguistes, les épiciers et les marchands forains.

c) *de la vérification des poids et mesures* ; dans ce cas, lorsque les « poix et mesures » se trouvaient « non justes et raisonnables » les délinquants étaient condamnés à vingt-cinq sols tournoys d'amende, payables moitié au Roi et moitié « auxdictz maistres jurez » (Tours, Art. 32.).

d) *de la conduite des procès* : « un procureur scindieq eslu à la pluralité des voix des maistres appotiquaires » en était spécialement chargé, mais il ne pouvait agir qu'en complet accord avec les jurés, à qui il devait rendre compte de tous ses actes. (Tours. Art. 14).

A Chinon, il n'y avait pas de syndic, et il était stipulé que les jurés :

« ne pourront entreprendre aucuns procès ne autres concernant la communeauté dudict estat sans l'advis de tous les autres maistres qui seront deument assemblés en vertu d'ordonnance dudict juge en la maison du plus antien et seront tenus se trouver en ladicte assemblée à peine de vingt solz d'amende qui sera jugée par lesdictz lieutenant, applicable le tiers au roy et les deux autres tiers à la bource commune dudict estat. »

e) *des relations avec les pouvoirs publics* : gouverneur et bailli.

f) *de la surveillance des compositions en commun et de leur distribution.*

g) *de la perception des sommes provenant soit des amendes soit des cotisations soit des frais d'examens et de la gestion des finances.*

h) *de recevoir le serment des « marchand droguistes, grossier ou espiciers »* (Chinon).

i) *de convoquer les assemblées.*

« Item tous les maistres appotiquaires seront tenuz assister aux assemblées qui se feront pour le fait dudict estat quant ils y seront appelez à peyne de dix sols tournoys d'amende à prendre sur chacun maistre défailant ladicte amande mise à la boiste. »

j) et en général, *de faire respecter les statuts et règlements de la communauté.*

Un rôle particulier était dévolu au plus ancien juré. A Tours, il avait la charge et la responsabilité d'un coffre :

« dedans lequel il metteront leurs chartres statutz boistes et pappiers concernant leur estat lequel coffre fermera a clef et sera ledict coffre boiste et pappiers baille e delivre entre les mains du plus ancien maistre juré qui en sera charge e tenu respondre de tout ce qui luy aura este baille par inventaire ensemble des receptions des maistres qui auront este receus durant son temps. » (Tours. Art. 49.)

A Chinon, le plus ancien juré avait la responsabilité de la bourse commune,

« lequel, sa charge finie sera tenu de rendre compte de son administration en présence de tous les maîtres dudict corps un moys après qu'il sera sorti de charge. »

En dehors de la somme fort minime qui leur revenait sur la perception de l'amende, concernant les poids et mesures, nous n'avons pas trouvé d'autres indications sur les bénéfices qu'ils pouvaient retirer de leur charge. Toutefois l'article 21 des statuts de Tours stipule, comme nous l'avons vu, qu'un juré supplémentaire devait être désigné en cas de décès d'un de ceux qui venaient d'être élus : il n'est prévu « aucun gaing » pour ce juré supplémentaire, ce qui laisse supposer qu'il en était prévu pour les autres.

Parmi les noms de jurés que nous avons relevé sur les documents recueillis, citons : en 1594. Jacques Péan, en 1670 : Cyret le Jeune, Pierre Forest, en 1671 : Cyret le jeune, Antoine Fontenailles, en 1715 : Cyret l'Aîné, Cyret le Jeune, Desfrages.

3°) *Les finances des Communautés*

La bourse commune était alimentée par les nombreuses amendes prévues par les statuts et par des sommes prélevées sur chaque membre de la communauté. Lorsqu'ils faisaient leurs inspections, les jurés étaient chargés de recueillir chez chaque maître ou veuve « la somme de cinq sols tournoys ». Si l'un d'eux en refusait le règlement, les jurés saisissaient

« esdictes boutiques meubles ou compositions en appelant des voisins dudict reffusant ou ung sergent et pour le reffus payera ledict reffusant la somme de deux sols six deniers d'amende. » (Tours. Art. 11).

De plus, tous les mois, chaque maître devait verser « la somme de douze deniers tournoys ».

« Et si les dictz cinq sols de chacun desdictz maistres ensemble les douze deniers ne suffisent pas pour la conduite des procès et autres affaires communes dudict estat seront tenuz tous lesdictz maistres e veufves de contribuer et fournir d'argent chascun selon sa puissance le fort portant le faible et y seront tous contrains par exercion de leurs biens e vente d'iceulx par lesdictz jurez en vertu desdictz statuts. » (Tours. Art. 13).

Nous ne possédons aucun renseignement particulier sur les finances des Communautés de Tours ou de Chinon, pas plus que sur leurs charges communes. On sait, par exemple, que des droits d'armoiries ont été fixés par ordonnance du 17 janvier 1698 : or, fait assez curieux, nous n'avons trouvé dans le d'Hozier aucune armoirie concernant la Touraine. Les Tourangeaux étaient-ils si modestes ou si près de leurs intérêts ?

4^o) *Le Rôle Professionnel des Communautés*

Les statuts des communautés de Touraine donnent un certain nombre de détails intéressants à ce sujet.

Les Prête-noms

Tout comme aujourd'hui les anciens maîtres se précocupaient de lutter contre cette illégalité particulièrement dangereuse, et les statuts de Tours sont formels à ce sujet :

Et s'il advenoit que aulcun des maistres soient jurez ou aultres de presant ou a l'advenir de ladicte ville et forsbourgs de Tours se veullent retirer hors le pays et duche de Touraine ne puisse en quelque sorte que ce soit affermer a aultruy sadicte maitrise pour en user et exercer en ladicte ville ne aultre part davantaige ... »

Cette défense était suivie de la perspective de sanctions très sévères :

« ... en cas de desobeissance en quelque sorte que ce soit deffences leur seront faictes de par ledict sieur de exercer ou faire exercer audict estat d'appoticaire audict pays et duche de Touraine. » (Tours. Art. 26).

Défense était également faite aux maîtres apothicaires d'approvisionner en médicaments des droguistes ou des épiciers qui auraient pu, dans ce cas, se substituer à eux, s'y croyant autorisés :

« Item nul drogueur espicier ou aultres tels qu'ils soient s'ils ne sont maistres dudict estat ne pourront medicamenter ne traicter malades de ce que consiste en l'art de pharmacie soubz (...) e a l'adveu d'un desdictz maistres qui pourroit dire qui luy a baille les medicaments a peyne d'un marc d'argent a prendre sur l'un et l'autre des drogueurs et appoticaire de nullite des partyes que fero it ledict drogueur. » (Tours. Art. 46).

Le maître était tenu d'habiter dans sa boutique. S'il la vendait « a ung compaignon appoticaire ou aultre qui ne fut maistre audict estat » l'acquereur ne la pouvait « tenir ne user dudict art et estat soubz celluy qui l'aura vendue parce que ledict maistre n'y a plus rien ». Il avait la faculté de la « bailler a profit » tout en en conservant, en quelque sorte, la direction mais

« moyennant qu'il soit tousjours demourant en la maison en laquelle est sadicte boutique ou bien s'il demeure en quelque aultre lieu en la ville en laquelle sa boutique est située ledict facteur ou fermier sera examiné à ses despens lequel s'il n'est suffisant ne pourra tenir ladicte boutique en l'absence dudict maistre pour quelque adveu qu'il ait de luy. » (Tours. Art. 46).

La Concurrence

Là encore, la communauté s'interposait entre les maîtres pour réduire tous les procédés de concurrence déloyale, aussi néfastes au point de vue matériel qu'au point de vue moral. Pour les réprimer, les statuts ne se contentaient pas de remarques inopérantes, mais prévoyaient des amendes :

« Item nulz appoticaire ne surborneront ou feront su-

borner les acoursiers (1) et challans les ungs des aultres a peyne de dix livres tournoys d'amande qui seront bailler a ceulx desquelz lesdictz acoursiers auront este tollez et subornez. » (Tours. Art. 41).

Il est intéressant de signaler que les statuts de Tours sont les seuls, parmi tous ceux qui ont été publiés jusqu'à présent, à comporter une telle réglementation des méthodes de concurrence.

Un cas spécial de concurrence déloyale était celui que pouvait commettre un gendre vis-à-vis de son beau-père, en poussant la déloyauté jusqu'à lui enlever, outre sa clientèle, ses livres d'ordonnances et de recettes. Défense était faite au gendre

« de entreprendre sur sondict beau-père comme lui oster ses acoursiers et pratiques (...) et advenir receptes ordonnances livres ne aultres ustancilles de sondict art lesquelles choses veriffiées contre icelluy amendable pour la première foys de vingt livres tournoys moictye au Roy et moictye a sondict beau-père ». (Tours. Art. 4).

L'exercice illégal

Les statuts de Chinon interdisent formellement à toute personne autre que les maîtres apothicaires d'exercer l'art de pharmacie, sous des peines sévères

« Item il est deffendu à toute personne de quelque condition et qualité qu'ilz soient, vendre ou bailler des médecines, drogues, espiceries, faire composition des médecines tant simples que composées et autre choses semblables, circonstances et dependance dudict estat d'appotiquaire et pharmatien s'il n'est maistre receu en ladicte ville et faubourgs de Chinon audict estat sur les peines indites et portées par les ordonnances royaux et de confiscation de leurs drogues, marchandises et compositions ou de plus grande paine, s'il y eschet ...

Item, que cy appres aucun ne pourra s'immisser ny faire en l'exercice dudict art d'appotiquaire espicier en ladicte ville faubourgs de Chinon qu'au préalable il n'ait fait preuve de sa suffisance comme dict est sur peine d'amande arbitraire confiscation de ses drogues et marchandises. »

Etait également considéré comme exercice illégal le fait, pour un compagnon qui s'installait droguiste, de

« s'aider de l'apoticayrerie en faisant et composant plu-

(1) Clients.

sieurs compositions et medecines qu'il pourroit bailler aux mallades femmes grosses et aultres gens sans considération au grand dommaige préjudice et interest de la chose publique. » (Tours. Art. 9).

Les associations d'apothicaires

A ce sujet il est interessant de publier (1) un acte d'association, conclu le 4 mars 1633, entre Isaac Granier, apothicaire de la Grande Ecurie du Roi et M^e apothicaire de Tours, et le sieur Mathieu Fanjoux qui n'était encore que compagnon et qui devait attendre deux ans pour passer maître. Le contrat, du reste, fut dénoncé avant le terme des cinq années pour lesquels il avait été prévu et Mathieu Fanjoux semble avoir mené fort habilement ses affaires, car nous le retrouverons plus tard parvenu a une situation assez brillante.

Le quatorziesme jour de mars mil six cens trente trois en la Cour du Roy notre sire à Tours. Par devant Pierre Bertrand notaire en icelle presens les tesmoins cy après nommez,

« Furent présens personnellement establys et deuement soubmiz. Honnorable homme Isaac Granier appoticquaie de la Grande escuyrie du Roy et M^e appoticquaie aud. Tours y demeurant paroisse Sainct Pierre Paillier d'une part et Sr Mathieu Fanjoux appoticquaie et chimicque, natif de Parroy en Charroloys duché de Bourgogne demeurant aud. Tours paroisse Sainct Pierre Paillier, d'autre part : entre lesquelles parties a este fait comme par ces presentes ils font entre ulx l'association, de compaignie, accords conventions promesse et obligations qui ensuyvent. Sçavoir est que led. Sr Granier recognoissant estre deuement informé et acertainé de la prudhomie suffisance et cappacité dudict Fanjoux au faict et exercice d'appoticquairerye pharmacie et chymie ainsi qu'il est nottoire, icelluy Granier ayant bonne congnoissance avecq plusieurs aultres personnes de ceste ville, ledict Fanjoux avoir fait et exercé l'apotycairerie pharmacie et chymie en ceste ville en la maison du sieur Symon Granier maistre appoticquaie aud. Tours pendant et durant le temps de deux ans, de la maison duquel Sr Symon Granier led. Fanjoux seroit sorty du deuxiesme jour de ce present moys et an et afin que led. temps de deux ans puisse servir aud. Fanjoux pour parvenir par luy a la

(1) Boutineau. Mémoires d'apothicaires tourangeaux. Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire. Février 1906.

maitrise dud. estat en ceste d. ville. Iceully Granier a assocye mis et met avec luy en compagnie led. Fanjoux pour le temps de cinq années prochaines et consécutives à commencer de ce jourdhuy et finir a pareil jour de l'an que l'on comptera mil six cens trente huit. Pour exercer ensemblement lediet art d'appotiquairerie et pharmatie, traicter medicamenter et gouverner tous et chacuns les mallades qui, se presenteront de quelque lieu que ce soit, tant à la ville qu'aux champs, ainsi qu'il appartiendra de participer par lesd. sieurs Granier et Fanjoux aux profitetz qui se feront, aud. exercice par moictie et fourniront aussi les dictes partyes de toutes drogues et medicamentz par moictye prendront une maison ou boutique a louage en ceste ville de Tours.

Lequel louage sera payé par moictie. Sera faict bon et loyal inventaire des pots, boistes potz d'estain a huilles et aultres ustancilles qui sont en la maison dud. Granier pour s'en servir par les parties au faict de leur dicte association et seront entièrement repris par led. Granier à la fin desdictes cinq années pendant lesquelles s'en rendront lesdictes partyes bon et fidel compte l'ung à l'autre gardant par eulx toute fidellité et loyaulté et toute-fois est accordé que led. Granier ne sera tenu ny abs-trainet sinon autant que bon lui semblera et que ses aultres affaires le permettront au soing gouvernement et traitement des mallades et en cas quil arrivast le decedz du Sieur Granier que Dieu ne veuille, sa veufve sera tenue de continuer ladicte association durant lesdicts cinq années, ce qui a este consenty et accordé par damé Mathurine Chardon femme dud. Sieur Granier deluy suffisamment autorisée et ou il arriveroit aucune difficulté entre les parties conviendront d'arbitres, quilz promectent choysir et s'arrester a ce qui sera par eulx arresté et conclud pour raison des difficultez et différéndz qui pourront intervenir entre eulx, a peine de trois cens livres payable par le contrevenant a l'acquiessant, et sera tenu led. Fanjoux faire ratiffier et avoir pour agreable le contenu et les presentes au Sieur Fanjoux son père marchand de lad. ville de Paroy pres Moulin en Bourbonnois dedans trois mois prochain neantmoings lesd. presantes demeurant en leur force et vertu. Et ont tenu et se sont les parties respectivement l'une vers l'autre obligées et obligent ect. ect...

Faict et passé aud. Tours en la maison dud. sieur Granier après midy en presence de honorables hommes Jacques Macé Marchand bourgeois aud. Tours y demeurant paroisse Saint Saturnin et de Jehan Chaillon marchand M^r Serger drappier demt parroisse St Pierre Paillier tesmoings.

(Signé) : Granier. M. Chardon, Fanjoux. J. Macé, Chaillon. Bertrand (notaire).

Les veuves

La sollicitude des communautés s'étendait particulièrement sur les veuves, à qui il était accordé, comme dans tout le reste de la France, des droits spéciaux.

« Que les femmes des maistres dudict art les filles demourrant veufves doresnavant puissent continuer mener et conduire le fait d'icelluy et marchandise d'appoticaïries espicerye ouvraiges de cire et aultres marchandises y concernant tout ainsi que faisoient leurs marys tant et si longuement qu'elles se tiendront en viduité sans qu'elles puissent estre tenues payer ne contrevenir aultres les enfans masles d'iceulxdictz maistres et pourront faire si bon leur semble exercer ledict art et estat sans en ce leur estre donne aucun trouble ou empeschement. » (Tours. Art. 17).

Elles étaient toutefois tenues d'avoir « en leurs boutiques un bon et loyal serviteur scavante expert audict art qui puisse estre examine et esprouvé par lesdictz quatre maistres jurez ». Et avant de proceder à la composition des médicaments officinaux, le serviteur ou sa maîtresse devait recevoir la visite d'un maître juré, sous peine de confiscation des produits préparés.

En se remariant la veuve perdait tous ses droits « si ce n'est qu'elle se mariast a un dudict estat ». Elle devait, en outre, durant son veuvage se comporter « honnestement et chastement » ; le délit d'adultère entraînait pour elle la fermeture de sa boutique.

« Item s'il est dict que une femme veufve d'appotiquaire ayt commis adultère en sa viduité elle ne pourra plus tenir boutique dudict art ne faire tenir soubz son droict et puissance a elle demoure par le decès de feu son mary ains sera contraincte fermer sa dicte boutique incontinent que la chose sera sceue. » (Tours. Art. 42)

L'assistance aux confrères

En cas de maladie, tous les maîtres devaient assistance à leur confrère « suivant leur pouvoir » et « selon l'urgence et grand besoin ou il seroit affligé ».

« Et s'il advient que aulcun maistre dudict art et estat demourant mallade tant riche que paouvre pendant et

constant ladicte malladye seront chacun diceulx aultres maistres tenuz venir visiter icelluy dict maistre estant infirme et lui ayder a leur pouvoir selon l'urgence et grand besoing ou il seroit affligé... »

et au cas « ou il adviendroit que dicelledicte malladye mort ensuyvast » tous les maîtres étaient tenus d'assister aux obsèques « sur peyne de deux sols six deniers tournoys s'il y a aulcune cause légitime » (Tours. Art. 37).

5°) *Le Rôle Religieux des Communautés*

Toutes les questions religieuses tenaient une très grande place dans la vie des Communautés ; il en découlait certaines obligations comme l'assistance aux messes annuelles célébrées aux intentions de la communauté toute entière.

« Item au jour et feste de la Magdalenne qui est le vingt deuxiesme jour de Juillet sera dict e celebrer une grand'messe en l'église des Cordeliers a laquelle messe assisteront tous les maistres apothicaires a peyne de troyz livres de cire pour l'entretement de deux cierges de quatre livres de cire chacun cierge qui seront faictz aux dépens de la boiste desdictz apothicaires pour estre allumez sur l'autel devant ladicte messe. Sera aussi faict ung pain benist qui sera offert a ladicte messe e icelluy distribué auxdictz maistres apothicaires et aultres assistans a ladicte messe et seront tenuz chacun desdictz maistres a faire ledict pain benoist par chacun audict jour a ses dépens et payeront ladicte messe lesdictz maistres par comunulte sans prendre l'argent de la boiste pour le faire. » (Tours. Art. 15).

A Chinon, la messe de la communauté était dite dans l'église du couvent des Pères Augustins, le jour de la fête de sainte Marie-Madeleine. Les frais du service divin étaient prélevés sur la bourse commune.

Comme à Tours, les maîtres étaient tenus d'assister aux enterrements et aux services funèbres de leurs confrères décédés « à peine de cent solz d'amende applicable à l'entretien dudict divin service ».

L'observation des pratiques religieuses entraînait pour chacun le respect du dimanche et des jours fériés, sauf dans les cas d'urgence :

« Itém aux jours de dimanches et aultres festes commandes de l'eglise nul appoticaire ne fera ou fera faire aulcune composition de quelque sorte que ce soit ne preparation de medecines si ce n'est pour le secours des mallades qui en auront nécessité ou grand besoing le jour desdictz dimanches ou festes sur peyne de confiscation desdictes composition et d'amande arbitraire et par mesme peyne qu'il soit deffendu a tous appoticaire ne garnyr leurs boutiques aux jours susdictz. » (Tours. Art 40).

La pratique religieuse ne découlait pas uniquement du simple respect des règles ; une admirable foi animait les hommes du xvi^e siècle. Nous en avons trouvé une nouvelle preuve dans le très beau testament de Jehan Froger, marchand et M^e apoticaire à Tours (1), dans la seconde moitié de ce siècle. Nous en publions ci-dessous les principaux passages, ceux qui éclairent la beauté de certaines âmes lorsqu'elles se recommandent « à Dieu, à la béniste Vierge Marie et à toute la court celestielle du paradis » :

« Le XXII^e jour de Novembre mil Vc soixante neuf, en la court du Roy, nostre sire à Tours, fut present en sa maison et soubmis honorable homme Jehan Froger marchant bourgeois et M^e appoticaire au d. Tours de (la) paroisse St Saturnyn de Tours, au lict, mallade néant moins sain d'esperit et d'entendement, congnoissant qu'il n'est rien plus certain que la mort ne chose tant incertaine que l'heure d'icelle, ne voulant mourir intestat, a faict, dicté et ordonné son testament et ordonnance de dernière volonté en la manière qui s'ensuyt et parlant par sa bouche a dict et nommé son d. testament en ces mots.

Je recommande mon ame a Dieu à la beniste Vierge Marie et à toute la court celestielle du paradis.

Quand mon ame sera séparée de mon corps, je veulx mond. corps estre ensepulturé en l'eglise des Augustins de ceste ville de Tours. Et icelluy mond. corps y estre porté processionnellement par les religieux du d. couvent, la croix levée.

Au convoy de mond. corps je veulx y estre appelez les trois aultres couvents des mendiens de ceste ville de Tours ; à chascun desquels troys couvents je donne pour la d. procession la somme de dix sols.

Pour mon luminayre je veulx avoir treize torches chascune d'une livre et demye et ung sceau de huit livres

(1) Boutineau. La France Médicale. 25 janvier 1903, n^o 2.

plus quatre cierges, pour mettre à l'entour de mon corps chacun d'une livre, et deux semblables pour mettre au grand autel.

Incontinent après mon décès je veulx estre dict par chacun des troys jours ensuyvans vigilles des mors solempnelles, troys grandes messes, l'une du St Esperit, l'autre de Nostre Dame, l'autre des trépasses, plus cent messes basses, qui seront dictes durant les troys jours, si fere se peult synon les prochains jours ensuyvans, et le plustost qu'e fere se pourra, et que le jour de mon enterrement soit dict une letanye.

Item je veulx que a perpuité soyt a tel jour que je decedderay dict en lad. Eglise des Augustins par chacun an, une grande messe de Requiem pour le salut de mon âme et mes amys trepassez ; et outre aussi, a perpuité par chacun vendredi une aultre messe basse de la Passion en lad. eglise ; et pour ce faire, et avoir, je donne a perpetuité aud. couvent des Augustins la somme de huit livres t. de Rente annuelle et perpetuele que je constitue ... à commencer à courir du jour de mon décès, ... lad. basse messe perpetuelle par moy cydessus ordonnée aud. jour de vendredi à l'heure de huit heures.

Plus je veulx et ordonne estre aussi dict a perpetuité en lad. eglise des Augustins par les Religieux dud. lieu, une aultre messe basse, par chacun jour de dimanche de l'année à l'heure de huit heures et outre une grande messe, par chacun an à perpetuité. Le jour de la Purification de Nostre Dame ; et a la fin d'icelle un subvenité, suffrage et oraisons accoutumées, et pour lad. basse messe dud. jour de dimanche et celle du d. jour de la Purification je constitue aussi a perpetuité ... la somme de sept livres t. de rente.

Lesquelles sommes montant à quinze livres t., payables chacun an par les quartiers de l'an a commencer du jour de mon décès ; et pour assister ausd. messes lesd. Religieux sont tenus y appeler ou l'ung de ses enfens, s'ils sont demourans en ceste ville de Tours, demourans en l'une des parroisses de St Hyllaire ou de l'Escrignole ou de Saint-Saturnyn de ceste ville de Tours ... Aussi je donne aux aulmones de ceste ville de Tours la somme de dix livres, qui leur sera payée par mes dicts donateurs incontinent après mon décès pour une fois ... ETC.

b) *Les rapports des apothicaires avec les autres corporations*

En Touraine, les apothicaires eurent à soutenir de nombreuses luttes, marquées par une série de procès

retentissants, principalement contre les médecins et contre les chirurgiens. La concurrence était ardente entre ces diverses professions ; chacune d'elle avait trop tendance à empiéter sur ses voisines immédiates, tout en défendant jalousement ses droits et ses privilèges.

Nous allons passer en revue les différentes phases de ces luttes entreprises pour la défense des intérêts professionnels, aussi rapidement que possible car leurs histoires détaillées risqueraient de paraître vite fastidieuses.

Avant la publication des statuts et avant que soient précisés les règlements concernant les apothicaires, le pouvoir royal s'efforça à plusieurs reprises de mettre de l'ordre dans des professions trop souvent ennemies, alors qu'elles se devaient de collaborer dans l'intérêt des malades et de la santé publique.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, les lettres de François I^{er} à ce sujet : la commission nommée pour étudier en commun un règlement n'aboutit à aucun résultat, sans que nous puissions dire à qui incombe la responsabilité de cet échec.

Le désordre continuant de régner, Henri II publia en 1556 le règlement ci-dessous entre les Médecins, Chirurgiens et Apothicaires de Tours (1). Ce document extrêmement important, est le premier de ce genre, en ce qui concerne la Touraine. Inutile d'ajouter qu'il ne fut guère respecté, comme nous allons le voir dans les chapitres suivants :

Fontainebleau, Juillet 1556.

« Henry par la grâce de Dieu Roy de France, à tous presens et à venir salut : nous avons été adverti qu'en nostre pays de Touraine, ce commettent ordinairement plusieurs abuz au faict de la médecine, par un grand et effréné nombre d'empiriques respandus es-villes bourgs et villages du dit pays, faisans profession de médecins, chirurgiens, barbiers et apothicaires, combien qu'ils n'aient esté approuvez en aucune université fameuse par les maistres et docteurs d'icelles : ny declarez capables

(1) Archives de la Faculté de Pharmacie. Dossier AO.

d'aucunes des dites professions, et neant-moins souz tels tiltres de leur autorité privée, ils entreprennent practiquer et donnent ordinairement médecines mortifères pour salutaires parce qu'ils ne savent faire distinction des natures des personnes ny cognoistre les différences des maladies, ne les causes d'icelles, et encore moins la qualité des remèdes au grand détriment et dangier de la vie des pauvres patiens noz sujets, qui a tous propos encourrent grande et perilleuse fortune et dangier, pour nestre pensez par médecins entendus et approuvez et de tant aussi que les chirurgiens et Barbiers non contens de leur estat et vacation usurpent celuy des médecins, ordonnant indifféremment à toutes sortes de maladies, sans aucune méthode de l'art de médecine, et les apothicaires oublians que leur estat est de dispenser seulement les ordonnances des médecins, et à toutes adventures ordonnent eux-mesmes et dônent les médecines non cognoissans a quelles maladies sont bonnes et mauvaises ; dont plusieurs perissent et decedent et les autres tombent en telle extrémité de maladie, que puis estans au desespoir de leur santé, malaisée pour cette occasion a restablir, recourant aux vrays médecins ne peuvent qu'a bien grand peine par voye et moyen de leur art estre remis ; chose de pernicieuse conséquence tant à la république, que profession de la dite médecine.

Scavoir faisons, que nous ce que dit est considéré, désirans pourvoir à nos sujets aussi en ce qui touche et concerne le concervation de leur santé : et pour obvier aux abuz et inconveniens qui sont de present et pourroient souldre et augmenter cy après par tel desordre et confusion : et après avoir eu sur ce l'advis des gens de nostre privé conseil, avons dit, déclaré statué et ordonné, disons déclarons, statuons et ordonnons ce qui s'ensuit.

C'est a sçavoir que doresnavant de trois ans en trois ans sera par les médecins de nostre dite ville de Tours, appelé avec eux le maire ou aucuns des eschevins d'icelle, esleu un docteur médecin de la dite ville, qui sera superintendant sur le dict faict et exercice de l'art de médecine, par-devant lequel les dits médecins chirurgiens barbiers et apothicaires, non approuvez qui sont et viendront audit pays pour y exercer le dit art de médecine de chirurgie ou apothicairerie, seront tenus avant que d'estre receus et admis à exercer le dict faict et estat de medecin chirurgien, barbier ou apothicaire au dit pays faire apparoir de ses tiltres de doctorat ou licencié s'il est medecin, et s'il est chirurgien barbier ou apothicaire soy présent, et faire examiner par ledit superintendant en l'assemblée des autres médecins. Et si par ledit examen il est approuvé idoïne et capable d'exercer l'estat par luy prétendu de chirurgie et d'apothicairerie,

il y sera reçu par iceluy superintendant faisant le serment en tel cas requis et accoustumé.

Que le nom de celuy qui ainsi aura esté examiné approuvé et reçu sera enregistré au greffe de l'eschevinage de ladite ville. Et où il seroit trouvé audit pays aucuns medecins, chirurgien, barbiers ou apothicaires non admis ne reçeus par ledit superintendant par la forme et manière que dit est, ains contrevenans à nostre dite ordonnance, voulons et nous plaist, qu'il soit contre eux procédé par nostre baillif de Touraine, par emprisonnement de leurs personnes et autres voyes de droit et leurs procès faits et parfaits, par condamnations des peines et mulctez au cas appartenans appelé audit jugement ledit superintendant pour y assister.

Que nul chirurgien, barbier ou apothicaire ainsi approuvé et reçu que dit est ne passera oultre son estat n'entreprendra donner ny faire donner ne ordonner médecine quelconque ny faire flebotomie sans conseil ne ordonnance de medecins, souz peine de cinquante livres parisis d'amende, applicable moitié à nous et l'autre moitié aux pauvres.

Que pour tenir les estats susdits ainsi qu'ils sont à present mieux reiglez et en meilleur ordre, le dit superintendant, appelé nostre procureur et aucuns des medecins et eschevins de la dite ville visitera une fois le mois les boutiques et drogues des apothicaires et où par la dite visitation, il se trouvera faute de drogues requises et de compositions usuelles et plus nécessaires, où qu'icelles ne fussent bonnes ; nous voulons aussi et nous plaist que les dits apothicaires ayant encouru cette faute, soyent par le dit Baillif mulctez de telles amendes que le cas requerra et qu'il verra appartenir. Et que néant mois leurs soyent faites inionctions de s'en fournir dans certain brief temps : Et où ils seroient defaillans qu'ils soient mulctez par autres plus grandes peines et amendes.

Et où ils recidiveroient qu'ils soyent suspendus de l'exercice du dit estat a l'arbitre et discution de iustice appelé le dict superintendant et mulctez d'autre telle peine qu'aux cas appartiendra, et si néant moins ils seront trouvez contumax et persévérans, ils seront du tout privez de leur dit estat, avec inionction de tenir leurs boutiques closes et fermées.

Si donnons en mandement par ses dites présentes aux Baillif de Touraine où son lieutenant et gens tenans le siège présidial par nous estably à Tours et à tous nos autres iusticiers et officiers qu'il apartiendra de nos présentes déclarations et ordonnances, statuts et vouloir ensemble tout le contenu cy-dessus, ils entretiennent gardent et observent facent inviolablement entretenir garder et observer, lire, publier et enregistrer de point en

poinet selon leur forme et teneur ; sans aller ne venir ne souffrir aller venir directement ou indirectement au contraire en quelque manière que ce soit ; en contraignant ou faisant contraindre tous ceux qu'il appartiendra, et qui pour ce seront à contraindre par les peines, selon et ainsi que dessus est dit ; et par toutes voyes et manières deuës et en tels cas requises nonobstant opposition ou appellations quelconques, et sans préjudices d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre aucunement différé, car tel est nostre plaisir nonobstant aussi quelconques ordonnances, restrictions, mandemens et lettres à ce contraire.

Et à fin que ce soit chose ferme et stable a toujours nous avons fait mettre nostre scel à ces dites présentes.
«Donné à Fontainebleau au mois de juillet, lan de grâce mil cinq cens cinquante six et de nostre règne le dixième.

Enregistré au Parlement de Paris le 14 Aout 1561.

Apothicaires et Médecins

Ce règlement n'arrêta pas le cours des procès, qui furent nombreux entre médecins et apothicaires au xvi^e et au xvii^e siècle.

Nous ne possédons malheureusement pas le détail du procès retentissant, dont Guy Patin parle dans ses lettres (1), intenté par sept médecins de Tours aux apothicaires de la ville visant plus particulièrement l'un d'eux nommé Senelle. Tout ce que nous savons c'est que l'affaire fut portée devant le Parlement de Paris, qu'elle dura environ dix ans, et qu'elle coûta fort cher à la Communauté des Apothicaires. Ce fut Mathieu Fanjoux, dont nous avons vu précédemment l'acte d'association avec Isaac Granier, qui avança l'argent pour en couvrir les frais. Les apothicaires perdirent le procès et durent

(1) Edition Reveillé-Parisse. Guy Patin écrit notamment le 8 mai 1648 à son ami Ch. Span « Malgré toutes mes recherches, je n'ai pu découvrir les éléments de ce procès. Il faut espérer qu'un jour nous retrouverons les documents de curieux procès ». Ce qui semble, du reste, assez étonnant, étant donné les dates.

lui rembourser l'énorme somme de 4.468 livres 9 sols 9 deniers (1).

Les statuts de Tours interdisent formellement les associations entre médecins et apothicaires et, à cause sans doute des graves abus qui furent commis, combattent principalement celles qui pourraient être faites entre des apothicaires et des médecins étrangers à la ville.

« Que lesdictz maistres appoticairez de ladicte ville et forsbourgs de Tours ou aultres du pays e duché de Touraine ne faire seront avecques médecins par avarice en quelque sorte que ce soit pour ce que aulcuns modernes medecines estranges affluez e advenuz depuis peu de temps en ceste dicte ville de Tours lesquels ignoramment et sans prudence ne discussion non tenant les roigles et dozes. des medecines auroient ordonne sans avoir esgard de congnoistre la quallité des malladyes e disposition des infirmes desquels infirmes promptement mort sest ensuyvie pour cause desdictes ordonnances sans y donner aultre respect plaise audict seigneur pour devertir lesdictz abuz que iceulx predictz aventuriers en médecine praticquant de jour en jour avecques l'aide de leurs consorts appoticairez que aultres desormais seront privez et expulsez de l'estat et faculté de médecin »

(Tours. Art. 23.)

Et les apothicaires qui abusaient d'une telle situation, en favorisant ces médecins ignorants

« qu'ils puyssent estre subbanniz desormais de la compagnie desdictz aultres maistres et que deffences leur seront faictes de non jamais composer aulcuns medicamentz audict pays de Touraine avec pugnition corporelle. » (Tours. Art. 24.)

Les statuts renouvellent l'interdiction d'exercer pharmacie, aussi bien pour les médecins que pour les chirurgiens.

« Aussi que nul medecin chirurgien ou barbier ne aulcuns de leurs serviteurs n'ayent à faire ou faire faire ne distribuer medecines quelconques comme compositions liquides tablettes casse mondée et aultres medicaments sollutifs pareillement ne faire emplastre cirotz unguentz

(1) Boutineau. Mœurs Médicales en Touraine au xvii^e siècle, Tours 1902.

cathaplasmes et toutes aultres compositions appartenant a l'art d'appoticaire sur peyne de confiscation desdictes drogues de amande arbitraire au plaisir dudict seigneur pource que si ainsi estoit ledict estat d'appoticaiererye seroit par toutes sortes abusif e ruyne confuz es maistres dudict art qui seroit contre la grace et previlleige du Roy nostre sire par luy donne auxdictz maistres appoticaires ou au grand prejudice e peril de la Republique, nonobstant quelques causes ou oppositions que lesdictz operateurs diceulx medicaments vouldroient dire ne alleguer fors excepte lesdictz maistres dadict art d'appoticaiererie ladicte confiscation executée par lesdictz maistres jurez et aultre dudict art en quelque sorte qu'il puissent trouver parce que lesdictz medecins et chirurgiens ne sont appoticaires approuves ne experimentez desdictz quatre maistres jurez dudict art et estat en chef d'œuvres conte-nuz esdictz presens articles. » (Tours. Art. 25.)

Par ailleurs, fort heureusement, les relations n'étaient pas toujours aussi mauvaises. Bien qu'on ait souvent parlé, exagérément sans doute, du mépris professé par les médecins pour les autres professions médicales, nous voyons que sur trois fils qu'eut Théodore Bretonnayau, fils de médecin lui-même, deux furent apothicaires : nous retrouverons le premier, Théodore, au chapitre suivant et le second René fut installé apothicaire à Loches. Il est vrai que l'un et l'autre descendaient de Thibault Lespleigney et que les traditions médicales et pharmaceutiques devaient se trouver également honorées dans la famille.

Apothicaires et Chirurgiens

En ce qui concerne les relations entre apothicaires et chirurgiens, les documents abondent, car les différends furent particulièrement nombreux. La lutte ne cessa jamais d'être vive et se poursuivit sans relâche, avec une ardeur et une ténacité inlassables.

La Chirurgie était définie alors sous le nom de plaies et bosses et les attributions des chirurgiens s'étendaient jusqu'à l'art de la barberie et à celui non moins savant des perruques. Mais ils se limitaient rarement dans l'un ou l'autre de ces domaines et ne se faisaient pas faute

d'exercer ouvertement et la médecine et la pharmacie, en délivrant eux-mêmes les drogues qu'ils prescrivaient, le plus souvent en dehors de leur pratique chirurgicale. Dans ces conditions le moindre incident pouvait devenir un sujet de discorde.

Nous nous proposons d'examiner les phases principales de cette lutte en ce qui concerne Tours et Chinon, et nous terminerons par l'étude d'une communauté d'un caractère tout particulier, celle des chirurgiens-apothicaires de Ligueil.

A Tours

A force de voir les chirurgiens empiéter sur leur terrain, les apothicaires se fâchèrent et, pour faire triompher leur bon droit, s'adressèrent au prévot de Tours. Des poursuites furent engagées et un arrêt rendu les 13 et 21 septembre 1656. Les apothicaires obtenaient gain de cause, les chirurgiens étaient condamnés aux dépens ainsi qu'à des dommages et intérêts ; défense leur était faite de s'occuper de quoi que ce soit qui toucherait à la pharmacie.

Les chirurgiens n'entendirent point se soumettre à cette sentence et l'un d'entre eux, Christophe Davy, répandit dans le public ce qu'on appela alors « un libelle diffamatoire avec quelques propos contre l'honneur des apothicaires ». Nouveau procès intenté par ces derniers. Nouvelle condamnation des chirurgiens qui, de moins en moins satisfaits, en appelèrent au Parlement de Paris.

L'affaire se compliquait donc et menaçait de s'éterniser : en fait, elle ne vint au rôle que trois ans après. Le 4 avril 1669, les docteurs Merlet, Guy Patin et Raisant, de la Faculté de Paris, nommés arbitres dans ce conflit, déposaient leur rapport et la Cour statuant d'après leurs conclusions qui se montraient favorables

aux apothicaires (1) condamnait de nouveau les chirurgiens.

Il faut croire que les hommes du xvii^e siècle possédaient un génie spécial pour les procès, car les chirurgiens ne se tinrent pas encore quittes. Pour une raison ignorée, ils réussirent à faire appel une nouvelle fois et l'affaire rebondit.

Entre temps, les apothicaires ne restaient pas inactifs et montraient la même ardeur, le même entêtement à se défendre que leurs adversaires à attaquer. Ils convoquaient, le 12 avril 1670, une assemblée de maîtres pour emprunter une somme de six cents livres pour couvrir les frais et ils déléguaient à Paris l'un d'entre eux, Philippe Millot, pour les représenter. Une indemnité de trente livres lui était allouée pour le voyage, plus pendant son séjour une somme de trois livres dix sols par journée.

Voici le texte de cette assemblée : (2)

Acte d'Assemblée
des Maîtres apotiquaires de Tours
pour nommer un délégué à Paris
à l'occasion du Procès en Parlement
qu'ils soutiennent contre les
Maîtres Chirurgiens de Tours.

«Aujourd'hui douze avril, mil six cens soixante et dix à une heure de relevée, par devant nous notaire royal à Tours soussigné et tesmoins en après au couvent des révérends pères Augustins, assemblée avons faite du corps et communauté des maistres apotiquaires de ceste ville de Tours. A la requeste et diligence d'honorables hommes Cyret le Jeune et Pierre Forest maistres jurez ; à laquelle assemblée estoient présens Philippe Millot, Cyret l'aisné - Pierre Pean - François Cailleteau - Anthoine Fontenailles et Anthoine Begué, maistres particulliers ausquels les dicts

(1) Guy Patin ne pouvait cependant pas être accusé de sympathie pour les apothicaires. Il écrivait dans une lettre du 24 avril 1647. « Ces coïons d'apothicaires ont trop pris de pouvoir sur l'honneur de la médecine ; il est grand temps de les rabattre, ou jamais on n'en viendra à bout ».

Edition Reveillé-Parisse. Lettre LXXXVII.

(2) Boutineau. Mœurs Médicales en Touraine au xvii^e. Tours 1902.

jurez ont remontré que suivant les pouvoirs a eux donnés par l'acte d'assemblée du deux du présent mois, ils emprunteront aujourd'hui au Sieur François Taffu, marchand bourgeois de cette ville, la somme de six cens livres, par contrat de constitution reçu par nous notaires cy représentez duquel a esté présentement fait lecture aux sieurs comparans lesquels ont déclaré qu'ils ratifient, approuvent et ont pour agréable le dy contrat et consentent quil ayt son plus entier effet comme s'ils y avoient esté tous présent à la fois, et passer outre suivant la proposition portée par eux, prendre acte d'assembler et de poursuivre le jugement du procès, contre la Communauté des Maistres Chirurgiens.

Les dits sieurs comparans ont nommé et député le dit sieur Millot, de son consentement pour partir mardy ou mercredy prochain à l'effet de se randre en la ville de Paris, et vaguer à la sollicitation du dit procès pendant tel temps qu'il sera advisé par la dite Communauté, pourquoi luy a esté promis pendant tout son séjour à raison de trois livres dix sols par jour, à compter du jour qu'il partira jusqu'au jour de son retour et en outre luy a esté accordé la somme de trente livres pour les frais de son voyage d'aller et revenir dans cette ville, dont il s'est contenté.

Et pour tous les frais qui seront nécessaires à la poursuite du dit procès, il en tiendra bon et fidel mémoire duquel il sera cru à son serment, principalement pour les fauxfrais et gratifications dont l'on ne peut retirer aucun reçu ny quittance, mais des choses dont lon peult retire quittance il ne sera tenu de la rapporter, et s'il s'agissoit de quelques dépanes considérables le dit sieur Millot en donnera advis a la dite communauté pour en délibérer, et leur fera aussy sçavoir l'estat de l'affaire, pour adviser de son sejour selon qu'il sera nécessaire. Et lors de son départ luy sera mis entre les mains la somme de deux cens livres, par luy confier a bon compte sur son voiage et pouvoir en faire quil lui conviendra pendant la ditte poursuite. Et les quatre cens livres restans seront mis au coffre de la ditte Communauté en la maison du dit sieur Cyret juré dont les clefs seront sçavoir, l'une es mains du dit sieur Forent aussi juré et l'autre entre les mains du dit sieur Cyret l'aisné, dont du tout avons fait le present acte auquel estoient presens Laurent de la Gauderie et Joseph Berneust, praticiens demeurans paroisse de l'Escrignolle, après sont nulz huit mois rayez. Signé Millot.

Cyret l'Aisé P. Pean

Cyret

Fontenaille Cailleteau

Begué

Massonneau, not.

Berneust

De La Gauderie.

L'absence de Philippe Millot ne dut pas trop se prolonger et la communauté dut être satisfaite de ses services. Une nouvelle assemblée eut lieu le 16 février 1671 ; les jurés voulaient faire part aux membres de la communauté d'une lettre qu'ils venaient de recevoir de leur procureur au parlement de Paris, leur demandant de choisir à nouveau un délégué pour aller solliciter les juges. Philippe Millot fut, cette fois encore, délégué à Paris, avec la même indemnité de séjour, mais les frais de voyage furent portés à cinquante livres : (1)

Aujourd'huy seize de febvrier mil six cens soixante unze, une heure de relevée, par devant nous, notaire royal à Tours sousigné, au couvent des R. Pères Augustins, assemblée a esté faite du corps et communauté des maistres apotiquaires de cette ville de Tours à la requeste et diligence de Valérias Cyret le jeune et Anthoine Fontenailles jurez à laquelle assemblée estoient presens les Sieurs (2) Philippe Millot - Valerias Cyret l'aisne - François Cailleteau et Anthoine Begué maistre particuliers dudit estat - auxquelz les sieurs jurez ont montré une lettre du XII du present mois signée Mousnier, leur procureur au Parlement de Paris par laquelle il leur mande de députer quelqu'un d'entre eux, à l'effet d'aller solliciter les juges du procès pendant au Parlement au rapport de M. Hervé conseiller en la Grande Chambre à l'encontre du corps et communauté des maistres chirurgiens de cette ville. Lesquelz jurez comparans après avoir conféré entre eux sur ce sujet ont unanimement nommé pour député la personne du sieur Philippe Millot et de son consentement pour partir samedy prochain et pour se rendre en la ville de Paris et y séjourner pendant le temps qu'il sera advisé par la dite Communauté. Pourquoy lui a esté accordé, pendant tout son séjour trois livres dix sols, par chacun jour a compter du jour ou il partira jusqu'a celuy de son retour en ceste ville et encore luy ayant accordé la somme de cinquante livres pour les frais de son voiage d'aller et revenir, de la dite ville de Paris, en ceste ville dont il s'est contenté, et pour tous les frais qui seront nécessaires de faire à la poursuite du dit procez.

Il en tiendra bon et fidel mémoire duquel il sera crû a son serment, principalement pour les frais et gratiffi-

(1) Boutineau. Loc. Cit.

(2) Dans le corps de l'acte se trouvent les noms de Charles le Valu et de Pierre Péan qui ont été rayés.

cations dont l'on ne peut tirer aucuns reçus ny quittance, mais des choses dont lon peut tirer quittance il sera tenu les rapporter et s'il s'agissoit de quelque dépanse considérable le dit sieur Millot en donnerait avis à la dite communauté et en ayant délibéré il leur fera aussy sçavoir l'estat de l'affaire, pour advisé de son séjour et retour selon qu'il sera nécessaire. A lors de son départ luy sera miz entre les mains la somme de trois cens livres par les dits sieurs Cyret le jeune, et Fontenailles, jurez ; des deniers appartenans à la dite communauté, à bon compte sur son voiage et journées pour ce quy luy conviendra faire à la dicte. Dont de tout avons fait le present acte auquel estoient presenz Pierre Masson et Joseph Berneust praticiens demeurans en la paroisse de l'Ecrignolle.

Signé

Millot

Cyret l'aisné, Fontenailles

Cailleateau, Cyret le jeune, juré

Begué

Mezières, notaire.

Reçu de messieurs Cyret et Fontenailles la somme de trois cens livres dont je prometz tenir faitz à la compagnie, la procuration et offres. A tours le 20 febvrier mil six cens soixante unze.

Signé Millot.

Une telle persévérance et de tels sacrifices devaient porter leurs fruits. Un dernier arrêt, condamnant définitivement les chirurgiens, fut rendu le 29 juillet 1671 ; l'affaire durait depuis plus de quinze ans : (1)

Arrest Notable

de la Cour du Parlement

portant règlement

contre les chirurgiens et les

Apotiquaires (de Tours)

(Extrait des Registres du Parlement)

« Contre les Maistres Jurez, Corps et Communautés des Chirurgiens de la ville de Tours, appelans tant comme des juges incompetens, qu'autrement des deux jugemens rendus par le prevost de la ville de Tours, des treize et vingtiesme septembre mil six cent cinquante six d'une part ; et les maistres jurez Corps et communauté des maistres Apotiquaires de la ville de Tours, demandeurs en entherinement de rapports et advis donnez par Maistres Jean Merlet, Guy Patin et Jean Rainssant Docteurs de la

(1) Boutineau. Loc. Cit.

Faculté de Médecine de Paris, du quatre Avril mil six cens cinquante neuf, faits en execution des arrêts de la Cour des vingt huit mars mil six cens cinquante neuf et douze janvier mil six cens soixante neuf, suivant la Requête par eux présentée à la Cour le treiziesme jour de juin mil six cens soixante dix d'une part ; et les dits jurez corps et communauté des dits chirurgiens, deffendeurs aussi d'autre. Veu par la Cour, les dites sentences dont est appel par les dits chirurgiens de Tours, celle du dit jour treize septembre mil six cens cinquante six, rendue entre les dits apothicaires demandeurs d'une part et les dits chirurgiens intervenans et joints avec Christophe Davy, aussi Maistre Chirurgien, par laquelle aurait esté ordonné, que sans avoir égard au renvoy requis par les dits chirurgiens intervenans, que les dits parties procederoient devant le dit Prevost, et que pour cet effet les dits chirurgiens intervenans seroient assignés. Signification de la dite sentence, et assignation donnée en conséquence aux dits Chirurgiens ; celle du dit jour vingtiesme septembre rendu par le dit Prevost de Tours entre les dits apotiquaires demandeurs et le dit Davy deffendeur, et les dits maistres chirurgiens deffendeurs et intervenans d'autre, par laquelle par deffault auroit esté ordonné que sans avoir égard à l'intervention, deffenses auroient été faites au dit Davy de se mesler de l'art et mestier de Pharmacie et ce faisans de donner aucuns lavemens, potions et autres remèdes dépendant de la dite Pharmacie, sur les peines qui y appartenoint et condamné aux dépens, et qu'avant faire droit sur la suppression du libellé diffamatoire, qu'il seroit communiqué au Procureur du Roy, lequel après en communication du dit billet datté du quatorziesme du dit mois de Septembre signé Davy, et dit qu'il y avoit quelques propos diffamatoires, et contre l'honneur des dits apotiquaires, et de leur profession, auroit esté ordonné que le dit Davy seroit ouy, et qu'a cet effet comparoitroit en personne. Exploict du vingt sixième jour de septembre au dit an mil six cens cinquante six, contenant l'assignation donnée au dit Davy à comparoir en personne. Les dits arrêts des vingt huit mars mil six cens cinquante neuf, et douziesme janvier mil six cens soixante neuf. Rapports et advis des dits Merlet et Rainssant, docteurs de la Faculté de Medecine de Paris, du quatorziesme jour d'avril mil six cens cinquante neuf et premier jour de septembre mil six cens soixante neuf faits en execution des dits arrêts La dite Requête du dit jour treiziesme juin mil six cent soixante dix des dits apotiquaires, à ce que les dits rapports et advis des dits Merlet et Rainssant docteurs en Medecine, cy dessus enoncez fussent entherines, pour estre excutez selon leur forme et teneur, faisant deffenses respectives aux parties d'y contrevenir, à

peine contre chacun contrevenant en particulier de cinq cens livres d'amende, et les dits chirurgiens condamnez aux dommages et interests des dits apotiquaires. Arrest du quatorze juillet mil six cent soixante dix, pour lequel sur le dit appel les parties auroient esté appointées au Conseil, et sur la demande en droit et joint. Causes d'appel et responses. Productions et contredits respectivement fournies par les dites parties. Salvations des dits chirurgiens. Productions nouvelles desdits apotiquaires par Requestes du sixiesme jour du may mil six cens soixante unze. Requeste des dits chirurgiens employés pour contredits contrè la dite production nouvelle. Autre production nouvelle des dits chirurgiens par Requeste du unzième jour de May mil six cens soixante unze. Requeste desdits apothicaires employée pour contredits. Autre Requeste desdits apotiquaire employée pour Salvations. Arrest du treiziesme jour de juillet mil six cens soixante et unze, par lequel avant proceder au jugement desdits Instances auroit esté ordonne que les propositions faites par les chirurgiens de ladite ville de Tours, aux apotiquaires dudit lieu, pour terminer tous differends, le vingt uniesme jour de may mil six cens cinquante hui, contenant sept articles seraient communiquées à Maître Brayer Courtois Moreau et Renaudot le jeune, medecins de la Faculté de Paris pour donner leur avis sur les dites propositions, pour ce fait et rapporté et communiqué au Procureur général, estre ordonné ce que de raison. Signification dudit arrest Rapport et avis desdits Brayer et Courtois, Moreau et Renaudot le Jeune, Docteurs Régens de la Faculté de Médecine en l'Université de Paris du vingt trois Juillet mil six cens soixante et unze, faitz en exécution du dit arrest du trentième dudit mois de Juillet. Conclusions dudit Procureur général et tout considéré. La Cour faisant droit sur le tout a mis et met les appellations, et ce dont a esté appelé au néant, émandant, a ordonné et ordonne que lesdits Chirurgiens pourront traiter les tumeurs, playes, ulcères, fractures, luxations, tant par opérations de la main, que par applications des remèdes extérieurs nécessaires ausdites opérations ; à cet effet pourront faire et avoir chez eux cauthères, emplastres, unguents, liniments, baulmes et poudres convenables auxdites opérations, sans toutes fois qu'ils les puissent vendre ny débiter autrement. Leur fait deffense d'entreprendre et exercer la Pharmacie ny donner aucunes potions laxatives, alteratives ou confortatives, à la reserve des Maladies Veneriennes ou autres secrèttes. Fait pareillement deffenses ausdits apotiquaires d'entreprendre ny exercer la Chirurgie, ny de faire aucune des opérations manuelles cy-dessus attribuées ausdits chirurgiens leur permet de tenir dans leurs boutiques, vendre et débiter les drogues et les medica-

mens simples et composéz, internes et externes, servant à la medecine, mesme ceux cy dessus permis aux chirurgiens, despens compensez. Fait en Parlement le ving neuvième jour de Juillet mil six cens soixante et unze. »

Ce jugement était sage, mais les relations n'en furent pas améliorées pour cela. D'autres procès, moins important, marquèrent encore le cours du XVIII^e siècle.

A Chinon

Pendant vingt-trois ans, de 1772 à 1745, Joseph Denis, maître apothicaire à Chinon, soutint seul contre la communauté entière des Chirurgiens, une lutte qui, après de nombreuses péripéties, se termina finalement à son entier avantage. Nous avons retrouvé les pièces principales de cette affaire dans les archives de la Faculté de Pharmacie.

La querelle débuta en 1722 sur une question de préséance ; les chirurgiens entendaient avoir le pas sur Denis. Le juge de Chinon les ayant débouté de leur demande, ils revinrent à la charge en 1724, accusant cette fois Denis d'avoir exercé la Chirurgie. Bien que Denis ait été innocenté de cette accusation, les chirurgiens la reprirent en 1738. Cette fois, Denis attaqua à son tour et requit qu'il leur fut fait défense d'exercer la Pharmacie. Entre temps, les chirurgiens avaient « refusé d'aller dans les maisons de plusieurs habitans qui les avoient appelés pour être seignes sous prétexte seulement que led. Denis auroit entré dans la maison des d. habitans ». Une telle cabale fut trouvée par la Cour particulièrement injurieuse non seulement pour Denis mais pour les malades. Entre temps également, Denis pour « donner au public des preuves plus étendues de sa capacité et plus d'autorité à sa maitrise » se présenta devant la Faculté de Médecine et le corps des maîtres apothicaires de Paris et fut reçu maître une seconde fois avec éloge.

Avant l'arrêt définitif rendu en 1745, Denis présenta

à la Cour, pour sa défense un long mémoire, qu'il est intéressant de publier intégralement, car il résume toute l'affaire ce qui nous dispense de commentaires et situe exactement les positions respectives des parties : (1)

Mémoire

pour Joseph Denis, Maître Apothicaire de la Ville de Chinon, Intimé Défendeur, et Demandeur.

Contre les Chirurgiens-Barbiers de la Ville, Appelans Demandeurs et Deffendeurs.

Les contestations nées en première Instance devant les Juges de la Ville de Chinon, et portées par appel en la Cour, se réduisent à trois question. La première est de sçavoir si Denis est Maître Apoticaire et si en conséquence il a droit d'exercer la pharmacie, à l'exclusion des Chirurgiens-Barbiers de la Ville de Chinon.

La deuxième, si les droits, et les privilèges accordés par Sa Majesté à la Communauté des Maîtres Apoticaire de la Ville de Chinon par lettres patentes, enregistrées en la Cour, ont passé en la personne de Denis.

Et la troisième, si Denis est fondé à prétendre la préséance sur les Chirurgiens-Barbiers de Chinon.

Fait

En 1926 le Roi établit dans la Ville de Chinon une Communauté de Maîtres Apoticaire ; il fut dressé des Statuts et les Lettres-patentes en furent enregistrées en la Cour le 13 Mars 1628, luës, et publiées au Bailliage de Chinon le 30 du même mois.

Depuis cet établissement les Maîtres Apoticaire de Chinon ont jouï sans troubles de tous les privilèges attribués à leur Communauté entr'autres du droit d'exercer l'art de Pharmacie à l'exclusion des Chirurgiens Barbiers jusqu'en 1720. Ceux-ci sont convenus devant le premier Juge, et dans leurs écritures de la possession de la préséance.

Après le décès de Jean Denis, Maître Apoticaire père de l'Intimé, dont les ancêtres au nombre de trois, avaient exercé à Chinon la Pharmacie avec honneur, Joseph Denis, qui avoit fait ses études et son apprentissage d'Apothicaire conformément aux Statuts, fut reçu Maître Apothicaire en 1717 (année de la mort de son père) par le Juge de Police de Chinon, après avoir subi un rigoureux

(1) Archives de la Faculté de Pharmacie. Registre 27.

examen de deux Médecins de la même Ville au défaut de Maîtres Apoticaire.

Denis, voulant donner au public des preuves plus étendues de sa capacité, et plus d'autorité à sa Maîtrise, se présenta en 1738 devant la Faculté de Médecine de Paris et le Corps des Maîtres Apoticaire de la même Ville, où après avoir subi un nouvel examen devant le Doyen de ladite Faculté, devant deux professeurs en Pharmacie, et trois Gardes du Corps des Maîtres Apoticaire ; et après avoir fait les chefs-d'œuvres requis en pareil cas, il fut reçu Maître une seconde fois avec éloge. Il se présenta ensuite devant le Juge de Police de Chinon, où il prêta serment aussi pour la seconde fois.

Les Chirurgiens-Barbiers de Chinon, jaloux de la réputation de Denis, et toujours occupés des moyens de le persécuter (qu'ils ont mis en œuvre autant qu'il a été en eux) ne se contentèrent pas d'exercer la Pharmacie à son préjudice ; ils le troublèrent encore dans la possession de son droit de préséance ; et sur cette contestation portée en 1722 DEVANT le premier Juge, Denis fut maintenu en sa possession, après que les Chirurgiens-Barbiers l'eurent reconnu en pleine audience.

En 1724 les Chirurgiens-Barbiers suscitèrent de gayeté de cœur un second procès à Denis, tant au sujet de la Chirurgie, qu'ils prétendirent qu'il avoit exercé, qu'au sujet de l'administration des remèdes aux malades, dont ils prétendoient l'exclure. Denis, innocent du premier chef d'accusation, et étant en droit, à l'exclusion des Chirurgiens-Barbiers, d'administrer les remèdes aux malades, fut renvoyé de cette seconde demande par Sentence du 28 Avril.

En 1738 Denis, assigné pour une troisième fois aux mêmes fins qu'en 1724, dénia d'avoir exercé la Chirurgie, et conclut incidemment contre les Chirurgiens-Barbiers, à ce qu'il leur fut fait deffenses d'exercer l'art de Pharmacie, et de donner d'autres remèdes que ceux qu'il est permis aux Chirurgiens d'administrer. Par Sentence du premier Aout le premier Juge ordonna, que les Parties se conformeroient aux Réglemens, et notamment à l'Arrêt du Conseil du 20 Juin 1724, qui règle les fonctions des Apoticaire et des Chirurgiens du Royaume. Et comme les Chirurgiens-Barbiers de Chinon, toujours animés du même esprit, avoient fait à l'occasion de Denis un acte de délibération aussi injurieux à la justice qu'aux particuliers, la radiation en fut ordonnée par cette même Sentence.

Les Chirurgiens-Barbiers ont appelé en la Cour de ces trois Sentences : ils ont conclu, à ce qu'il soit ordonné qu'ils aient la préséance sur Denis tant dans les céré-

monies publiques, que chez les malades, et qu'il lui soit fait défenses d'entreprendre sur l'art de Chirurgie.

Les Appellans ont établi leurs conclusions sur deux propositions.

La première, qu'il n'y a point à Chinon de Communauté d'Apoticaire, et que conséquemment Denis n'est pas Maître.

La deuxième, qu'il est certain que Denis a exercé l'art de Chirurgie.

Pour le soutien de leur première proposition, ils dirent qu'une Communauté s'éteint et s'anéantit par le décès de ceux qui la composoient, que les Maîtres Apoticaires de Chinon étant morts avant la réception de Denis, elle est devenue sans effet. Que les droits et les Privilèges accordés à l'ancienne Communauté n'ont pu passer en sa personne et que conséquemment il ne doit être regardé que comme un simple particulier sans droit, sans rang, et sans honneurs.

A l'égard de la 2^e Proposition ils n'allèguent que des faits sans preuves

Denis a établi cinq propositions contraires : la première qu'il est Maître Apoticaire. La 2^e que l'ancienne Communauté des Maîtres Apoticaires de la Ville de Chinon ayant été une fois établie subsiste toujours, et que les droits et les privilèges que le Roi a accordé à cette Communauté, ont passé en sa personne. La troisième qu'en qualité de Maître Apoticaire, il a le droit d'exercer la Pharmacie à l'exclusion de tous Chirurgiens La quatrième, que la préséance lui appartient. La cinquième, qu'il n'a jamais exercé la Chirurgie.

Pour le soutien de la première proposition, Denis a produit le procès-verbal de sa réception devant le Juge de Police de Chinon, du 24 mai 1717, dans lequel est référé le certificat de deux médecins de la même ville, qui contient la preuve de capacité. Il a encore produit ses Lettres de Maîtrise du premier Juillet 1738, où il est fait mention qu'il a subi l'examen et les interrogations en présence du Doyen de la Faculté de Médecine de Paris et de deux Professeurs en Pharmacie de la même Faculté. Il a encore produit le Procès-Verbal de prestation de serment qu'il rétiera le dix dudit mois de Juillet devant le Juge de Police de Chinon. Denis ne pouvait se faire recevoir Maître Apoticaire dans une forme plus authentique ; d'autant qu'il n'y avoit pour lors à Chinon aucun Maître Apoticaire.

Pour le soutien de la seconde Proposition

C'est en considération, et en vûe du bien public que les Rois ont établis des Communautés, et des Maîtrises

dans les villes. C'est dans cette vûë que sa Majesté a accordé aux Apoticaire de Chinon en 1628 le droit de Maîtrise, et de Communauté. Tant que cette cause subsiste, le droit doit subsister. Or qu'il y ait plusieurs Apothicaire ou qu'il n'y en ait qu'un seul, ou qu'il n'en reste même aucun, l'intérêt du bien public subsiste toujours. La Maîtrise et la Communauté est donc perpétuelle : *In universitatibus nihil refert utrum omnes manéant, an pars maneat, vel omnes immutati sint ; sed si universitas ad unum redit magis admittitur posse eum convenire, et conveniri, cum jus omnium in unum redierit, et stet nomen universitatis*. L. 7. § 2 ff. quod cujuscunque universitatis.

Les Communautés, dit Domat, *Traité du Droit Publique Liv. I. tit. 15. des Communautés. Sect. I. n. 1* sont des assemblées de plusieurs personnes unies en un corps formé par la permission du Prince, établi pour un bien commun à ceux qui font partie de ce corps, et qui ait aussi rapport au bien public ; ce qui fait que les Communautés sont perpétuelles ; et *Sect. 2 n. 3.* les Communautés étant établies pour un bien public, dont la cause subsiste toujours ; il est de leur nature de durer toujours..... et s'il arrivoit que d'une Communauté il n'en restât qu'un, il la représenteroit pendant qu'il se trouveroit seul et en exerceroit les droits qui pourroient subsister et passer à lui, en attendant que d'autres remplissent les places vacantes, *cum stet nomen universitatis*.

Suivant cette loi, expliquée par Domat, il est donc de l'essence qu'une Communauté une fois établie par le Roi subsiste toujours jusqu'à ce qu'il ait plu à Sa Majesté de révoquer ses Lettres Patentes ; il est donc indifférent que celui qui a été reçu Maître pour exercer dans le lieu où cette Communauté a été établie ait été reçu avant ou depuis la mort de tous ceux qui composoient autrefois cette Communauté ; parce que la même cause de son établissement subsiste toujours. *Cum stet nomen universitatis*. Or Denis a été reçu Maître pour exercer la Pharmacie dans la ville, banlieuë et ressort de Chinon. ou le Roi a établi une Communauté d'Apoticaire, conformément à la disposition des Statuts.

Au secours de la Loi Romaine vient la Loi du Prince, qui en confirmant les privilèges des Communautés, oblige indistinctement ceux qui en exercent actuellement les droits, à payer le Droit de Confirmation. Le 11 Février 1727 la Communauté des Apoticaire de la ville de Chinon fut comprise au Rolle de l'imposition du Droit de Confirmation, art. 676, arrêté en exécution de la Déclaration du 27 Septembre 1723. Denis fut obligé en 1732, de payer une partie de l'imposition de ce Droit, il en a produit le Certificat du Receveur, avec l'extrait de ce Rolle.

Loin donc que la Communauté des Maîtres Apoticaire de Chinon ait été anéantie par la mort de ceux qui la composoient autrefois, le Roi l'a confirmé en 1723, dans les privilèges qui ont passés dans la personne de Denis, à l'instant de sa Réception.

Pour le Soutien de la Troisième Proposition

Par l'article 7. des Statuts des Maîtres Apothicaires de Chinon il est défendu à toutes personnes, de quelque condition et qualité qu'elles soient, de vendre ou de donner des Médecines, tant simples que composées, et d'exercer la Pharmacie, s'ils ne sont Maîtres Apoticaire reçus en la Ville et Fauxbourgs de Chinon, à peine de confiscation de leurs Drogues, Marchandises et compositions, ou de plus grande peine s'il y échet.

Ces défences sont réitérées par une infinité d'Arrêts et de Réglemens, notamment par un arrêt du 27 Nov 1694, rendu au profit des Maîtres Apoticaire de Paris. Par un autre arrêt du 2 juin 1718 rendu au profit des Maîtres Apoticaire de la Ville de Chartre. Par un arrêt du Conseil du 20 juin 1724 et Lettres Patentes du 8 Juillet. Par un Arrêt du 21 Avril 1725, rendu au profit des Apoticaire de ladite Ville de Chartre, qui confirme douze Sentences rendues contre les Chirurgiens de la même Ville. Par un Arrêt du 10 Mars 1738, confirmatif d'une sentence de Police de la Rochelle, qui avoit ordonné l'exécution des Arrêts ci-dessus entre les Apoticaire et les Chirurgiens de la même Ville. Enfin, par un autre Arrêt du Parlement de Bretagne du 22 décembre 1741. Aux termes de ces Statuts et des Arrêts, Denis a donc seul le droit d'exercer l'art de Pharmacie, à l'exclusion des Chirurgiens-Barbiers de Chinon, qui ne citent en leur faveur qu'un Arrêt du 28 Février 1705, rendu au profit des Chirurgiens de Fontenaibleau. Mais cet Arrêt a été rendu dans une espèce différente, puisque les Apoticaire de Fontainebleau, contre qui les Chirurgiens de la même ville plaidoient n'avaient ni Statuts en forme. ni Communauté, ni Maîtrise.

Pour le Soutien de la Quatrième Proposition

1° Denis a en sa faveur l'usage et la possession, les Chirurgiens-Barbiers en sont convenus, ils ont été jugés de l'aveu autentique qu'ils en ont fait devant le premier Juge. La sentence du 16 Juin 1722 en fait mention ; et quoi- qu'ils en puissent dire, cet aveu subsistera, tant qu'ils n'argueront pas de faux cette Sentence. Or suivant Domat, en l'endroit déjà cité, Sect. 3 n. 42, en matière de prés-

céance l'usage décide, quand même ils désogeroit à d'autres règles établies pour la préséance : car, dit cet Auteur, les usages et les coutumes tiennent lieux de Loix. La plupart des Arrêts rendus sur cette matière ont toujours décidés par la possession. Fevret traité de l'abus. Tom. 2 liv. 4 chap. 8.

2° La Pharmacie est un art libéral, un art qui suppose des Lettres ; au lieu que celui des Chirurgiens-Barbiers de Chinon est un art mécanique : or c'est une règle en matière de préséance, que l'art libéral l'emporte sur le mécanique, que les personnes lettrés ont l'avantage et Je pas sur les illitrées. Les premières étant toujours d'un plus grand service pour le bien public ; aussi les Apoticaire ont cet avantage au-dessus de nos Chirurgiens-Barbiers, qu'ils ont eu dans tous les tems l'honneur d'être admis aux Charges Municipales, au Consulat et à l'Echevinage, à l'exclusion de ceux-ci. Les Chirurgiens-Barbiers de Chinon depuis la Déclaration du Roi du 23 Avril 1743, doivent moins se flatter que jamais d'exercer un art libéral, un art comparable à la Pharmacie. Sa Majesté y apprend au Public le cas qu'on doit faire de ces Artisans, et la différence qu'il y a entre des Chirurgiens-Barbiers, qui n'ont pour partage que l'exercice de la Barberie, et l'usage de quelques pansemens aisés à mettre en pratique, et les vrais Chirurgiens qui font profession de Science et de Littérature, sans aucun mélange de mécanisme et si ceux-ci sont réputés exercer un art libéral c'est parce qu'ils exercent purement et simplement la Chirurgie. L'ar. 7 du tit. 2 des Statuts des Chirurgiens du Royaume s'en explique en termes exprès.

Les Chirurgiens-Barbiers de Chinon ont avancé gratuitement que les Chirurgiens ont la préséance dans toutes les villes du Royaume sur les Apoticaire, et en particulier à Saumur, à Angers et à Tours. 1° Les Apoticaire de Tours ne se sont jamais trouvés dans les Cérémonies publiques avec les Chirurgiens. 2° Les Apoticaire de Saumur n'ont point de Statuts en règle ; ainsi il ne seroit pas surprenant qu'ils fussent précédés par les Chirurgiens. 3° A Angers, ces deux corps roulent ensemble, suivant l'ordre de leur réception : et si dans cette Capitale de l'Anjou on a accordé cet honneur aux Chirurgiens, c'est que la majeure partie d'entr'eux n'exercent pas la Barberie.

Pour le Soutien de la cinquième Proposition.

Le défaut de preuves des faits avancés par les Chirurgiens-Barbiers de Chinon, suffit pour assurer la vérité du fait contraire. En effet, rien de plus certain, que Denis n'a jamais entrepris sur leur Profession ; mais il n'est

pas douteux qu'ils ont entrepris sur la sienne, ils en sont convenus devant le premier Juge. La sentence du 1 Aout 1738, dont est appel, qui contient leur déclaration et leur aveu à ce sujet, en fait la preuve complete. Cet aveu se trouve encore renfermé implicitement dans leurs écritures.

Enfin les Chirurgiens-Barbiers de Chinon prétendent non seulement exercer l'art de Pharmacie, ils prétendent encore empêcher Denis de visiter et solliciter les Malades. Mais outre que cela ne les regarde pas, puisque la Chirurgie n'a pour objet que les maladies externes, et que d'ailleurs les Médecins de Chinon pourroient seuls lui contester ce droit. Il y est autorisé par un Arrêt célèbre du 21 Avril 1725, rendu en faveur des Apoticaire de Chartre, par lequel la Faculté de Médecine de Paris, qui était intervenuë dans le Procès entre les Apoticaire et les Chirurgiens de ladite Ville de Chartre, fut déboutée de sa demande, qui tenoit à ce que les Apoticaire du Royaume ne pussent donner de remèdes internes, sans oordonnance de Medecins ; de sorte que cet Arrêt forme une Loi en faveur de tous les Apoticaire. La Cour a prévu sagement par ce Règlement les inconvéniens qu'il y auroit dans de petites Villes comme Chinon, où il n'y a ordinairement qu'un Médecin, et où la principale science des Chirurgiens est la Barberie, de ne pouvoir appeler l'Apoticaire en l'absence du Médecin, qui est le plus souvent occupé à visiter les malades des environs.

Et Denis ose se flatter que la Cour le maintiendra dans ses droits et ses privilèges, en confirmant les Sentences dont est appel.

Monsieur l'Apbé de Sallaberry.

Rapporteur.

Martin

Procureur.

de l'Imprimerie de Bullo, rue St Etienne des Grez, à
l'image St Joseph.

Les espoirs de Denis ne furent pas déçus. Voici le texte de l'arrêt du 16 mars 1745 qui réduit à néant les appels interjetés par les chirurgiens, et les condamne à douze livres d'amende et aux dépens, mettant ainsi un point final à cette longue affaire. (1)

Loüis par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre au premier nôtre huissier ou autre huissier de nôtre Cour de Parlement ou Sergent sur ce requis sçavoir fai-

(1) Archives de la Faculté de Pharmacie. Registre 3. Fol. 307.

sant qu'entre la Communauté des maîtres Chirurgiens de la Ville de Chinon apellants de deux sentences rendues au Baillage de Chinon en matière de Police ces seize juin mil sept cent vingt deux et vingt huit avril mil sept cent vingt quatre et encore apellant d'une autre sentence du même siège du premier aoust mil sept cent trente huit demandeurs en requête du douze février mil cept cent trente neuf et défendeur d'une part ; et Joseph Denis maître marchand apoticaire en la dite ville de Chinon intime Défendeur et demandeur en requête du quinze avril mil sept cent trente neuf d'autre part en entre lad. Communauté des maîtres Chirurgiens de Chinon demandeurs en requête du vingt neuf février mil sept cent quarante quatre d'une part et Joseph Denis défendeur d'autre part une par nôtre d. Cour les d. trois sentences du Baillage de Chinon dont es apel contradictoirement rendûes entre les d. parties sur les conclusions du substitut de notre procureur général aud. Siège par la première desquelles du seize Juin mil sept cent vingt deux après que les d. Chirurgiens n'auraient voulu disconvenir que depuis trente ans le D. Denis et ses auteurs étoient en possession d'avoir le pas et la préséance sur les D. Chirurgiens led. Denis auroit été maintenu et gardé en lad. possession si faisant droit sur le surplus des conclusions dud. Substitut de notre Procureur général avait été ordonné qu'il serait par led. juge et led. Substitut dressé un flambeau au Rang préséance marche de tous les arts et métiers de la d. ville de Chinon ce qui serait exécuté par provision tous dépens compensés par la deuxième du vingt huit avril mil sept cent vingt quatre après que led. Denis présent aurait déclaré n'avoir point attendu et n'attendoit point exercer l'art de Chirurgie et qu'il renonçoit à apliquer aucun remède servant aud. art sans préjudice aux droits qu'il avoit de les composer il auroit été en voye de la demande que les d. Chirurgiens avaient formé contre lui par Exploit du onze mars lors dernier avec défenses qui lui étoient faites d'y contrevenir aux Status des Chirurgiens sur les peines qu'il apartiendrait dépens compensés et pour la troisième et dernière du premier Aout mil sept cent trente huit faisant droit sur les demandes respectives des parties. Lecture faite des statuts des Apotiquaires de lad. ville de Chinon en datte du treize mars mil six cent vingt huit des arrêts de notre d. Cour des vingt sept novembre mil six cent quatre vingt quatorze deux juin mil sept cent dix huit vingt et un avril mil sept cent vingt cinq et dix mars mil sept trente huit et de l'arrêt du conseil d'Etat du vingt portant règlement des droits des apotiquaires et des chirurgiens du Royaume après que led. Chirurgiens de Chinon présens en personnes des nommés Lehan, Dumand, Donglebernes, Challuant, Liaur et Vincent étoient convaincus avoir

donné des medecines, julep, potions et autres remèdes ce que led. Denis présent avoir déclaré qu'il n'entendoit faire aucune fonctions de chirurgiens avait été ordonnés que les Chirurgiens et apotiquaires de lad. ville de Chinon se conformeroient aux d. arrêts et notamment à celui des vingt quatre et en conséquence que les d. Chirurgiens pouroient seulement traités les tumeurs, plaies, ulcères fractures et luxations tant par opération de la main que par aplication des remèdes extérieurs nécessaires aux d. opérations auquel efet pouroient faire et avoir chez eux Cautères, Emplâtres, onguens, linimens, Beumes, et poudres convenable auxd. opérations sans toutefois les vendre ny débiter autrement que led. Chirurgiens ne pouroient donner aucunes potions laxatives, altératives ou confortatives à la réserve des maladies veneriennes ou autres secrètes et que lesd. apotiquaires ne pourroient entreprendre ny exercer la Chirurgie ny faire aucune des opérations qui concernent les Chirurgiens à peine de tous dépens dommages et intérêts contre les contrevenants et avoir été permis au d. Denis de saisir sur les d. Chirurgiens les Remèdes de Compositions autres que celles exprimées par le d. arrêt du dix juin mi sept cent vingt quatre lorsqu'ils en tiendroient en leurs maisons et autres lieux et d'en poursuivre la confiscation devant le juge et faisant droit sur le surplus des conclusions et réquisitoires dud. Substitut de notre Procureur général ; lecture faite d'une copie de l'article d'un acte fait par la Communauté des maîtres Chirurgiens en leur chambre de Juridiction du vingt cinq avril lors dernier laquelle copie lesd. Chirurgiens avoient envoiés au premier Chirurgien du Roy et qui avoit été renvoïée au Substitut de notre procureur général pour notre premier Chirurgien après que lesd. Chirurgiens étoient convenus que l'acte avoit été arrêté dans leur Chambre de Jurisdiction dans les mêmes termes exprimés et portés par lad. copie et que led. acte contenoit entre autre chose ces termes et qu'en attendant pour éviter le déshonneur de recevoir ses avis (parlant de M^r Denis apotiquaire) n'aïant étudié ny en médecine ny en chirurgie sommes convenus de se trouver chez aucuns malades qu'il soigneroit afin d'éviter la honte d'exécuter les ordres d'un homme qui n'a fait que six mois d'apprentissage d'apotiquaire à l'occasion des seignées qui est la seule qui lui fait appeller le Chirurgien ordonnant au Docteur qui l'exécutoit le Procureur du Roy a menacé publiquement led. Sr. Donglebernes Prévôt et Grefier de servir d'exemple s'il refusoit aïant même appellé un huissier led. Sr. Donglebernes lui aïant répondu qu'il ne jugeoit la seignée ni nécessaire ni possible par raport à l'épuisement que causeroit au malade une superpurgation que lui avoit procuré le d. apotiquaire et qu'en conséquence de cet arrêté

les d. Chirurgiens avoient refusé d'aller dans les maisons de plusieurs habitans qui les avoient appellés pour être seignés sous prétexte seulement que led. Denis apotiquaire auroit entré dans la maison des d. habitans et dont les chirurgiens sont convenus persistants dans leurs oppositions pourquoi en cette partie led. acte de lad. Communauté du vingt cinq avril lors dernier ressentant la caballe contraire à l'obligation de la profession des chirurgiens au bien et aux bonnes mœurs auroit ordonné que led. acte seroit rapporté au Greffe dud. Bailliage de Chinon par le Greffier de lad. Communauté des Chirurgiens pour être les d. termes raïés et cassés en présence du substitut de notre Procureur général lequel seroit fait mention en marge du dit acte du paiement qu'il l'avoit ordonné auroit été enjoint au Greffier de la Communauté des Chirurgiens de faire dans huitaine du jour de la signification du présent apel de cinquante livres d'amande, auroit été fait défenses ausdits Chirurgiens de faire et arrêter en leurs Communauté de pareils complots sous de plus grandes peines et leur auroit été enjoint d'aller dans les maisons des habitans lorsqu'ils en seroient requis sans pouvoir s'en excuser sous prétexte que le dit Denis y fut entré, ou y avait été appelé sous les peines qu'il appartiendrait au cas de refus dépens compensés ce qui seroit exécuté suivant et aux termes de l'ordonnance Requête et demande de la Communauté des d. Chirurgiens de Chinon du douze février mil sept cent trente neuf a ce que les appellations et ce dont étoit apel fussent mises au néant emendant faisant droit sur le tout en déchargeant les dits Chirurgiens de la condamnation contre eux prononcée par la sentence du premier Aout mil sept cent trente huit défenses fussent faictes au d. Denis d'entreprendre sur l'art de Chirurgie tant directement qu'indirectement et pour l'avoir fait il fut condamné en premier lieu en l'amande de cinquante Livres portée par l'article trois des Statuts des d. Chirurgiens suivant qu'ils y avoient conclus par leur exploit du onze mars mil sept cent quarante quatre et en second lieu en l'amande de cinq cens livres portée par l'article six du titre deux des Statuts particuliers du Royaume enregistrés en nôtre dite Cour le treize août mil sept cent trente un suivant qu'il y avoient conclud par leur Requête et exploit du vingt quatre May mil sept cent trente huit et aux dépens des deux causes principales et en ceux de la cause d'apel requête et demande dud. Denis du quinze Avril mil sept cent trente neuf a ce que les dits Chirurgiens fussent déclarés non recevables dans leur apel de la sentence du seize Juin mil sept cent vingt deux ou en tout cas sur l'appel de la dite sentence que sur celui des autres deux rendues les vingt huit Avril mil sept cent vingt quatre et premier aoust mil sept cent trente

huit l'appellation fut mise au néant il fut ordonné que ce dont est apel sortiroit son plein et entière effet les d. Chirurgiens fussent condamnés en l'amande et aux dépens de la cause d'apel et demande arrêt du vingt deux Juin mil sept trente neuf que sur les appellations auroit apointé les parties au Conseil et sur les demandes en droit et joint cause et moien d'apel formées le neuf avril mil sept cent quarante deux par la d. Communauté des maîtres Chirurgiens de lad. ville de Chinon les d. causes d'apel servant aussi d'avertissement production des parties réponse à cause d'apel dud. Denis du vingt huit mil sept quarente deux servant aussi d'avertissement et de contredit contre la production des d. Chirurgiens salvations des d. Chirurgiens du vingt cinq May mil sept cent quarante trois servant aussi de contredit contre la production dud. Denis par requête du trente un Aoust mil sept quarante deux et contredit contre icelle de lad. Communauté desd. Chirurgiens de Chinon par Requête du quinze Juin mil sept cent quarante trois aditions de contredits des dits Chirurgiens du vingt Février mil sept cent quarante quatre contre la même production nouvelle dudit Denis par Requête du vingt Juin mil sept cent quarante trois employée pour salvation contre les contredits des d. Chirurgiens du vingt cinq May précédent contredits fournis par la ditte communauté des maîtres Chirurgiens de Chinon le vingt deux février mil sept cent quarante quatre contre la production nouvelle du dit Denis par Requête du vingt cinq Novembre mil sept cent quarante trois et contredits contre icelle des d. Chirurgiens du vingt quatre Février mil sept cent quarante quatre Requête et demande de la ditte Communauté des maîtres Chirurgiens de la Ville de Chinon du vingt Février mil sept cent quarante quatre a ce que sans s'arrêter à la Requête de d. Denis du quinze Avril mil sept cent trente neuf dont il seroit débouté et aiant égard à celle des d. Chirurgiens du douze Février précédent et en augmentant aux conclusions qu'ils avoient prises par la ditte requête les appellations et ce dont en appel fussent mises au néant dans toutes les dispositions des d. trois sentences des seize Juin mil sept cent vingt deux, vingt huit Avril mil sept cent vingt quatre et premier Aoust mil sept cent trente huit ce faisant en ce que touche l'apel d'icelle du seize Juin mil sept cent vingt deux il fut ordonné que tant dans les cérémonies et assemblées publiques que chez les malades ou les d. Chirurgiens et le d. Denis pouroient se rencontrer le d. Denis ne pouroit prétendre aucune place, rang ny préséance qu'après et au dessous de tous et un chacun les maîtres Chirurgiens et ce encore qu'il fut arrivé ou placé le premier ou sous quelque autre prétexte que ce fut et en ce que touchoit l'apel des deux autres sentences

des vingt huit avril mil sept cent vingt quatre et premier Aoust mil sept cent trente huit les Chirurgiens fussent déchargés de condamnation et des peines prononcés contre eux par les d. Sentences et spécialement par celle du d. jour premier Aoust mil sept cent trente huit défenses fussent faites de plus entreprendre à l'avenir directement ou indirectement sur l'art de Chirurgie et pour l'avoir fait il fut condamné en premier lieu en l'amande de cinq cent livres portées par l'article trente un des Statuts des Chirurgiens de Versailles enregistrées en notre ditte Cour le seize Mars mil sept cent vingt servant de Règlement à tous les autres Chirurgiens du Royaume suivant l'Edit du mois de septembre mil sept cent vingt trois enregistrée en nôtre Cour le huit octobre suivant ainsi que les d. Chirurgiens y avaient conclud par leur exploit du onze Mars mil sept cent vingt quatre sur lequel étoit intervenu la sentence du vingt huit avril suivant en second lieu en l'amande de cinq cents livres portées par l'article six du dit titre des statuts particulière des autres Chirurgiens du royaume enregistrée en notre dite Cour le trente Aoust mil sept cent trente un ainsi qu'il y avaient conclud par leur Requête et Exploit du vingt quatre May mil sept cent trente huit sur lesquels étoit intervenue la sentence du premier Aoust suivant le d. Denis fut condamné en outre en tous les dépens tant de causes principales que d'apel et demande au bas de laquelle requête ainsi employée pour écritures et production sur la demande en l'ordonnance de notre Cour qui l'a réglé en droit et joint et donné acte de l'employ Requête du dit Denis du seize Mars mil sept cent quarante quatre employées pour défenses et production en exécution de l'ordonnance production nouvelle des d. Chirurgiens par requête de cinq May mil sept cent quarante quatre et contredits contre icelle dud. Denis par requête du dix sept Juillet suivant autre production nouvelle de la d. Communauté des maîtres Chirurgiens de Chinon par requête du vingt cinq Février dernier contredits dud. Denis par requête du cinq du présent mois de Mars mémoire imprimé dud. Denis signifié le quatre dud. présent mois sommation générale de satisfaire à tous les règlements de l'instance conclusions de nôtre Procureur général tout et joint et considéré *Notre Dite Cour* faisant droit sur le tout a mis et met les appellations au néant ordonne que ce dont a été apellé sortira son plein et entière effet sur le surplus des autres demandes fins et conclusions met les parties hors de Cours condamne lad. Communauté des maîtres Chirurgiens de Chinon en l'amande de douze Livres et en tous les dépens des causes d'apel et demande envers le dit Denis si mandons mettre le présent arrêt à exécution suivant sa forme et teneur de ce faire te donnons pouvoir

donné en Parlement le seize Mars mil sept cent quarante cinq et de notre règne le trentième collationné signé Bicquet par la Chambre signé Dufranc scellé le trois Avril mil sept cent Quarante cinq Marjollier.

Je soussigné procureur en la Cour certifie que la présente copie est conforme à l'original de l'arrêt sur lequel elle a été tirée et laquelle a été par moi-même remise à M. Joseph Denis (2 mots illisibles) apothicaire à Chinon au profit duquel il a été rendu en foy de quoi j'ay signé à Paris ce trente Aoust mil sept cent quarante cinq.

Illisible.

La Communauté des Chirurgiens-Apothicaires de Ligueil

Pendant tout le xvii^e siècle, les chirurgiens et apothicaires qui exercèrent à Ligueil, petite ville située à quelques kilomètres de Loches, portèrent le titre de maître-chirurgien-apothicaire. D'après le Docteur Dubreuil-Chambardel (1), il semble bien que ceux-ci aient formé, à cette époque, une communauté autonome, dont nous ignorons la constitution et les règlements. Il serait cependant fort intéressant de savoir à quel genre d'examens ils étaient soumis.

Pour être extrêmement rare, le fait n'est cependant pas isolé. M. Rambaud (2) a cité en Poitou des chirurgiens-apothicaires ayant étudié les deux métiers, et exerçant principalement dans des petites villes comme Thouars et Bressuire vers la fin du xvii^e siècle. M. Bouvet (3) a mentionné la communauté des chirurgiens de Mortagne et réservé une étude spéciale à celle de Bellême (Orne). (4).

Ce qui fait le grand intérêt de cette communauté de Ligueil, ce sont les circonstances dans lesquelles elle est

(1) D^r Dubreuil-Chambardel. Les ancêtres de Bretonneau. Paris. Maloine 1905.

(2) Histoire de la Pharmacie en Poitou. Loc. cit.

(3) Histoire de la Pharmacie en France. Loc. cit. p. 217.

(4) Les Apothicaires de Bellême in Pharmacie Française. nov. 1925.



Théodore BRETONNEAU

Chirurgien-Apothicaire à Ligueil.

née et les personnalités de ceux qui en furent, involontairement, du reste, les créateurs.

Théodore Bretonnayau, docteur en médecine à Beaulieu-les-Loches, voulut faire de son fils Théodore Bretonneau, né à Beaulieu en 1597, un apothicaire. Celui-ci fit son apprentissage à Ligueil chez l'apothicaire Collineau et obtint la maîtrise à 20 ans.

Ses examens terminés, il n'abandonna point Ligueil. Mais, à l'époque il devait être particulièrement difficile de s'y créer une situation convenable. La phlétore, dans les professions médicales était encore pire qu'aujourd'hui : dans une ville dont la population devait varier de 1.400 à 1.800 habitants et qui en compte aujourd'hui encore à peine 2.000, il existait en 1625, 6 chirurgiens ou apothicaires. En 1652, il y en avait 9.

A peine installé, ne craignant pas d'avoir recours à des expédients, Bretonneau entra en relations avec un maître-chirurgien nommé Bertrand Bonneau, natif de Ligueil, fils du chirurgien René Bonneau. L'apothicaire et le Chirurgien conclurent une association pour s'aider l'un l'autre, en se partageant la clientèle, et un accord fut passé le 25 septembre 1619 devant M^e Gervais, notaire. L'accord était conclu pour 9 ans ; deux ans ne s'étaient pas écoulés qu'il était rompu, Bretonneau étant accusé de n'avoir pas tenu ses engagements. Voici l'acte de rupture de l'association (1).

« Comme ainsy soit cy devant le vingt cinquiesme jour de septembre mil six cens dix neuf honorables personnes Bertherand Bonneau, M^e chirurgien et Théodore Bretonneau, M^e appoticaire, demeurants en ceste ville de Ligueil, se feussentz par acord passé par Gervais, notaire de la baronnye dud. Ligueil, assotiez pour faire l'exercice ensemble de leurs d. art, et en recepvoir les produits par moityé pour le temps et espace de neuf années, à la charge contenue par susd. accord de payer et rembourser led. Bonneau de la moityé de la vailleur de ce qui seroit fourny par led. Bonneau esd. deux boutiques de chirur-

(1) Archives notariales de Ligueil, non classées. Publiées par le D^r Dubreuil-Chambardel. Loc. cit.

gie de formasye, selon l'estimation qu'il en pourroyt estre faicte par M^e Etienne Guyot appoticaire à Sainte Maure et René Geslin, chirurgien, ...suivant les termes portés et contenue par led. accord et par le moyen de laquelle association ; et attendu que led. Bretonneau avoit depuis icelle levé boutique et vendu marchandise en icelle sans du tout en tenir compte aud. Bonneau, auroyt icelluy Bonneau faict assigner icelluy Bretonneau pour ce veoir condamner luy tenyr compte de la marchandise qu'il avoit distribuée en lad. boutique nouvellement levée par le d. Bretonneau, prétendant led. Bonneau par le moyen de lad. association ne pouvoir vendre aulcune chose sans le rapporter à la masse et en faire partage par moityé, à laquelle affirmation led. Bretonneau avoit allégué ses deffenses ; sur les quelles demandes et differend et autres prétentions que led. Bonneau pourroyt avoir contre led. Bretonneau et led. Bretonneau contre led. Bonneau, ont icelles parties, pour norrir pais et amytiés entre elles et aussy pour assoupir et terminer lesd. differends et prétentions, transigé, pacifyé, et accordé, transigent, pacifient et accordent en la forme et manyère qui s'ensuyt. C'est assavoir que ce jourd'huy quatriesme jour de may mil six cens vingt un, avant midi, en la cour royal de Tours, pardevant nous notaire susd. residant à Ligueil, furent présent en leurs personnes establis et deubment soubsmis lesd. Bonneau et Bretonneau, lesquels par l'advis de leurs amis pour assoupir tous leurs differends consentent la cassation de leurd. association passée par led. Gervay led. jour vingt cinquiesme de septembre mil six cens dix neuf moyennant que icelluy Bonneau a promis et s'est obligé rendre et payer aud. Bretonneau la somme de quatre vingtz troys livres dix sept sols, six deniers, par led. Bretonneau à luy baillée auparavant ce jour sur ce qu'il eust peu debvoir pour la moytié du fournissement faict par led. Bonneau de ce qui est esd. boutiques, sur laquelle somme sera néanmoins desduit sçavoir : la somme de six livres tournoys pour une moytié d'une année de la ferme de la maison où demoure led. Bretonneau escheue... dernyer ; plus neuf livres pour ung poinson de vin vendu et livré par led. Bonneau aud. Bretonneau, et la somme de quatre livres dix sols moityé de neuf livres que led. Bretonneau a dit avoir recue assavoir : six livres de Perderais (?) et trois livres de M^r Michel Sornet pour medicaments fournys, en somme reviennent lesd. sommes à la somme de dix neuf livres dix sols, laquelle somme desduicte sur lad. somme de quatre vingt troys livres dix sept sols six deniers reste deub par led. Bonneau aud. Bretonneau la somme de soixante quatre livres sept sols six deniers que icelluy Bonneau a promis (?) et s'est obligé payé aud. Bretonneau dans le jour de Saint Jean Baptiste prochainement venant,

avec compte... par le moyen de laquelle presente obligation sont et demourent lesd. partyes de leur consentement en tel estat comme elles estoient au commencement de l'association, et led. Bonneau en ce faisant seigneur de ce qui est en lad. boutique tant de chirurgie que de formasye. Et en ce cas qu'il soyt deub aulcune chose pour médicaments par eux ageitez sera le tout payé par moityé ; ce sera aussy partagé par moitié les sommes de deus qui sont demeurés en commun depuis lad. association jusqu'en aujourd'huy ; pour recepvoir lesquel deus sera mis dans troys jours par led. Bretonneau le pappier journal entre les mains de l'un de leurs amys dont ils conviendront, comme aussy les obligations et cedulles desquelles sera fait estat...

Et a esté l'argent trouvé au contour partagé par moityé par lesd. partyes lesquelles le ont reconnu... fait et passé en lad. ville... avant midy, présent honorable homme M^e Estienne Poupelault, marchand demeurant en la ville de Sainte Maure et R. Ridot, marchand, demeurant paroisse de Cussé, tesmoins.

Bonneau ; Bretonneau ; E. Poupelault
Ridot ; Besnard.

Chacun retourna dans sa boutique, mais les relations entre les deux familles Bretonneau et Bonneau n'en continuèrent pas moins à être très cordiales. Théodore Bretonneau épousa la propre sœur de Bertrand Bonneau, Isabelle, et en 1663, la fille de son frère René, apothicaire à Loches, épousa le fils de Bertrand Bonneau, chirurgien à Ligueil.

L'acte d'association de 1619 eut des conséquences que leurs auteurs n'avaient pas prévu : ils furent imités par leurs confrères. Peu à peu, l'habitude fut prise d'exercer les deux métiers. C'est ainsi qu'en 1639, Théodore Bretonneau exploitait pour son propre compte deux boutiques de chirurgie et de pharmacie. A partir de cette date, son nom est suivi de la double qualification de maître chirurgien-apothicaire. Il n'y avait pas de raison qu'il fut seul à porter ce titre ; là encore, ses confrères suivirent son exemple.

Le docteur Dubreuil-Chambardel a retrouvé dans les actes d'état-civil de Ligueil et dans les archives notariales quelques mentions de cette communauté de

chirurgiens-apothicaires. En 1653, Théodore Bretonneau était juré, en 1692, René Bonneau ; en 1696, Louis Mocquet ; en 1653, Louis Mocquet était greffier ; en 1689, Michel Pizé ; en 1699, Jacques Marchand, de Ciray-la-Latte.

Les familles Bonneau et Bretonneau ont laissé un exemple magnifique d'hérédité professionnelle. Les deux fils de Bertrand Bonneau : Henri, né en 1629, René, né en 1642 (époux de Marguerite Bretonneau), et les deux fils de son frère René Bonneau : René, né en 1625, et Théodore, né en 1629, furent tous les quatre en même temps installés comme Maître Chirurgien-Apothicaire à Ligueil. Le fils de René, né en 1656, le fut également, ainsi que le second des fils de Théodore Bretonneau (1), Louis, né en 1629.

Ainsi un lignage unique, descendant d'une part de Jean Bretonnayau, docteur en médecine en Anjou au xv^e siècle, et d'autre part, de Thibault Lespleisgney, le plus remarquable représentant des apothicaires tourangeaux, composé pendant quatre siècles, sans interruption, d'apothicaires, de médecins et de chirurgiens, devait aboutir au xix^e siècle à l'un des plus illustres maîtres de la science française, Pierre Fidèle Bretonneau.

Apothicaires et épiciers, charlatans... etc...

Nous n'avons pas trouvé trace en Touraine, de conflits sérieux, comme il en a existé ailleurs, avec les épiciers. Sans doute l'article suivant des statuts qui interdit formellement l'exercice de la pharmacie aux épiciers a-t-il été observé.

« ...et, s'il est trouve que les drogueurs et espiciers simples facent aucunes compositions comme font les espiciers appothicaires et qu'ils les administrent aux mala-

(1) Théodore Bretonneau eut quinze enfants. Neuf de sa première femme, Isabelle Bonneau et six de la seconde, René de Betz.

des et distribuent à aultres lesdictes compositions de quelque sorte qu'elles soient seront confisquees et lesdictz simples espiciers condempnez en dix livres tournoys d'amende aplicable comme dessus parce que ceulx qui sont espiciers ne sont pas appoticaire may les appoticaire espiciers ». (Tours. Art. 9).

A Chinon, en plus des droits qu'ils tenaient de leur maîtrise, les apothicaires avaient la liberté au même titre que les épiciers, droguistes, grossiers et ciergers, « de faire ouvrage de cire si bon leur semble et l'exposer en vente en leurs boutiques. »

En ce qui concerne les empiriques et les charlatans, on a vu dans un chapitre précédent, de quelle façon Henri II s'était élevé dans son règlement de 1556 contre leur malfaisance. Les statuts de Tours condamnent avec une fermeté toute particulière leurs pratiques et des peines sévères sont prévues pour eux.

« Pareillement qu'il soit prohibé a tous devins teumaresse sorciers sorcières empiriques et aultres gens de quelque art estat quallité ou condition qu'ils soient de entremesler ne entremectre dudict art et estat d'appoticaire ou medecine en quelque sorte et manière que ce soit tant a bailler ou faire bailler brevaiges soient simples ou composez ungens ne emplastres ne aultres choses concernant l'art de medecine s'ils n'ont este examinez experimentez comme dict est sur peyne de vingt livres parisis d'amende applicquable comme dessus et en punition corporelle et bannissement dudict pays et duché de Touraine ».

(Tours Art. 10).

Contrôle des actes professionnels de l'apothicaire

a) Chez les Apothicaires

Les communautés attachèrent toujours une très grande importance à la visite des boutiques et des drogues par les maîtres jurés. Toutefois, contrairement à ce qui se passait dans presque toutes les autres provinces, les apothicaires de Touraine, jaloux de leur indépendance et de leurs libertés, ne consentirent jamais à être visités par des médecins. On a vu qu'en 1518 au moment où François I^{er} décida de réglementer la

profession, c'était un point sur lequel les apothicaires n'admettaient aucune concession et discutaient le plus âprement. Si le règlement d'Henri II de 1556 impose des visites faites par les médecins et les échevins, les statuts de 1565 ainsi que ceux de Chinon ne mentionnent plus que les maîtres jurés.

Quoi qu'il en soit de ce point de détail, les visites paraissaient si nécessaires que la première ordonnance de 1547 en prévoit une par semaine :

Les quatre maîtres élus

« feront serment en tel cas requis visitées une fois la semaine les drogues des medecines et pharmaques qui se exposent et appliquent au corps humain pour sçavoir si elles sont bonnes naturelles, et cordiales, et de la bonté requise, pour la préservation de la santé du corps humain de quoy seront yceux maistres tenus faire bon et loyal rapport à Jurée afin de procéder par confiscation et telles peines qu'il appartiendra ».

Le règlement de 1556, que nous avons cité intégralement, prévoit une visite mensuelle et des amendes appliquées pour les cas où les drogues ne seraient pas trouvées en quantité suffisante ou seraient de mauvaise qualité. Et si malgré amendes et injonctions, les maîtres apothicaires « seront trouvez contumax et perseverans, ils seront du tout privez de leur dict estat, avec inionction de tenir leurs boutiques closes et fermées. »

L'article 19 des statuts de Tours règle le nombre des visites et les droits des jurés qui en sont chargés.

Ceux-ci devaient faire deux visites par an et fournir chaque année un rapport au gouverneur et bailli de Touraine. Sous aucun prétexte les maîtres ne pouvaient se dérober à ces visites qui pouvaient être faites aussi bien dans leurs boutiques que dans leurs magasins ou « aultres lieux domestiques » : ils devaient en outre, prêter serment qu'ils ne possédaient aucune autre marchandise que celle qu'ils présentaient dans ces différents endroits.

« Pour subvenir et mélïorer ledict art soit ordonné qu'il soit faict et coutume faire visitations deux fois l'année seulement par lesdictz quatre maistres appoticaï-

res espiciers e droguistes tant en leur boutiques magasins que aultres lieux domestiques. lesquels jurez leur feront faire serment s'ils ne possède autrement ou font retenir par fictions ou autrement drogueries fors ce qu'ils leur presenteront e mettront en dedans sans que aultres que lesdictz maistres jurez dudict art en puissent faire ou avoir la cognoissance desdictes visites nonobstant aultre provision venire ou a donner au contraire et seront tenuz lesdictz quatre maistres faire bon e loyal rapport de ce qu'ils auront faitets desdites visites par devant monseigneur le gouverneur e bailly du pays e duché de Touraine une fois l'an seulement et au cas que l'un d'iceulx appoticairez espiciers e drogueurs fussent reffusans ladite visitation leur estre faicte et qu'ils ne vouldissent faire ouverture de leur susdictz maisons boutiques et aultres lieux puissent estre condempnez en cent solz tournoys d'amande applicable comme dessus ».

Toutes les drogues, compositions ou médicaments qui étaient trouvées corrompues ou altérées devaient être immédiatement rejetées, en présence des jurés, sous peine d'amende pour le maître qui n'aurait pas voulu se plier à cette règle.

« Et lesdictz maistres jurez faisant lesdictes visites des boutiques dudict estat ne laisseront quelsconques choses corrompues inneterées ne rancidées mais par eux seront expulsées et mises au néant premier que issir desdictes boutiques et en cas de reffus par iceulx visitez payeront cent solz tournoys d'amande applicable comme dessus moictié audict sieur et moictyé a la boiste ».

C'était également au cours de ces visites que les jurés percevaient les sommes nécessaires à la communauté.

A Chinon, les jurés faisaient quatre visites par an, « en vertu de commission dudict lieutenant ». Les règlements étaient plus sévères qu'à Tours ; on ne se contentait pas de jeter les drogues défectueuses, et les jurés étaient assistés dans leur office...

« d'un sergent royal qui fera procès-verbal de composition, des drogues et especes qui seront arguées de defection ou faulceté lesquelles ils saisiront pour estre dans le jour de la saisie qui en aura esté faicte représentée devant le lieutenant, peine contre les jurez et le sergent d'amende arbitraire pour estre contre les délinquants pourveu par le Juge ainsi qu'il appartiendra ». (Tours. Art. 31).

Le droit de visite ne se limitait pas aux apothicaires de la ville et des faubourgs, mais s'étendait à tous ceux du ressort de Chinon. Dans ce cas, il n'était effectué qu'une visite annuelle.

« pour par iceux jurez admettre ou rejeter lesdictes drogues tant simples que composées dont sera par eux faict procès-verbal pour icelluy raporté y estre pourveu par ledict lieutenant général, present le procureur du roy, et remédier a l'abus ainsi que de raison.

b) *Chez les autres commerçants*

Les droguistes et les épiciers étaient soumis à la visite des maîtres jurés apothicaires ; ceux-ci devaient également visiter toutes les maisons dans lesquelles ils pouvaient supposer un dépôt ou un commerce illégal de médicaments, pour en pratiquer la saisie et en informer la justice :

« Les maistres jurez appoticairez faisant leurs visitations visiteront les drogueurs et simples espiciers pour et a fin de veoir s'ils auront et tiendront en leurs boutiques ou aultres lieux a eux appartenant quelques compositions et mauvaises drogues affin d'estre prinses et emportées par lesdictz jurez pour estre mises entre les mains de justice pour après en estre ordonné selon raison en par mesme moyen. Visiteront lesdictz jurez toutes les maisons qui seront douteuses la ou ils penseront qu'il y ayt aucuns medicamens ou medecines dont il y en a plusieurs qui en abusent au grand dommaige de la république e de la santé des corps humains et s'ils y trouvent aucunes compositions ils les mectront es mains de justice pour estre confisquées. (Tours. Art. 16).

A Chinon, les maîtres jurés étaient également tenus de visiter deux fois par an les boutiques et magasins des droguistes, grossiers et épiciers. Et ceux-ci ne pouvaient « faire venir aucunes sortes de marchandises pour les exposer en vente en cette ville et faubourgs qu'elles n'ayent esté premièrement visitée par lesdictz maistres jurez. »

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, qu'à Tours comme à Chinon les marchands devaient faire examiner leurs marchandises avant de les mettre en vente.

Visite des Poids et Balances

Cette visite, non seulement en ce qui concernait les apothicaires, mais « pour le faict de tous marchanz vendans drogues, espiceries et aultres choses concernant et deppendant de l'estat d'appoticquaire espicier et drogueur » était confié aux maîtres jurés apothicaires.

A Chinon, c'étaient eux qui avaient la garde « de l'estalon desdictz poids. »

« pour en cas de malversations et que sy aucun use de faulx poidz et de faulces balances les saisir et mettre en la main du roy et le relever a justice pour en estre ordonné ce qu'il appartiendra.

La concurrence des Pouvoirs Publics

Les Remèdes du Roi

Le trop grand nombre d'apothicaires rendait parfois très difficile, nous l'avons vu, la situation de chacun d'entre eux. Pour vivre, il devait non seulement se faire une place au milieu de ses confrères, mais lutter encore contre la concurrence des médecins, des chirurgiens, des épiciers.... ect.

A la fin du ^{xviii}^e siècle, un nouveau concurrent naquit en la personne du Roi. C'est que l'état des mœurs, l'intérêt public, la charité même l'exigeaient.

Depuis 1769 il était d'usage de faire distribuer aux pauvres dans les campagnes, au nom du Roi, une certaine quantité de médicaments, destinés principalement à lutter contre les épidémies et à les prévenir. En 1776, le nombre de ces médicaments, appelés Remèdes du Roi, fut jugé insuffisant. De 774 boîtes distribuées précédemment, le nombre en fut porté à 2.258 pour la France. M. de Lassonne, conseiller d'Etat, premier médecin du Roi et premier médecin de la Reine était chargé de leur préparation et de leur distribution.

Nous avons retrouvé aux archives d'Indre-et-Loire (1)

(1) Série C. 354.

un certain nombre de pièces se rapportant à l'envoi des Remèdes du Roi en Touraine. Voici d'abord, l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, extrait des registres du Conseil d'Etat en date du 9 février 1776, qui ordonne l'augmentation des boîtes :

« Le Roi s'étant fait représenter, en son conseil, l'arrêt du 1^{er} Mars 1769, par lequel le feu Roi avoit ordonné que pour prévenir et guérir plusieurs maladies epidemiques, dont les peuples, et surtout les habitans des campagnes étoient souvent attaquée, il serait envoyé chaque année aux sieurs Intendans et Commissaires départis dans les différentes Généralités du Royaume, la quantité de sept cens quarante deux petites boîtes de remèdes, et trente deux grandes, pour être par eux confiées à des personnes charitables pour en faire la distribution ; et sa Majesté étant informée que la bonte de ces remèdes, dues aux soins du sieur de Lassone, Conseiller d'Etat premier medecin du Roi en survivance, et premier médecin de la Reine, que Sa Majesté a chargé de leur composition, et qui s'en acquitte avec un desinterressement digne d'éloge ; que le zèle et l'attention avec lesquels les sieurs Intendans et Commissaires départis entrent dans les vues de sa Majesté pour leur distribution, procurent aux habitans des campagnes, de si grands avantages, en mettant à portée de prévenir et de guérir les maladies qui ne les affligent que trop souvent, qu'il seroit à desirer que ce genre de secours fut plus multiplié ; que par une légère augmentation et une nouvelle subdivision, les remèdes parviendroient dans les endroits les plus éloignés, sans rien perdre de leur vertu : Et Sa Majesté voulant donner à son peuple des preuves de son amour paternel, et de son attention pour tout ce qui peut contribuer à leur soulagement et à leur conservation : Oui le rapport du Sieur Turgot, Conseiller ordinaire au Conseil Royal. Contrôleur général des Finances ; Le Roi étant en son Conseil, a ordonné et ordonne : qu'au lieu de sept cent quarante deux boîtes de remèdes qui étoient envoyées aux Sieurs Intendans et Commissaires departis dans les provinces, il en fera chaque année, à commencer de la présente, envoyer la quantité de deux mille deux cents cinquante huit, dont trente deux grandes et deux mille deux cents vingt-six petites boîtes ; qu'à cet effet le Sieur de Lassone, chargé par sa Majesté de la Composition desdits remèdes, en remettra ladite quantité avec les imprimés d'instructions pour l'usage d'iceux, boîtes, fioles, pots, caisses et emballage, au sieur Guillaume François Ribouey-Desnoyers que sa Majesté charge de l'envoi desdits remèdes, pour être par ledit sieur Desnoyers, adressé

aux sieurs Intendants et Commissaires départis, à proportion de l'étendue et des besoins des différentes généralités, sur les ordres qui lui seront donnés à cet effet par le sieur Contrôleur général des finances, et être, par lesdits sieurs Intendants, confiés à des personnes charitables et intelligentes dans les campagnes pour être par eux distribués aux pauvres habitants d'icelle seulement.

Fait Sa Majesté très expresses inhibitions et defenses a toutes personnes de quelqu'état, condition et qualité qu'elles puissent être, de troubler et inquiéter le Sieur de Lassone dans la préparation et fournitures desdits remèdes, le sieur Desnoyers dans l'envoi d'iceux, et les personnes chargées par les sieurs Intendants et Commissaires départis dans la dite distribution, à peine de tous dépens, dommage et intérêts. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le neuf Février Mil sept cent soixante seize.

Signé : De Lamoignon.

A Paris

de l'Imprimerie Royale.

M. DCC2XXVI.

Le vingt six mars 1776, M. de Lassone écrit à M. du Cluzel, intendant de la généralité de Tours, pour l'informer de l'envoi d'une caisse contenant 72 petites boîtes et une grande, celle-ci destinée personnellement à l'intendant, dans laquelle il devait avoir le plaisir de trouver un livre de très bon quinquina.

A Paris, de l'Imprimerie Royale. M.DCCLXXVI.

« Monsieur,

Le Roy par un nouveau trait de sa bienfaisance aiant approuvé une augmentation désirée des remèdes destinés aux pauvres malades des campagnes, et dont l'envoi général se fait chaque année dans toutes les provinces du Royaume, il a été ordonné que désormais le nombre des petites boîtes affectées à chaque généralité serait triple. En conséquence j'ay l'honneur de vous donner avis que vous recevrez une caisse contenant soixante et douze petite boîtes, et une grande qui vous est destinée, et ou se trouve une livre de très bon Quinquina que je vous prie, Monsieur, d'agréer. Toutes les boîtes sont garnies des quantités des remèdes que les listes imprimées ci-jointes indiquent. Il a de plus été réglé, que pendant trois ans de suite, à commencer de cette année il seroit envoyé un nombre de petites balances avec leurs poids faisant le tiers du nombre des petites boîtes. Je vous supplie de prescrire aux personnes charitables a qui vous distri-

buerez ces balances de le bien conserver, vous aurez la bonté de faire examiner à l'ouverture de la Caisse si rien n'a été cassé ni dérangé et vous voudrez bien m'en faire donner avis.

Je suis avec respect Monsieur

Votre très humble et très obéissant serviteur
Lassone.

Le 5 avril 1776, Turgot confirme la lettre de M. de Lassone en avisant lui-même M. du Cluzel :

« Sur le compte que j'ai rendu au Roi, Monsieur, de la nécessité d'augmenter et de subdiviser les remèdes accordés chaque année pour le soulagement des pauvres habitants des campagnes, Sa Majesté a ordonné que le nombre des boîtes seroit fixé à 73 au lieu de 25 qui vous étoient adressés précédemment. Vous recevrez en conséquence sous peu de jours une caisse contenant 73 Boîtes de remèdes. L'intention du Roi en faisant porter ces secours dans les endroits les plus retirés des campagnes, est que vous donniez les ordres les plus précis pour que la distribution s'en fasse avec soin. Vous voudrez bien m'accuser la reception de cette caisse et m'adresser un Etat contenant les noms et les demeures des personnes auxquelles vous jugerez à propos de les confier, je vous serai obligé aussi de m'informer du succès de ces remèdes pendant le cours de cette année.

Je suis parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur

Turgot.

et le 5 mai M. du Cluzel répond en ces termes à Turgot :

« J'ay reçu la caisse de remèdes du Roy que vous m'avez fait l'h^r de m'annoncer par votre lettre du 5 avril dernier. Je redoubleray de soins pour que la distribution que j'en feray dans les 3 Provinces qui composent la Généralité de Tours puissent répondre aux vuës bien faisantes de S. M. et aux Votres.

L'augmentation de ces boîtes en est une nouvelle preuve, et le gage d'une reconnaissance générale, dont je me trouve heureux en ce moment d'Etre l'Interprète. J'auray. Monsieur, attention à vous faire passer l'état des personnes auxquelles ces boîtes auront été confier.

Je... etc...

La distribution de ces remèdes prouve une fois de plus la sollicitude et l'amour que le Roi portait aux plus humbles et aux moins favorisés de ses sujets. Les apothicaires se montrèrent-ils froissés d'en être tenus à l'écart ?

Aucun document ne nous permet de savoir quel fut leur attitude vis-à-vis de l'intendant, s'ils approuvèrent ou désapprouvèrent cette distribution faite en dehors d'eux et dans quelle mesure elle pouvait leur porter préjudice.

Les charges de l'apothicaire

A l'article 18 des statuts de Touraine, dont la rédaction est malheureusement très obscure, les apothicaires prient le Roi de les exempter d'un certain nombre de charges, notamment « des fraiges et commandise de ladicte ville » donnant comme raison que :

« les maistres appoticaies espiciers de la ville de Paris cappitale du Royaulme sont exemptz librez et affranchir de la servitude ordinaire de guet tant de jour que de nuit et de toutes aultres charges subcides et subventions quelsconques que ont accoutumé faire et payer les aultres artisans e mestiers de ladicte ville de Paris actendu que ordinairement les dictz maistres sont subjectz visiter e soullager les mallades tant de jour que de nuit exposant leur vye ensemble leur famille en peril e danger de mort que reaulment est probable... »

Nous avons trouvé dans le registre des délibérations du corps de la ville de Tours (1) une charge militaire très curieuse imposée aux communautés de la ville ; celle des apothicaires négligea de se conformer à ses obligations, ce qui lui valut des poursuites et sans doute le paiement d'une amende élevée. Voici, en effet, ce qui advint.

Louis XI, voyant quelle force représentait les corporations, voulut les utiliser pour la défense militaire de la province. Au commencement de son règne, il obligea chacune d'entre elles à se munir d'une ou de plusieurs pièces de canon, pour en faire autant de compagnies d'artillerie.

Cet ordre fut exécuté par la plupart des communautés ; mais l'occasion de se servir de ces moyens de défense

(1) Archives municipales de Tours. Registre 15.

ne s'étant pas présenté, il advint que les communautés ne se préoccupèrent plus de leurs armements.

François I^{er} pensa à remettre cette force sur pied, pour l'utiliser en cas de besoin. Le registre des délibérations nous apprend que le 25 août 1522 le corps de ville donna l'ordre à tous les maîtres jurés des corporations de métiers d'apporter incontinent toutes leurs pièces de canon marqués du sceau de chaque corporation, avec la poudre, les boulets et les mortiers nécessaires sous peine de cent livres d'amende pour celles qui ne s'y conformeraient pas.

L'émoi fut grand parmi les communautés ; dans quel état devaient se trouver les pièces depuis le temps qu'elles étaient abandonnées. Pour beaucoup, le problème se posa de savoir où elles pouvaient se trouver, ce qui amena sans doute des scènes fort pittoresques. Plusieurs d'entre elles ne purent le résoudre.

Notamment, les pauvres apothicaires qui sans doute ne s'étaient jamais sentis des âmes de guerriers. Ils n'étaient pas les seuls : les barbiers-chirurgiens, les pâtisseries, les cordiers, les brodeurs, les selliers, les mégissiers, les chaussetiers et les orfèvres furent poursuivis en même temps qu'eux, pour ne pas avoir respecté les décisions royales et ne pas s'être préoccupés de la défense de leur ville. Les uns et les autres furent sans doute condamnés à l'amende de cent livres, mais nous n'avons retrouvé aucune trace ni du procès ni de la condamnation. Les apothicaires eurent-ils plus tard à s'improviser artilleurs ? C'est bien peu probable et ils continuèrent sans doute à montrer peu d'empressement et de goût pour les choses militaires.

Dans le mémoire que nous avons reproduit, Joseph Denis, de Chinon, déclare que les apothicaires exerçant un art libéral et non « mécanique », un art qui suppose des lettres « ont eu dans tous les temps l'honneur d'être admis aux charges municipales, au Consulat et à l'Echevinage » à l'exclusion des chirurgiens-barbiers. Nous n'avons pas eu la chance de relever dans les

pièces d'archives des noms d'apothicaires ayant occupé des charges publiques, mais nous avons trouvé, aux Archives Nationales, la copie du contrat établie pour le mariage de Marie Péan, fille de Jacques Péan, exerçant en même temps que son métier d'apothicaire, la charge de lieutenant des ouvriers de la monnaie dans l'atelier royal de Tours. Il est intéressant de citer cette pièce, car la famille Péan est une des plus importantes familles d'apothicaires de Touraine.

Elle pouvait être considérée également comme une des plus notables de la ville et le mariage de Marie Péan, avec un secrétaire du roi, procureur au Parlement de Paris en est une preuve.

Insinuation au Châtelet de Paris, le 28 Février 1609 du contrat passé le 9 novembre 1608 à Tours, devant Bernard Duret, notaire à Tours, pour le mariage de :

« Noble Jean de Malerault, secrétaire du roi en sa maison de Navarre, procureur au Parlement de Paris, demeurant paroisse St Séverin, — avec

Marie Péan, fille de Jacques Péan, maître apothicaire à Tours, lieutenant des ouvriers de la monnaie de Tours et de Marie Chabaire, demeurant paroisse St Hilaire à Tours.

Parmi les temoins, parents etc....

pour le futur : Jean Chevet, Chanoine de Tours, Auguste Chevet, bourgeois de Tours, cousins paternels du futur, Jean Lecompte, conseiller du roi, contrôleur-général du taillon, demeurant à Tours.

pour la future : Jean Péan, maître apothicaire, monnayeur en la monnaie de Tours, Marc Péan, maître ouvrier en soie, ouvrier de la monnaie, oncles paternels de la future, Jean Péan le jeune, maître apothicaire, ouvrier en la monnaie, René Lallyer, marchand et prévost des ouvriers de la monnaie, cousins germains de la future, Louis Leroux apothicaire, Michel Richard, maître ouvrier en drap de soie, cousins, René Lejeune, marchand bourgeois, François Bourgault, marchand drogueur, François Testu, procureur au présidial de Tours, cousins paternels, Jacques Péan, compagnon apothicaire, frère de la future, demeurant à Tours. (1)

A des titres divers, des exemptions de charges pouvaient être accordées: A Amboise, dans « le compte troi-

(1) Archives Nationales. Y 148.

sième et dernier de Jehan Decours, recepveur des denyers communs... pour l'an 1550 » nous relevons que Claude de Villeroys, apothicaire et valet de chambre de la feue reine de Navarre, est déclaré exempt de l'emprunt demandé cette année par le roi à la ville. (1).

A Amboise également, dans une lettre datée du 9 sepécembre 1762, Henri de Rosset de Fleury, archevêque de Tours, invite les officiers d'Amboise à exempter des charges publiques l'apothicaire de la ville qui s'était engagé à servir les pauvres de la maison-Dieu et à leur fournir les remèdes pour la somme de vingt écus par an. (2).

Par contre à Chinon, le 5 octobre 1767, le sieur Perthuis apothicaire du couvent des Capucins, est obligé de fournir gratuitement des remèdes aux religieux. (3).

Mathieux Fanjoux mérita par ses qualités de tireur d'arc le titre de Roi du Papegault, ce qui constituait une véritable charge et conférait à celui qui le portait les privilèges d'une exemption des droits d'entrée sur le vin et le logement des gens de guerre. On lit dans le Registre des Délibérations du Corps de ville de Tours, le 30 avril 1658. (4).

« sur ce qui a été représenté par nous, maire, que maistre Fanjoux M^e Apothicaire en ceste ville, nous estoit venu trouver assisté de quelques chevaliers du noble jeu de l'arquebuse qui nous ont certiffié que le dit Fanjoux, aussy assisté des dits chevalliers a esté déclaré le Roy du dit noble jeu pour avoir trois fois de suite frappé et mis la dernière fois par terre la papegué. Requerant selon la formule ordinaire estre Roy et y prester le serment en ce corps. La matière mise en délibération a esté conclud que ledit Fanjoux sera reçu audit serment pour faire

(1) Archives d'Amboise Série C. C. 151. Fol. 17.

(2) Archives d'Amboise Série A. A. 118.

(3) Archives de Chinon, B. B. 26.

(4) Publié par Boutineau. Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire. Février 1906.

l'exercice de la dite charge, jouir des privilèges y attribuez et ayant esté fait entrée, assisté des nommés Bourgaut, Moreau, Bardeau, Fleury, et Menessier chevalliers dudit jeu. Avons de luy receu le serment au cas requis par lequel il a promis et jure de se bien comporter au dit exèrcice, entretenir les réglemens du dit jeu, pour rendre capable au service du Roy, ceux qui s'y exercent et désirent y être admis. »

CHAPITRE CINQUIÈME

Le rôle officiel de l'Apothicaire

Les archives de Touraine sont extrêmement riches en documents concernant les hopitaux et en général tout ce qui se rapporte à l'hygiène et à la santé publiques, à la lutte contre les épidémies, aux efforts incessants des autorités civiles ou religieuses pour remédier par la charité et le dévouement aux misères et aux maladies. Malheureusement, ceux qui intéressent plus particulièrement la pharmacie et le rôle des apothicaires sont extrêmement rares. En général, comme presque partout en France sous l'Ancien Régime, les apothicaireries des hôpitaux étaient tenues par des religieuses, qui confectionnaient elles-mêmes leurs médicaments, en s'approvisionnant pour tout ce qui leur manquait chez les droguistes, les grossistes ou les apothicaires de la ville.

Nous avons longuement dépouillé les liasses de document recueillis ou recopiés par le Docteur Grandin, ancien professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Tours ; ce qui a trait aux apothicaires y tient une place infime.

Nous ne pourrons donc guère nous étendre sur ce chapitre et nous nous contenterons de citer les principaux témoignages que nous avons recueillis.

Ce sont tout d'abord des mémoires de médicaments

fournis aux hopitaux; ils nous renseignent sur les agents thérapeutiques couramment employés.

En 1549, Martin Laurier fournit à « l'aumonne » de Tours (1) les médicaments suivants (2) :

Parties fournies a laumonne de tours par martin laurier appore et pre- mièrement, le 9° jour de decembre 1549 baillé à un aveuge un dose si- rop par le commendement de mon- sieur le receveur d'argentan, pour ci .	2 sols .
plus baillé a une nourisse du saint es- prit une medecine laxative pour ci . .	5 sols
plus a la dicte nourisse ung ungant pour la doulleur de cousté pour ci . .	5 sols
le tout baillé par le commendement de monsieur le receveur d'argentan plus baillé une livre ... (3)	
par le commendement de la clerté, pour ci	3 sols
le 5° jour de janvier baille au cirurgian ung colire (4) pour un chancre de vé- role baillé par le commendement de monsieur le receveur d'argentan, pour ci	7 sols 6 deniers
plus baille par le commandement de monsieur le receveur d'argentan au cirurgian pour cent sols ungant pou- dre retrentive et lhuile composé pour ci	5 livres
le 10° jour de febvrier baille au cirur- gian par le commendement de mon- sieur proust une livre auguentum aureum (5) et une livre bazilicon (6) et une livre dessicatum rubrum (7) pour ci	15 sols

(1) Hotel-Dieu de Saint Gatien.

(2) Boutineau. Un mémoire d'apothicaire de Tours au xvr^e siècle. Tours 1900.

(3) Mot indéchiffrable dans le texte original.

(4) Nom improprement donné à des préparations antivéné-
riennes.

(5) Huile, cire jaune, térébenthine, résine, colophane, encens,
mastic et safran.

(6) Cire jaune, poix navale, résine et huile.

(7) Huile rosat, cire blanche, calamine, bol d'Arménie, litharge
céruse et camphre.

le 13° jour du dict moys baillé au cirurgian troys livres bazilicon par le commendement de monsieur proust .	15 sols
plus baillé une livre? par le commendement de la clerté	3 sols
plus baillé deux livre de boli arméni au cirugian par le commendement de monsieur proust	5 sols
plus baillé au cirurgian demi-livre sanguis draconis en poudre, pour ci ..	12 sols 6
le 18° jour de febvrier 1549 baillé au cirurgian unquantum aureum	15 sols
plus trois livres desicativum rubrum ..	15 sols
plus deux livres bazilicon	10 sols
plus une livre appostolorum (1)	5 sols
plus une livre emplastrum palmeum (2).	5 sols
le tout baillé par le commendement de monsieur proust et de sire pierre veroust	11 L. 4 sols
je martin laurier appore confesse avoir receu de sire pierre fleuriau receveur des aumones de tours la somme de 11 Livres 4 sols	
faict le 30° jour de May 1550	

M. Laurier.

En 1744, Norbert fait les fournitures suivantes à l'Hôtel-Dieu d'Amboise (3) :

	L.	S.
Du 2 janvier 1744, une once de camphre plus myrhe et aloes de chacun une once		16
du 5 mondificatif dache cinq onces		15
plus deux livres de digestif	1	5
plus six onces d'onguent contre la brûleure	2	10
plus une once de quinquina en poudre .	1	10
du 31 une once de cristal minéral		16
du 14 fevrier deux grands emplastres de vésicatoire		4
plus deux onces diachilum cum gommis.		16
du 27 douze onces poudre de citro	3	15
du 4 mars deux onces huile rosat		8

(1) M. Boutineau signale que cette préparation était extrêmement difficile à exécuter et quelle était souvent donnée comme chef-d'œuvre aux candidats que l'on voulait éliminer.

(2) Axonge, litharge, huile et chalcitis (?) ce dernier divisé dans une décoction de feuilles tendres de palmiers.

(3) Boutineau. Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire. Mai 1906.

du 5 deux onces de cristal minéral ..		8
du 8 une prise de kermès minéral		6
du 9 deux onces huile de veres		10
du 25 un grand emplastre de vésicatoire.		5
plus deux gros de syrop de diacode		5
du 7 avril douze onces de poudre de ci-		
tro	3	15
plus une livre et demy de syrop de		
fleurs de peché	2	5
plus quatre onces d'agaric	1	12
plus deux onces de mercure doux	2	
du 19, un gros diaprum et un demy de		
rhubarbe		12

En 1656, le docteur Pierre Bretonneau, médecin à l'Hôtel-Dieu d'Amboise, fils aîné du Chirurgien-Apothicaire de Ligueil, Théodore Bretonneau, passa commande à un autre Bretonneau (1) marchand drogueur à Tours, son parent très éloigné, de médicaments et de matériel. L'expédition en est faite à « Mesdames les Religieuses de l'Hospital » et le règlement en est effectué par Jean Avenet, commissaire de l'Hôtel-Dieu. En voici la liste :

Scammonée fine,	deux onces, douze sols
Elebore noir,	un once, deux sols
Turbit,	deux onces, vingt sols
Coloquinte,	une once, cinq sols
Gomme gutte,	deux onces, dix sols
Asarum,	deux onces, dix sols
Opium fin,	une once, vingt sols
Salpestre,	une livre, vingt sols
Argent vif,	demi livre quarante sols
Couperose verte,	une livre et demie, sept sols, six deniers
Soulphre jaune,	demie livre, quatre sols
Papier gris,	demie main, quatre sols.
Antimoine préparé,	demie once, cinq sols
Senné du Levant,	une livre à huit livres, ranvoïée demi livre reste quatre livres.

Alambic que l'on veut vendre cinquante sols

Mortier de fer qui a cousté vingt cinq sols.

13 Livres 14 sols 6 deniers.

Le 6 septembre 1743, d'après un acte que nous avons

(1) C'est de cette famille Bretonneau que naquit à Tours en 1660 le jésuite François Bretonneau, qui est surtout célèbre pour avoir été l'éditeur des œuvres oratoires de Bourdaloue et qui a la réputation d'un des bons orateurs sacrés du siècle de Louis XIV.

retrouvé dans les papiers du docteur Grandin, il est alloué aux religieuses de l'Hôtel-Dieu de Tours pour l'entretien de l'apothicairerie une somme annuelle de 1.050 livres (1).

« Acte convenu avec Madame La prieure et du Consentemens de la Communauté que le bureau luy paiera par chaque année en deux paiemens égaux scavoir au terme de Noel et de St Jean à commencer à Noel prochain la somme de 1050 L. au moyen de laquelle somme la conjointement avec Mme la prieure se charge et s'oblige d'entretenir l'apothicairerie de cette maison de toutes les espèces de drogues nécessaires aud. H Dieu de la même façon quelle a été entretenue cy-devant comme aussy toutes les épiceries nécessaires a l'usage de cette maison fors le sucre cassonade et huile d'olive — et aussi entretenir le d. H. Dieu et toute la maison de toutes les sortes et qualités de toilles nécessaires a l'usage des pauvres y compris les toiles pour sépultures.

Le 31 mars 1752, la sœur cuisinière ayant demandé 15 livres pour se fournir de réglisse, cette somme lui fut refusée « parce que les 1.050 livres données à l'apothicairerie suivant la délibération du 6 septembre 1743 doivent servir pour toutes les drogues et remèdes nécessaires aux malades en Botanique et Pharmacie. » (2).

Avant cette époque, le compte François Goulard porte pour 1652-1653 la somme de 9 livres 8 sols « despace pour le paiement des drogues prises par les religieuses pour faire les médicamens et médecines pour les pauvres. » (3).

A l'Hôtel-Dieu de Chinon, deux religieuses sont spécialement chargées d'exécuter les formules prescrites par le médecin et le chirurgien. Vers 1770, le docteur François Liguenier, medecin du Roy et de l'Hôtel-Dieu, substitue aux anciennes formules des formules nou-

(1) Archives d'Indre-et-Loire. Papiers de l'Hôtel-Dieu de Tours. Fonds Grandin.

(2) id.

(3) id.

velles, par mesure d'économie et pour faire profiter les malades des nouveaux remèdes spécifiques :

A l'Hôtel-Dieu de Chinon les pauvres sont soignés par seize Dames Religieuses il y (.....) Deux qui font chacune dans leurs salle avec deux infirmiers le service du jour et de lanuis, et encore deux autres qui ont chacune le service général de l'une et l'autre salle, celles-ci assistent le médecin et le chirurgien à leurs visittes et exécutent les formules quils leurs prescrivent, le peu de revenu réglé pour la pharmacie a fixé son attention dès la première année de son exercice et a supprimé beaucoup d'anciennes préparation chère peu usités poury substituer des formules simples, plus utiles et moins dispendieuses, il y a fait connaître tous les nouveaux remèdes spécifiques pour telle ou telle maladie et ils y sont souvent employées avec succès. (1).

Toutefois il existait un apothicaire attaché à l'Hôtel-Dieu d'Amboise en 1560 sans que nous puissions dire quelles étaient exactement ses attributions. Nous lisons, en effet, dans le compte des receptes et mises que ont faitz, soustenuz et paieiz honorables hommes Adam Marchant et Martin Durneau marchans demourons Amboise, commissaires de la maison religieuse et aulmosne d'Amboise, fructz et revenus d'icelle, du 25 juillet 1560 au 25 juillet 1561 « au chapitre des dépenses, le nom de « Constantin Jacques, apothicaire de l'Hôtel-Dieu » (2).

Les apothicaires royaux

En Touraine, où la Cour séjourna si souvent, quelques documents nous ont conservé les noms de certains apothicaires qui, pour une raison ou pour une autre, furent les fournisseurs du Roi ou des personnes de son entourage.

Le premier apothicaire que nous connaissons en Touraine et dont le Dr Giraudet (4) a signalé l'existence en 1480, Simon Moreau, a été très probablement apothi-

(1) Archives d'Indre-et-Loire. C. 354. Rapports sur l'état de la médecine et de la chirurgie en Touraine.

(2) Archives d'Amboise. C. C. 36.

(3) Histoire de la Ville de Tours.

caire de Louis XI. Dans le même ouvrage, le docteur Giraudet signale un autre Moreau, Jehan, apothicaire, écuyer et valet de chambre du roi, qui dut être un personnage considérable, car l'illustre peintre tourangeau Jehan Foucquet, peintre du roi et des plus puissants seigneurs, avait exécuté son portrait.

Malheureusement, Giraudet n'indique aucune référence et nous ne pouvons savoir si Jehan Moreau était le père, le fils ou le même personnage que Simon.

Le nom de Simon Moreau est lié à une expérience toxicologique extrêmement curieuse et qui mérite d'être rapportée en détail.

Louis XI qui habitait alors Plessis-les-Tours fit réunir à l'hôtel de ville, le 19 février 1480, diverses personnes et l'apothicaire Simon Moreau, pour procéder à des essais de poisons. L'expérience réussit pleinement puisque le chien, à qui on les fit absorber, en mourut. Il est dommage que nous ne possédions pas le procès-verbal d'autopsie effectuée le lendemain par sept barbiers et chirurgiens.

Voici cette pièce capitale de 1480. (1).

« Item au dit mois de fevrier et le sabmedi XIX^e jour par M. du Lude (2) fut mandé au dict maire d'assembler quatre échevins à deux heurs après midy en l'ostel de la dicte ville pour illec estre presens et assister à aucunes choses qui se voient faire de par le roy, ce qui fut fait. Et audict lieu et heure se trouverent Jehan Guérin et sire Loys de la Meziere, maistres d'ostel du roy notre sire ; aussi se trouvèrent illec Simon Moreau appoticaire, deux des gens du dit sieur de Lude, et aussi furent les clerks de la ville. Et illec fut fait essay de certains poisons qui furent faiz manger au chien de Macé Blanchet en une fressure de mouton frite et une omelette d'œufs ; lequell

(1) Cette pièce émane d'un registre des comptes de l'hôtel de Ville de Tours. Elle a été publiée pour la première fois par M. André Salmon, dans le VII^e volume page III des *Mémoires de la Société Archéologique de Touraine*. Reproduite par M. Boutineau dans les *apothicaires tourangeaux au xv^e siècle*. Tours 1902.

(2) Jean Daillon du Lude était le favori et le chambellan de Louis XI.

chien mourut ; dont fut par les dicts maires et eschevins baillé certification signée de leurs mains pour monstrier au roy comment le dict chien estoit mort. Et pour ce que les dits poysons avoient été montrez en troys escuelles et ung plat d'eslain, pour double d'inconvenient, fut ladicte vaisselle mise au feu et fondue, puis fut refaict et rendue, et pour façon et dechect en eut le pintier de la Croisille, la somme de XVIII s. VI d.

Item pour faire l'essay des dits poysons fut achapté soubdainement une somme de boys. XX d.

Item et après que le dict chien fut mort, fut dit par les dicts maistres d'ostel, que le chien demourroit en la chambre de dessus le portal de la ville jusques au lendemain jour de dimanche qu'ils devoient retourner, ce qu'ilz firent. Et illec furent appelez Jehan Dumoulin, Jehan Mariavala, Pierre Goupil, Gillet Bouzon, Guillaume Hardy, Guillaume Guenart et Estienne Remy barbiers et chirurgiens, pour ouvrir le dict chien. Et avant que y proceder, fut fait grand feu en la chambre ou estoit le dict chien, et appointé que chacun despenseroit pour doubte d'inconvenient, et puis le dict chien seroit ouvert. Et pour ce, chées Pierre Durand furent faire cuire deux platz de harens ; pour ce, pour pain, vin et noez vieilles, XIst ; Item le dict jour à ung portefays, qui porta en une hote le dict chien es grèves, et l'enterra XXII d. Item à la chamberière Marie Blanchet, qui nectoya la chambre, et salle ou fut ouvert le dict chien, lui fut donné XI d.

La veuve d'André Petit-Pas, apothicaire à Tours, fut mêlé à la sombre histoire d'emprisonnement de Simon de Quingey, détenu dans une de ces cages de fer tant reprochés à Louis XI. Le châtiment était cruel, mais de Quingey avait été le lieutenant du plus redoutable ennemi de Louis XI et de l'unité française, Charles le Téméraire ; après la mort de son maître il était passé au service de Marie de Bourgogne. (1).

Se conformant aux ordonnances de Robert de Lyon, le médecin attaché à la personne de Quingey, la veuve d'André Petit-Pas était chargée par commandement du roi de la fourniture des médicaments nécessaires au prisonnier.

(1) Il fut fait prisonnier à Verdun en 1478 et conduit à Tours, d'où il tenta de s'évader pendant son procès, ce qui lui valut de faire connaissance avec les cages de fer.

Le règlement des « parties » était à la charge de la ville et voici le passage du registre des comptes de l'Hôtel de Ville de Tours qui concerne cete affaire (1).

« à la veufve André Petit-Pas la somme de soixante dix neuf sols deux deniers tournois, qui deue lui estoit pour les parties de medecines et appolcaireries par elle baillées par le commandement de maistre Robert de Lyon, medecin du seigneur de Quingé, prisonnier du roy, estant lors dans une cage de fer en l'ostel du d. maire et par le commandement du roy nostred. sire ainsi que le certiffia sire Loys de la Meziere son maistre d'ostel. Laquelle somme de LXXIX s II d le dict receveur a paiée à la d. veufve par mandement des d. maire esleuz et commis sur ce donné le dernier jour d'octobre de lan de ced. compte cy rendu, auquel sont les dites parties desclarées tout au long, avec la quittance de la d. veufve. Pour ce cy LXXXX s. VI d.

Le nom de Jehan Cadure, apothicaire à Amboise, est mentionné dans un compte de Louis XI (2) de 1470, pour le paiement « premièrement de deux douzaines de sangsues, puis des flacons d'étain pour l'Eau de Roses et l'Eau de Fumeterre ». C'est du reste, pensons-nous, un des premiers textes qui signale l'usage des sangsues en thérapeutique.

Avant de quitter Louis XI, signalons que Carré de Busserole relate (3) qu'en 1470 le roi fit don de son effigie en cire aux chanoines de Cande, avec prière de la déposer dans la collégiale, parure de cette charmante cité, baignée par les eaux de la Vienne et de la Loire. Son poids était de 164 livres. « Fait assez singulier, cette effigie avait été exécutée par un, apothicaire, Jehan Heurte ». Malgré toutes nos recherches et le plaisir que nous aurions eu à élucider cette question, il nous a été impossible de retrouver les sources d'information de

(1) Le texte original a été également publié par M. André Salmon, dans les mémoires de la Société Arch. de Touraine (T. IV, P. 139) et reproduit par M. Boutineau dans le petit ouvrage déjà cité.

(2) Grave. Etat de la Pharmacie en France. P. 107. Reproduit par la Chronique médicale, Année 1914. P. 375.

(3) Notice sur la ville et la collégiale de Cande. Publié à Montsoreau chez l'auteur.

Carré de Busserole, ni la moindre trace d'un Jehan Heurte, aussi bien parmi les apothicaires que parmi les artistes de l'époque.

Jehan Gascoing, d'Amboise, était apothicaire de la reine Charlotte de Savoie, seconde femme de Louis XI, qui mourut au château d'Amboise le 1^{er} décembre 1483. Pendant sa maladie, Gascoing fournit à la reine pour 105 livres de médicaments. « A Jehan Gascoing appoticaire de ladicte dame pour plusieurs drogues et médecines par lui faictes et délivrées par l'ordonnance des médecins de ladicte dame durant les mois d'aoust et de septembre qu'elle a été malade la somme de C. V. L. » (1)

Huguet le Barrier (2), en 1496, fournit de « l'hypocras (3) et six livres de dragées, pour l'entrée du roi et la venue de la duchesse de Milan (4) ».

Dans le même compte, pour l'année 1496, nous lisons qu'il fut acheté de la cire et des torches à cinq apothicaires et ciergiers « la vigile de la Toussaint, pour aller au devant de la reine qui le dit jour vers le soir vint de Tours au château d'Amboise » (5).

Quatre ans plus tard, en 1500, pour l'entrée solennelle d'Anne Bretagne, le même Huguet le Barrier, apothicaire, est payé « pour la façon et dechet de deux lys mis au

(1) J. Vatout. Souvenirs historiques des résistances royales (Château d'Amboise, T. VI. Paris Didot 1845 : pièces justificatives des dépenses de la reine p. 380. Cité par Boutineau. Loc. Cit.

(2) Archives d'Amboise. Série C. C. III. « Compte deuxiesme de Guillaume Daman, receveur des deniers commun de la ville et ponts d'Amboise... pour l'an 1496 ». Fol. 26.

(3) L'hypocras était du vin rouge ou blanc dans lequel on faisait infuser des épices, cannelle, macis, girofle, muscade, et qu'on additionnait de sucre ; on y ajoutait même pour sa conservation une certaine quantité d'eau-de-vie. Ce breuvage était le vin d'honneur ou de cérémonie.

(4) Probablement Isabelle d'Aragon, veuve de Jean Galeas Marie Sforce, duc de Milan, neveu de Ludovic le More.

(5) Fol. 23.

meilleu et au dessus desd. porc-espys et hermyne » (1), lys qu'avaient peints Jehan Fauvet, peintre, et ses compagnons tandis que Jehan Dore, menuisier, avait fait les chapiteaux des piliers destinés à les supporter.

A Jehan Jusqueau, apothicaire à Amboise, il est acheté en 1497 « camphre verdet, résine, eau de vie, torches et cire rouge pour jouer le Mystère de la Nativité » (2).

Claude de Villeroy était apothicaire et valet de chambre de la jeune reine de Navarre. Nous avons vu au chapitre précédent qu'il avait été exempté en 1500 de l'emprunt demandé cette année là par le roi à la ville d'Amboise.

Jehan Gastignon, d'Amboise également, est en 1548, apothicaire de « Mesdames filles de France ». Cette même année, une gratification de 22 sols est accordée à ses serviteurs « à ce qu'ils ayent plus grande affection de mettre terriers sortans des caves et citernes que led. Gatignon leur maistre faict faire près le couvent des frères Minimes dud. Amboise près la maison de ceste ville pour faire un quay et passage pour aller es grèves. » (3).

Isaac Granier qui conclut un acte d'association avec Mathieu Fanjoux, en 1633, comme nous l'avons vu

(1) Archives d'Amboise. Serie A. A. 131. Entrée solennelle d'Anne de Bretagne. « Despence et mise faicte par Estienne Moreau, esleu sur le fait de la communauté de ceste ville d'Amboise » par le commendement et ordonnance des commissaires elus en l'assemblée de ville tenue devant maitre Jehan Desquartes, le 24 Novembre 1500 « pour faire preparer et ordonner de l'entrée du roy et de la royne, faicte en ceste d. ville d'Amboise le mercredy deuxiesme jour de decembre l'an que dessus. » Fol. 5.

(2) Archives d'Amboise. Serie C. C. 112. « Comptes troy-siesme pour l'an 1487. Fol. 30.

(3) Arch. d'Amboise. Série C. C. 148. « Compte premier de Jehan Decours, recepveur des deniers commun, dons et octroys faitcz par le roy nostre sire aux manans et habitans de la ville d'Amboise, pour estre convertys et employez aux réparations et justifications d'icelle » pour l'an 1548. Fol. 20.

précédemment, était « appoticaire de la grande escurie du Roy ».

Enfin Charlot Gaby, apothicaire à Tours, prête son concours aux fêtes qui se déroulèrent en 1500 pour l'entrée du Roi et de la Reine. (1).

« Paye à Charlot Gaby marchand demourant à Tours appoticaire la somme de trente cinq livres tournoys, qui due lui estoit pour avoir faict son dict mestier à l'entrée du Roy et de la Royne par l'ordonnance de maistre Mace Papillon, Robert Pertuys cure de charge et Robert Rouelle commissaires ordonner à faire les dictz misteres qui ont esté faictz esdicts entrées es carrefour devant monseigneur Saint Gacian au dit Tours et devant la maison de monseigneur le général de Beaune par deliberacion des gens de la dite ville faicte en l'hostel dicelle le 3^e jour du mois de novembre lan de ce dit compte. Cest assavoir pour avoir faict une espine fleurie, ung olivier, ung meurier, ung guignier, ung cerisier, ung oranger, ung grand lys et certain grant quantité de fleurs de toutes couleurs a mettre et semer les chaffaulx et preaulx qui ont este fais esdictz lieu, XXXV t.

Occupations bien curieuses, en vérité, pour un apothicaire. Mais comment s'en étonner dans ce pays de Touraine où toutes les choses se parent si facilement de l'éclat le plus poétique et le plus charmant.

(1) Extrait d'un mémoire de Lambron de Liguim, inséré dans le tome I du Congrès Scientifique de France, tenu à Tours en 1847. P. 140. Reproduit par Boutineau. Loc. cit.

CHAPITRE SIXIÈME

La Pharmacie en Touraine à la veille de la Révolution

Comme dans toutes les provinces de France, à l'annonce de la convocation des Etats Généraux, les différents corps de métiers furent réunis, pour nommer leurs délégués à l'Assemblée du Tiers-Etat, chargée elle-même de procéder à la rédaction des cahiers de doléances et à la nomination de nouveaux délégués chargés de les représenter auprès du lieutenant général de Tours.

En ce qui concerne les apothicaires, voici le texte de convocation de leur assemblée et le compte rendu de l'élection des sieurs Duprat, doyen et Durand, prévot de la communauté. (1).

« L'an mil sept cent quatre vingt neuf, le vingt septième jour du mois de fevrier 1789, en l'assemblée des Maîtres en Pharmacie de la ville de Tours convoqués extraordinairement par billets, en la manière accoutumée, et tenue dans leur Chambre ordinaire de la Communauté chez le Sr Duprat et ou étoient, MM. Duprat, Durand, Mangeant et Frisch,

pour en execution des lettres du Roi, données à Versailles le 24 janvier 1789, du Règlement y annexé, et de

(1) Archives communales de Tours. Série A. A. 8.

l'ordonnance de M. le Lieutenant général rendue en conséquence les 12 et 13 Février 1789, et conformément à l'avertissement donné à l'effet de la présente Assemblée par MM. les Officiers Municipaux de cette ville, en la personne de Sieur Duprat doyen le 25 de ce mois être procédé à la nomination de Députés, dans la proportion déterminée par l'article XXVI du Règlement, à l'Assemblée du Tiers-Etat qui doit être tenue le 2 Mars prochain en l'Hôtel de ville, pour rédiger le cahier dont il est parlé dans ladite ordonnance, et nommer des Députés pour porter ledit cahier en l'Assemblée qui doit être tenue par Mr le Lieutenant Général de cette ville le 9 du D. dans laquelle assemblée lesdits sieurs susnommés, après en avoir délibéré et recueilli les voix, ont d'après la pluralité des suffrages, nommé et député par ces présentes les personnes des Srs Duprat doyen du Durand prévôt.

A l'effet de les représenter à l'Assemblée du Tiers-Etat qui doit se tenir en l'hôtel de ville, ou autre lieu indiqué, dans les formes ordinaires, et là concourir avec les autres membres de ladite assemblée, à la rédaction de leur cahier de doléances, plaintes et remontrances, et après la rédaction dudit cahier, concourir pareillement à l'élection des Députés qui seront chargés de porter ledit cahier à l'Assemblée qui sera tenue par M. le Lieutenant Général de Tours, le neuf dudit, donner audits Députés tous pouvoirs généraux et suffisans de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du Royaume, et le bien de tous et de chacun des Sujets du Roi ; promettant lesdits Sieurs agréer et approuver tout ce que lesdits Députés qui seront nommés, auront fait, délibéré et signé en vertu des présentes, de la même manière que si lesdits sieurs comparans y avoient assisté en personne.

Fait et passé en la Chambre... et ont signé :

François Duprat,
Charles Nicolas Durand

Louis Mangeant,
Louis Frisch.

Les délégués Duprat et Durand signèrent, au nom des apothicaires, le cahier de doléances dont voici le texte original : (1)

(1) Archives Communales de Tours. Série A. A. 9.

Les doléances que le Roi permet à son peuple, pour faire parvenir aux Etats Généraux, donne la plus grande confiance d'exposer et faire parvenir jusqu'au pied du Trône, Tous les abus et tous les maux dont la France est affligée. La nation entière par son cahier qu'elle a droit aujourd'hui de présenter, s'empresse de faire connoître à Sa Majesté, la vérité dans tout son jour.

Il est dans l'ordre, et dans la plus grande Justice que tous Sujets payent un tribut à son Roy suivant sa fortune et selon ses facultés, mais il n'est pas raisonnable que la Majeure Partie des Grands du Royaume, tant du Clergé que de la noblesse ne payent presque rien, il est donc criant que tous le Poids des Impôts et des subsides tombe sur les malheureux c'est-à-dire le Tiers-Etat.

Les demandes que nous formulons sont la Liberté Totale et Entière du Commerce.

Les entrées des Vins et toutes Espèces de Boisson, denrées et tout le comestible libre.

Retirer la taille, tel est notre désir, et tel est le vœu de tous les citoyens.

Nous Comptons Beaucoup Sur la Bonté du Roy et sur les Lumières de son Ministre.

Duprat. Doyen.

Durand. Prévôt.

Les vœux des apothicaires de Touraine se résumaient donc principalement dans leur demande en faveur de « la liberté totale et entière du commerce ». Plus sages et plus avisés, leurs confrères de l'Orléanais, comme l'a rapporté dans sa thèse si intéressante notre confrère et ami M. Bonnemain (1) surent mieux défendre les intérêts de la santé publique, « en réclamant un contrôle et une répression des abus que l'on commettait sur leur état. » Les avocats d'Orléans, aussi soucieux de l'intérêt public que les apothicaires, tout en souhaitant la suppression des maîtrises et des communautés d'arts et métiers, demandaient qu'on en exempté, en même temps que quelques autres, celles des communautés d'apothicaires.

(1) Bonnemain. Contribution à l'histoire de la Pharmacie dans l'Orléanais.

La même sagesse aurait dû guider les apothicaires de Touraine. Le vent de liberté qui soufflait sur la France entière entraînait les esprits ; pour lutter contre quelques abus, qui eussent pu et dû être réglés d'une autre manière, l'œuvre de plusieurs siècles s'effondrait. Et cette œuvre, c'était la longue suite d'efforts que représentaient les usages, les coutumes et les règlements qui, protégeant les libertés essentielles de la famille, du métier et de la cité, liant les individus les uns aux autres par des liens d'étroite solidarité, avaient abouti, en définitive, à une organisation souple, humaine et raisonnable.

CHAPITRE SEPTIÈME

Notes biographiques

sur

quelques apothicaires de Touraine

TOURS

ALBERT (Pierre) : assiste à la délibération du 11 décembre 1517. Fait partie, au titre d'ancien apothicaire, de la commission nommée le 11 janvier 1517 (1518 nouveau style).

AUGER (François) : doit en 1630, la somme de 7 livres 11 sols au droguiste Bretonneau.

BÈGUE (Antoine) : assiste à l'assemblée tenue, le 12 avril 1670, à l'effet d'élire un délégué à Paris pour représenter les apothicaires de Tours au procès qu'ils soutiennent contre les chirurgiens.

BOUCHARD (Jehan) : signe deux certificats médicaux en 1589.

BOUTAULT (Jehan) : signe un certificat médical en 1589.

BRÈCHE (Edouard) : mort en 1637. Sa veuve vend sa boutique, cette même année, à Philippe Millot.

BRETONNEAU (François) : marchand droguiste en 1630.

BRINODEAU (?) (Pierre) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

BRULLE (Nicolas) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

CAILLETEAU (François) : assiste à l'assemblée tenue le 12 avril 1670, à l'effet d'élire un délégué à Paris pour représenter les apothicaires de Tours au procès qu'ils soutiennent contre les chirurgiens.

CHARPENTIER (François) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517. Fait partie de la même commission que Pierre Albert.

CHATTUAU : signe les statuts de 1565.

CHRISTOFLE (Jehan) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517. Est élu délégué.

COLLINEAU (Jacques) : reçu membre en 1713.

COLLINEAU (Jacques) : père du précédent.

COURCIQUAULT (Jehan) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

CYRET (Valerian) : juré en 1670 et 1671. Père des suivants.

CYRET (Jacques-Philippe) : reçu maître en 1706. Juré en 1713.

CYRET (Alexandre) : reçu maître en 1706. Juré en 1713.

DÉLACANTHIE (?) : signe les statuts en 1565.

DELACRENNE DU PICHARD (Nicolas) : reçu maître le 28 avril 1713.

DESFRAGES (Paul) : juré en 1713. Beau-père de Jacques Collineau.

DUBOYS : signe comme témoin le contrat d'apprentissage d'André Chabot envers V. Rapin en 1572.

DUPRAT (François) : doyen de la communauté en 1789.

DURAND (Charles-Nicolas) : prévôt de la communauté en 1789.

FANJOUX (Mathieu) : signe un acte d'association avec Isaac Granier en 1633. Avance l'argent pour couvrir les frais du procès intenté par les médecins. Roi du Papegault en 1658. Sa veuve présente un mémoire à M. de Ricq en 1679.

FÉBURIER (Claude) : signe un certificat médical en 1589.

FÉRET (Gabriel) : signe un contrat de serviteur avec Simon Loiseau en 1504. Assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

FONTENAILLES (Antoine) : juré en 1671.

FOREST (Pierre) : juré en 1670.

FRISCH (Louis) : membre de la communauté en 1789.

FROGER (Jehan) : rédige son testament en 1569.

GABY (Charlot) : prête son concours aux fêtes données en 1500 pour l'entrée du Roi et de la Reine.

GAULTIER (Estienne) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517. Elu délégué.

GERVAISE (François) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

GOUBERT (Maurice) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

GOUBERT (Jehan) : signe deux certificats médicaux en 1589.

GOUBERT (Robert) : signe un certificat médical en 1589.

GOUIN (Olivier) : achète ses vases de faïence à Jean Orgery en 1634.

GOURY (François) : signe un certificat médical en 1589.

GRANIER (Pierre) : signe un certificat médical en 1581.

GRANIER (Isaac) : apothicaire de la grande écurie du Roi. Signe un contrat d'association avec Mathieu Fanjoux en 1633.

GUYBERT (Jehan) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

HALIRAN (?) : signe les statuts de 1565.

HERBET (François) : signe un certificat médical en 1596.

LAURIER (Jehan) : fournisseur de l'Hôtel-Dieu en 1549.

LAURIER (Jehan) : fils du précédent. Signe un certificat médical en 1581.

LEBER (Nicolas) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

LEROUX (Louis) : témoin au mariage de Marie Péan en 1609.

LUCADE (Maurice) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

LESPLEIGNEY (Thibault) : 1496-1567. Le premier auteur de traités didactiques rédigés en français sur l'art de pharmacie. Voir chapitre IV. Par. III.

MANGEANT (Louis) : membre de la communauté en 1789.

MARQUET (Marsault) : fait partie en 1518 (nouveau style) de la même commission que Pierre Albert et François Charpentier.

MARTIN (Thomas) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

MARTIN (Jehan) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

MILLOT (Philippe) : achète en 1637 la boutique de feu Edouard Brèche. Délégué à Paris pour l'assemblée de 1670, pour représenter la communauté au procès contre les chirurgiens.

MOREAU (Jehan) : apothicaire, écuyer et valet de chambre de Louis XI.

MOREAU (Simon) : chargé par Louis XI de l'expérience toxicologique rapportée au chapitre V ; probablement fils du précédent.

NORMANT (Martin) : assiste à la réunion de 1517. Elu comme délégué. Signe comme témoin le contrat de serviteur entre Gabriel Feret et Simon Loiseau.

PATOUL (Jean) : Reçu maître à Paris en 1654.

PATRAULT (?) (Pierre) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

PÉAN l'aîné : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

PÉAN : signe les statuts de 1565. Probablement fils du précédent.

PÉAN (Jacques) : Maître et garde de la communauté en 1594. Reçoit à ce titre confirmation des statuts. Lieutenant des ouvriers de la monnaie en 1604. Probablement fils du précédent.

PÉAN (Jacques) : Compagnon en 1609. Fils du précédent.

PÉAN (Jean) : Frère de Jacques Péan. Monnayeur en la monnaie de Tours. Témoin au mariage de sa nièce, Marie Péan, en 1609.

PÉAN (Jean) : Neveu de Jacques Péan. Egalement témoin au mariage de Marie Péan, sa cousine.

PETIT-PAS (André) : Sa veuve est chargée de la délivrance des médicaments à Simon de Quingey, prisonnier de Louis XI.

POULOR (Philippe) : conducteur et parrain de Jean Patoul lors de son examen à Paris.

RAPIN (Mathurin) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

RAPIN (C) : signe les statuts de 1565.

RAPIN (V) : signe les statuts de 1565. Signe un contrat d'apprentissage avec André Chabot en 1572. Signe un certificat médical en 1578.

RICHARDEAU (Mathurin) : assiste à la réunion du 11 décembre 1517.

ROBELIN : signe les statuts de 1565.

ROBIN (Pierre) : assiste à la réunion de 1517.

SENELLE (Charles) : présente en 1606 un mémoire pour médicaments fournis à Madame Duplessis. Ce mémoire est longuement discuté par le fils de sa cliente.

AMBOISE

CADURE (Jehan) : apothicaire de Louis XI en 1470.

CONSTANTIN (Jacques) : apothicaire de l'Hôtel-Dieu en 1560.

GASCOING (Jehan) : apothicaire de la reine Charlotte de Savoie, seconde femme de Louis XI, en 1483.

GASTIGNON (Jehan) : apothicaire de Mesdames filles de France en 1548.

JUSQUEAU (Jehan) : fournisseur de la cour en 1497 pour la représentation du *Mystère de la Nativité*.

LE BARRIER (Hugues) : fournisseur de la cour pour diverses fêtes en 1496 et en 1500.

NORBERT : fournisseur de l'Hôtel-Dieu en 1744.

VILLEROYS (Claude de) : apothicaire et valet de chambre de la reine de Navarre. Exempté de l'impôt en 1550.

LIGUEIL

BONNEAU (Henri) : maître-chirurgien apothicaire, né en 1629. Fils aîné de Bertrand Bonneau, maître-chirurgien.

BONNEAU (René) : maître chirurgien-apothicaire, né en 1642. Second fils de Bertrand Bonneau. Epouse en 1663 Marguerite Bretonneau.

BONNEAU (René) : 1625-1678. Maître chirurgien-apothicaire. Cousin germain des précédents. Fils aîné de René Bonneau, père de Bertrand également maître-chirurgien.

BONNEAU (René) : 1656-1705, maître chirurgien-apothicaire. Fils du précédent. Juré de la communauté en 1692.

BONNEAU (Théodore) : 1629-1676. Second fils du chirurgien René Bonneau. Maître chirurgien-apothicaire.

BRETONNEAU (Théodore) : 1595-1685. Juré de la communauté des chirurgiens-apothicaires en 1653. Voir chapitre IV.

BRETONNEAU (Louis) : 1629-1674. Second fils du précédent. Maître chirurgien-apothicaire.

COLLINEAU : maître-apothicaire chez qui Théodore Bretonneau fit son apprentissage.

MOCQUET (Louis) : maître chirurgien-apothicaire. Juré de la communauté en 1696.

PIZE (Michel) : maître chirurgien-apothicaire. Juré de la communauté en 1689.

CHINON

DENIS (Joseph) : Reçu maître en 1717 à Chinon, puis de nouveau à Paris en 1738. Soutient, de 1722 à 1745, un procès contre la communauté des chirurgiens.

DENIS (Jean) : Père du précédent. Trois de ses aïeux avaient précédemment exercé à Chinon.

PERTHUIS : apothicaire du couvent des capucins en 1767.

RABELAIS (Antoine) : apothicaire en 1605. Petit-neveu de François Rabelais.

BOURGUEIL

JOLLY (François) : en 1630, doit 643 livres au droguiste de Tours, François Bretonneau.

MAIGANDUS ou MAGANDUS : moine-apothicaire de l'abbaye en 1063.

LOCHES

BRETONNEAU (René) : frère de Théodore Bretonneau, de Ligueil. Mort vers 1662.

LECOURT (Gilles) : en 1630, doit 308 livres 14 sols au droguiste François Bretonneau.

SAINTE-MAURE-DE-TOURAINÉ

GUYOT (Estienne) : signe en 1619 comme témoin et expert l'acte d'association entre Théodore Bretonneau et Bertrand Bonneau.

CYRAY-LA-LATTE

MARCHAND (Jacques) : maître chirurgien-apothicaire. Juré de la communauté de Ligueil en 1699.

Conclusions

Au cours de ce travail, ce que nous avons surtout cherché à dégager, ce sont les préoccupations dominantes des anciens maîtres tourangeaux. Si l'on voulait passer ces préoccupations en revue, on en pourrait citer plusieurs d'importance égale, mais pour les résumer toutes d'un mot, il en est un qui vient tout naturellement sous la plume : l'amour de leur métier.

C'est parce qu'ils aimaient leur métier, qu'ils exigeaient des apprentis et des compagnons une formation irréprochable, qu'ils exigeaient de chaque maître, dans l'accomplissement de sa fonction, une conscience et une loyauté inattaquables. Nous les avons vu préoccupés, à juste titre, des examens, de la surveillance et de l'inspection des boutiques, de l'excellence des produits vendus ; nous les avons vu soucieux de limiter les effets de la concurrence en interdisant, sous peine d'amende, d'attirer à soi par des manœuvres malhonnêtes, les clients du voisin, soucieux également du bien-être de tous, très stricts sur les devoirs d'assistance et de charité, sur la pratique d'une vie digne et morale ; nous les avons vu, enfin, prompts à la lutte lorsqu'il s'agissait de la défense des libertés et des droits du métier.

C'est que ces libertés consacraient l'autorité des disciplines et des règlements à l'intérieur des communautés, véritables républiques professionnelles (ce mot de république revient souvent dans les textes que nous avons cités). Et ces règlements étaient observés avec un soin d'autant plus rigoureux qu'ils étaient l'œuvre, non d'un pouvoir législatif, mais des intéressés eux-mêmes.

L'Etat, fédérateur et protecteur, limitait son rôle à celui d'arbitre et de juge suprême. Les métiers restaient aux mains de ceux qui les exerçaient.

C'est ce qui fait le caractère très particulier de ces institutions corporatives, ce qui leur donne un ton et une couleur unique, que nous avons grande peine à concevoir aujourd'hui. De nombreux historiens l'ont remarqué : les corporations, comme toutes les institutions du moyen-âge, sont sorties de l'organisation familiale. La soumission aux règles et aux devoirs du métier procédait des mêmes principes que la soumission aux devoirs familiaux. C'est pourquoi les règlements que nous avons étudié en détail peuvent paraître à la fois si stricts par certains côtés et si familiers par d'autres.

Ces hommes, épris de liberté, savaient se plier et se soumettre à un ordre qui prenait ses racines dans leur cœur même, dans ce qu'il y avait en eux de plus sain et de plus fort. Ils ne séparaient donc pas l'amour de leur métier de l'amour de leur famille, de leur cité, de leur pays, réalisant ainsi cet admirable équilibre fait tout autant d'intelligence et de raison que de sagesse et de bonhomie.

Appliqués à leur profession, de tels sentiments devaient tout naturellement développer chez les apothicaires d'autrefois un sens très élevé de l'honneur. C'est ce qui faisait dire à M. Boutineau, dans une allocution prononcée en 1905 à l'Assemblée générale de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire — et nous ne saurions conclure sur un meilleur mot — « que les maîtres apothicaires, nos ancêtres, avaient peut-être cette supériorité sur nous, qu'ils comprenaient et soutenaient, envers et contre tous, l'honneur professionnel. »

Index bibliographique

I. — MANUSCRITS

- 1°) *Archives communales d'Amboise* : A A 118 et 131. F° 5. — B B 8 F° 57. — C C III F° 23 et 26, 112 F° 30, 148 F° 20, 151 F° 17. — G G 36.
- 2°) *Archives communales de Chinon* : B B 26. — G G 2.
- 3°) *Archives communales de Tours* : Registre 14. F° 326 à 339. — Registre 15. — A A 8. — A A 9. — Manuscrit 1338. N° 274.
- 4°) *Archives départementales d'Indre-et-Loire* : C 354, 527. — E 485. 487, 492. — Papiers de l'Hôtel-Dieu. Fonds Grandin.
- 5°) *Archives Nationales* : X^{1a} 8641 F° 284 et 286, 8651 F° 98. — Y 148.
- 6°) *Bibliothèque Nationale* : Nouvelle acquisition française, N. 21.253.
- 7°) *Bibliothèque de la Faculté de Pharmacie* : Dossier non classé. — Dossier A O. — Registre 3 F° 307.
- 8°) *Bibliothèque de la Chambre des Députés*. — Manuscrits Collection Le Nain. — T. 178 Grands Jours Vol. 2. F° 40.

II. — IMPRIMÉS

- 1°) *Bibliothèque de la Faculté de Pharmacie* : Registre 27.
- 2°) BONNEMAIN (Henri) : *Contribution à l'histoire de la Pharmacie dans l'Orléanais*. Thèse, Nancy, 1936.
- 3°) BOUTINEAU (Emile) : *Certificats d'apprentissage d'apothicaires au XVI^e siècle*, Tours 1905. — *Mœurs Médicales en Touraine au XVII^e siècle*. Tours, 1902. — *Un mémoire d'apothicaire de Tours au XVI^e siècle*. Tours, 1900. — *Apothicaire Tourangeaux au XV^e siècle*. Tours, 1902.
- 4°) BOUVET (Maurice) : *Histoire de la Pharmacie en France*. Paris 1936.
- 5°) *Bulletin de la Société Pharmaceutique d'Indre-et-Loire*. Années 1905-1906.

- 6°) CARRÉ DE BUSSEOLE : *Dictionnaire géographique, historique et biographique d'Indre-et-Loire et de l'ancienne province de Touraine*. Tours 1882. — *Notice sur la ville et la collégiale de Cande*.
- 7°) CHALMEL : *Histoire de Touraine*.
- 8°) CHAUVIGNÉ (Auguste) : *Histoire des corporations d'arts et métiers en Touraine*. Tours, 1885.
- 9°) CHEVALIER (Abbé) : *Inventaires des archives d'Amboise*. Tours, 1874.
- 10°) *Chronique Médicale* : Année 1914.
- 11°) D^r DUBREUIL-CHAMBARDEL (Louis) : *Les médecins dans l'Ouest de la France au XI^e et XII^e siècle*. Publication de la Société d'Histoire de la Médecine. T. II. — *Les ancêtres de Bretonneau*. Paris 1905.
- 12°) D^r DORVEAU (Paul) : *Notice sur la vie et les œuvres de Thibault Lespleigney*. Paris, 1898.
- 13°) DUMAS : *La généralité de Tours au XVIII^e siècle*. T. XXXIX des Mémoires de la Société Archéologique de Touraine.
- 14°) *France Médicale* : 25 janv. 1903.
- 15°) *Gazette Médicale du Centre*. Année 1914.
- 16°) D^r GIRAUDET : *Histoire de la ville de Tours. — Recherches historiques et statistiques de l'hygiène de la Ville de Tours*. Tours, 1853.
- 17°) GRAVE : *Etat de la pharmacie en France*.
- 18°) GRIMAUD (Henry) : *Inventaire des archives de Chinon*.
- 19°) LESPLEIGNEY (Thibault) : *Promptuaire des médecines simples. — Dispensarium medicinarum. — De la racine, vertu et faculté de la racine du boys de l'esquine*.
- 20°) *Mémoires de la Société Archéologique de Touraine*, T. IV et VII.
- 21°) D^r MERCIER : *Histoire de la Médecine en Touraine*. Tours 1936.
- 22°) NOBILLEAU : *Les Archives communales de Tours*.
- 23°) PASQUIER (Abbé) : Baudry, abbé de Bourgueil, archevêque de Dole. Thèse pour le Doctorat ès lettres. Faculté de Lyon. Angers 1898.
- 24°) PATIN (Guy) : *Lettres*. Edition Reveillé-Parisse.
- 25°) RAMBAUD : *La Pharmacie en Poitou jusqu'en l'an XI*. Poitiers 1907.
- 26°) RICHALT (Gabriel) : *Histoire de Chinon*. Paris 1926.
- 27°) VATOUT : *Souvenirs historiques des résidences royales*. T. VI. Paris 1845.
-

Pièces Justificatives

Les articles que les apothicaires espiciers de la ville forsbourgs et balliage de Touraine supplient a la majesté du Roy pour voulloir octroyer concedder et auctoriser par forme de statuz cet embliffiant ceulx cy attachez desquels la teneur s'en suict.

1) Que nul par cy apres ne puisse parvenir audict art et estat d'appoticaiererie s'il n'a este apprenty quatre annees consertifiées et ensuyvantes chez l'un des maistres dudict art en la dicte ville de Tours et ne sera receu en apprentissage qu'il ne soit gramairien et pour entendre en latin certaines choses deppendant dudict art et en payant d'entrer de son apprentissage a la boiste commune des maistres pour les affaires necessaires d'icelluy estat la somme de quinze solz tournoys d'une fois payer lequel apprenty sera registre en livre et statutz des maistres apoticaieres de la dicte ville de Tours et les presdictes quatre annees finyes s'il veult parvenir a estre maistre dudict art et estat d'appoticaire espicier sera examiné par les quatre maistres jurez dicelluy art et estat d'appoticaire en presence d'ung ou deux medecins famez et bien renmmez docteurs si bon leur semblera ladicte ville et baillage de Touraine de toutes les questions et choses requises audict art et estat d'appotiquaires auxquelles choses ledict compaignon sera tenu respondre sur le champ et pour estre ainsi examine et apres l'examen faire chef d'œuvre lesdictz jurez appelleront avec eulx six des plus anciens maistres apoticaieres qui asisteront avec lesdictz jurez jusques a ce que ledict examen et chefs d'œuvre tels que luy seront commandez par lesdictz jurez en la maison chacun maistre jure ung chef d'œuvre et s'il advient qu'il entre quelque composition audict chef d'œuvre ladicte composition sera faicte recente pour en mettre audict chef d'œuvre la quantité qu'il y en fault. En mettant audict chef d'œuvre les plus exquis medicaments qui se pourront trouver et s'il y avoit contrariete entre lesdictz jurez et les autres six maistres de sorte qu'ils ne se puissent accorder e que la matiere le request ils seront tenez le faire scavoir a tous les maistres dudict estat pour en convenir et accorder leur differend d'avant que proceddera a la reception dudict compaignon sur peyne de

cent sols d'amende la moictye au Roy et l'autre moictie a la boiste commune dudict estat. Peyne aussi de nullite de tout ce qui auroit este faict a ladicte reception tout aux despens dudict compaignon.

2) Item ne sera receu maistre aulcun compaignon appoticaire par lettres de don de Roy Reyne ne aultrement mays en la forme e maniere dicte cy dessus et suyvant les estatz tenuz a Orleans sans pouvoir achapter quelque temps qui seroit deffailly de sondict service et apprentissaige parce que cest ung estat auquel gist la vye de l'homme et qu'il est bien requis estre bien e deurement experimente pour exercer ledict estat pour les graves abus qui se pourroient commectre.

3) Et icelly receu et premierement que exercer lesdictz art et estat sera tenu payer la somme dix livres quinze sols tournays une fois payer pour satisfaire aux fraiz et examen a luy faict.

4) Aussi que doresnavant les enfans masles desdictz maistres appoticairez espiciers estant a presant et qui viendront par apres mesmement ceulx qui auront servy leur pere et mere ou aultre maistre dudict art ledict temps de quatre ans en ladicte ville ne seront tenu que faire deux chefs d'œuvres seulement et payer moictyé de ladicte somme de dix livres quinze sols et aussi seront examinez par lesdictz quatre maistres jurez comme dicte est et pareillement que les filles desdictz maistres puissent user desdictz privileges comme cy apres savoir est s'il advenoit que quelque honneste personne soit serviteur ou aultre dudict art expert et scavant en icelluy art bien fame et renommé ayant faict deurement son apprentissaige voulait requerir l'un desdictz maistres pour estre pourveu avecques l'une de ses filles en faveur de mariage icelluy puisse passer maistre et user plainement desdictz privilegez tout ainsi que l'enfant masle diceulx maistres et attendu ledict don et octroy faict a icelluy futur gendre luy soit prohibbe e deffendu ensemble sa famille de entreprendre sur sondict beau pere comme luy oster ses acoursiers et praticques (...) et advenir receptes ordonnances livres ne aultres ustancilles de sondict art lesquelles choses veriffiees contre icelluy amendable pour la première fois de vingt livres tournoys moitye au Roy et moitye a son dict beau pere.

5) Item tous les maistres appoticairez seront tenuz assister aux assemblees qui se feront pour le faict dudict estat quant ils y seront appelez a peyne de dix sols tournoys d'amende a prendre sur chacun maistre defaillant ladicte amende mise a la boiste.

6) Item s'il y a aulcun des maistres appoticairez qui se opposent a la reception de celluy qui se passera maistre son opposition sera vuider avant que passer oultre a la reception sur peyne de nullite.

7) Item icelluy qui se passera maistre sera tenu aller

herboriser e accompagner les maistres jurez aux lieux ou ils le voudront mene affin que mieux on congnoisse sa suffisance.

8) Et ne pourront trois desdictz maistres jurez recevoir ne passer aucun maistre appoticaire en l'absence du quatriesme sans son conseil consentement e soubz son soing ou un aultre maistre appoticaire en son lieu par luy commys sur peyne de ving livres tournoys d'amende applicable moictyé au Roy et moictyé a la boiste e de nullité du faict ladicte amende prinse sur ceulx qui l'auroient passe et faict le serment pour luy.

9) Que nul compaignon appoticaire n'oyt a lever boutique de drogueur en ladicte ville et bailliage soubzourbun qu'il se pourroit aider de l'apoticaireye en faisant et composant plusieurs compositions e medecines qu'il pourroit bailler aux mallades femmes grosses et aultres gens sans consideration au grand dommage prejudice et ininterest de la chose publicque. Toutefois s'il ne se veult ayder que du faict en droguerie e espicerie sera tenu faire chef d'œuvres tel que ceulx en Paris en font. Cest assavoir dragées cierges torches flanbeaux et y pocions aultrement ne pourra tenir boutique et s'il est trouve que les drogueurs et espiciers simples facent aucunes compositions comme font les espiciers appoticaire et qu'il les administrent aux malades et distribuent a aultres lesdictes compositions de quelque sorte qu'elles soient seront confisquers et lesdictz simples espiciers condempnez en dix livres tournoys d'amende aplicable comme dessus parce que ceulx qui sont espiciers ne sont pas appoticaire may les appoticaire sont espiciers.

10) Pareillement qu'il soit prohibe a tous devins teumaresse sorciers sorcieres empiriques et aultres gens de quelque art estat quallite ou condition qu'ils soien de entremesler ne entremectre dudict art e estat d'appoticaire ou medecine en quelque sorte et maniere que ce soit tant a bailler ou faire bailler brevaiges soient simples ou composez unguens ne emplastres ne aultres choses concernant l'art de medecine s'ils n'ont este examinez e experimentes comme dict est sur peyne de vingt cinq livres parisins d'amende applicable comme dessus et en pugnition corporelle et bannissement dudict pays et duche de Touraine.

11) Item les maistres jurez feront visitations es boutiques des aultres maistres deux fois l'annee et en faisant icelles visitations prendront et leveront desdictz maistres e veufves tenant boutique pour chacun maistre et veuve la somme de cinq sols tournois pour survenir aux affaires communes dudict estat lesquels cinq sols seront executes en prenant par lesdictz maistres esdicte boutiques meubles ou compositions en appellant deux des voisins dudict reffusant ou ung sergent et pour le reffus payera ledict reffusant la somme de deux sols six deniers d'amende.

12) Item pour subvenir audictes affaires communes dudict

estat lesdictz jurez yront ou enverront chacun moys chez tous les maistres dudict estat e veufves tenant boutique pour recevoir desdictz maistres e veufves dont cy apres sera parle de chacun la somme de douze deniers tournoys si bon leur semble par lesdictz jurez ou commys pour eulx par l'advis des aultres maistres e veufves et a ladicte option sept deniers.

13) Et si lesdictz cinq sols de chacun desdict maistres ensemble les douze deniers ne suffisent pour la conduite des proces et aultres affaires communes dudict estat seront tenuz tous lesdictz maistres e veufves de contribuer et fournir d'argent chacun selon sa puissance le fort portant le faible et y seront tous contrains par exercion de leurs biens et vente d'iceulx par lesdictz jurez en vertu desdictz statuz.

14) Item et pour mener e conduire les proces qui pourroient sourdre (?) audict estat d'appoticaire sera eslu ung procureur scindicq qui sera esleu a la pluralite des voix des maistres appoticaire le quel menera et conduira lesdictz proces aux despens de la boite commune aux moins frais que faire se pourra avec ung avocat et procureur du pallais le quel scindicq sera tenu advertir les maistres jurez de chacun appointment qui sera donne sur le faict de chacun proces et ne pourra ledict scindicq intenter ne delaisser aulcun proces sans en advertir et le faire scavoir auxdictz jurez si se ne s(oit) a ses despens.

15) Item au jour et feste de la Magdalenne qui est le vingt deuxiesme jour de juillet sera dict et celebrer une grand messe en l'eglise des cordeliers a laquelle messe assisteront tous les maistres appoticaire a peyne de troys livres de cire pour l'entretement de deux cierges de quatre livres de cire chacun cierge qui seront faictz aux despens de la boiste desdictz appoticaire pour estre allumez sur l'autel devant ladicte messe. Sera aussi faict ung pain benist qui sera offert a ladicte messe e icelluy distribue auxdictz maistres appoticaire et aultres assistans a ladicte messe et seront tenuz chacun desdictz maistres a faire ledict pain benoist par chacun audict jour a ses despens et payeront ladicte messe lesdictz maistres par comunulte (?) sans prendre l'argent de la boiste pour le faire.

16) Les maistres jurez appoticaire faisant leurs visita(ci)ons visiteront les drogueurs et simples espiciers pour et a fin de veoir s'ils auront et tiendront en leurs boutiques ou aultres lieux a eux appartenant quelques compositions et mauvaises drogues affin d'estre prinses et emportees par lesdictz jurez pour estre mises entre les mains de justice pour apres en estre ordonne selon raison et par mesme moyen. Visiteront lesdictz jurez toutes les maisons qui seront douteuses la ou ils penseront qu'il y ait aulcuns medemens ou medecines dont il y en a plusieurs qui en abusent au grand dommaige de la republicque e de la sente des

corps humains et s'ils y trouvent aucunes compositions ils les mectront es mains de justice pour estre confisquées.

17) Que les femmes des maistres dudict art les filles demourrant veufves doresnavant puissent continuer mener et conduire le faict d'icelluy et marchandise d'appoticaieries espicerye ouvraiges de cire et aultres marchandises y concernant tout ainsi que faisoient leurs marys tant et si longuement qu'elles se tiendront en viduite sans qu'elles puissent estre tenues payer ne contrevenir aultres les enfans masles diceulx dictz maistres et pourront faire si bon leur semble exercer ledict art et estat sans en ce leur estre donne aucun trouble ou empeschement et en ce faict qu'elles puissent ou soient tenues avoir en leurs boutiques ung bon e loyal serviteur scavante expert audict art qui puisse estre examine e esprouve par lesdictz quatre maistres jurez icelluy entrant en la bouctique de l'une desdictes veufves et soit tenu payer pour son examen auxdictz maistres jurez la somme de vingt cinq sols tournoys et apres icelluy examine et experimente bien e devevement s'il veult parvenir pour estre receu a maistre audict art en ladicte ville e forsbourgs de Tours en faisant ses quatre chefs d'œuvre e satisfaisant aux sommes cy dessus touteffois ne puisse pendant le temps qu'il sera au service d'icelle veufve allieir a aultres dudict art que pour sa dicte maitresse durant e constant ladicte viduite sinon en accordant avecques icelle veufve du surplus de ce qu'il aura affaire aultre part.

18) Et pour ce que les maistres appoticaieres espiciers de la ville de Paris cappitalle du Royaulme sont exemptz librez et affranchiz de la servitude ordinaire de guet tant de jour que de nuit et de toutes aultres charges subcides et subventions quelsconques que ont accoutume faire et payer les aultres artizans e mestiers de ladicte ville de Paris attendu que ordinairement lesdictz maistres sont subjectz visiter e soullager les mallades tant de jour que de nuit exposant leurs vye ensemble leur famille au peril e danger de mort qui reaulment est probable prions e requérons au Roy nostre seigneur statuer et ordonner a perpetuite tant pour nous que pour nos successeurs de nous affranchir des fraiges et commandise de ladicte ville de Tours pour raison des marchandises concernantz ledict art d'appoticairie et espicerie des subcides de vendre vin et aultres marchandises e de curatelle que aultres comme suict (?).

19) Pour subvenir et meliorer ledict art soit ordonne qu'il soit faict et coutume faire visitations deux fois l'annee seulement par lesdictz quatre maistres jurez sur chacun desdictz aultres maistres appoticaieres espiciers e droguistes tant en leurs boutiques magasins que aultres lieux domestiques lesquels jurez leur feront faire serment s'ils ne possèdent autrement ou font retenir par fiction ou autrement aultres aultres drogueries fors ce qu'ils leur presenteront e mectront en dedans sans que aultres que lesdictz maistres jurez

dudict art en puissent faire ou avoir la congnoissance desdictes visites nonobstant aultre provision venue ou a donnee au contraire et seront tenuz lesdictz quatre maistres faire bon e loyal rapport de ce qu'ilz auront fait desdictes visites pardavant monseigneur le gouverneur e bailly du pays e duche de Touraine une fois l'an seullement et au cas que l'un diceulx appoticairez espicierz e drogueurs feussent reffusans ladicte visitation leur estre faicte et qu'ils ne voulsissent faire ouverture de leurs susdictes maisons boutiques et aultres lieux puissent estre condempnez en cent sols tournoys d'amande applicable comme dessus.

20) Et si quelque marchant tant habitant dedicte ville que estrangers ayant amene ou fait amener en ladicte ville tant par eaue que par terre certaines marchandises soit droguerie ou espicerie ou aultres fructz concernant ledict art e estat plaise audict sieur permectre pour la confirmation dudict estat maintenir que premierement et avant que iceulx marchans les puissent mettre en vente qu'ilz aient a en advertir lesdictz maistres jurez lesquels jurez seront tenuz en advertir lesdictz aultres maistres dudict art d'appoticaierie a certaine et compectante heure pour veoir si lesdictes marchandises sont bonnes e louables dedans vingt quatre heures et en estre preferez les premiers apres la denontiation a eulx faicte et au cas que lesdictz jurez seront negligens faire ladicte visitation de ladicte marchandise a eulx denoncee lesdictz marchans la vendront a qui bon leur semblera.

21) De deux ans en deux ans se fera election de deux aultres maistres jurez renouvelez avecques les deux aultres demeurez qui seront esleuz a la l'option de la pluralite des aultres maistres de ladicte ville et forsbourgs et parce qu'il convient faire plusieurs assemblees tant pour l'election diceulx maistres que por aultres choses y concernans et necessaires y ordonner quelquon dudict estat qui sera le devenir tenu maistre pour advertir tous les maistres de ladicte ville e forsbourgs qui en sera charge par lesdictz quatre maistres jurez et s'il advenoit qu'il deceddast soit connu celui qui auroit este receu auparavant luy immediatement sans qu'il en puisse recevoir aulcun gain.

22) Que nulz appoticairez espicierz drogueurs ou aultres quelz qu'ilz soient en ayent a tener choses venemeuses ne bailler ou faire distribuer icelles si se nest par faculte de medecine avec correction du medecin ledict pourra droictement e justement en user e faire user ou besoing sera et a qui il apartiendra avec tres grande craincte.

23) Que lesdictz maistres appoticairez de ladicte ville et forsbourgs de Tours ou aultres du pays e duche de Touraine ne faire seront avecques medecins par avarice en quelque sorte que ce soit pour ce que aulcuns modernes medecins estrangers affluez e advenuez depuis peu de temps en cestedicte ville de Tours lesquels ignoramment et sans pru-

dence ne discussion nontenant les regles et dozes des medecins auroient ordonne sans avoir esgard de congnoistre la quallite des malladyes e disposition des infirmes ce que prenons (.....) e desquels infirmes promptement mort sest ensuivy pour cause desdictes ordonnances sans y donner aultre respect plaise audict seigneur pour devertir lesdictz abuz que iceulz predictz aventuriers en medecine praticquant de jour en jour avecques l'aide de leurs consorts appoticaire que aultres desormais seront privez et expulsez de l'estat et faculte de medecin si premierement ne soit interrogez ne examinez audict art par bons philosophes et expertz medecins antiens en scavoir aiant superintendance sur les aultres medecins tenus de scavoir. Quant audict aventurier soy faisant medecin amendable ainsi qu'il appar-tiendra.

24) Et quant auxdictz appoticaire commectant lesdictes faveurs e deceptions que dessus avecques iceulx ignares en medecine qu'ils puissent estre susbanniz desormays de la compaignye desdictz aultres maistres et que deffences leur seront faites de non jamais composer aucuns medicamentz audict pays de Touraine avec pugnition corporelle.

25) Aussi que nul medecin chirurgien ou barbier ne aucuns de leurs serviteurs n'ayent a faire ou faire faire ne distribuer medecines quelsconques comme compositions liquides tablettes casse mondee et aultres medicaments sollutifs pareillement ne faire emplastres cirotz unguentz cathaplasmes et toutes aultres compositions appartenant a l'art d'appoticaire sur peyne de confiscation desdictes drogues e amende arbitraire au plaisir dudict seigneur pourceque si ainsi estoit ledict estat d'appoticaierye seroit par toutes sortes abusif e vuyne confuz es maistres dudict art qui seroit contre la grace et previlleige du Roy nostre sire par luy donne auxdictz maistres appoticaire ou au grand prejudice e peril de la Republique nonobstant quelques causes ou oppositions que lesdictz operateurs diceulx medicamens voudraient dire ne alleguer fors excepte lesdictz maistres dudict art d'appoticaierie ladicte confiscation executee par lesdictz maistres jurez et aultres dudict art en quelque sorte qu'ils puissent trouver par ce que lesdictz medecins e ghirurgiens ne sont appoticaire approuves ne experimentez desdictz quatre maistres jurez dudict art e estat en chef d'œuvres contenuz esdictz presens articles.

26) Et s'il advenoit que aucun desdictz maistres soient jurez ou aultres de presant ou a l'advenir de ladicte ville et forsbourgs de Tours se voullent retirer hors le pays et duche de Touraine ne puisse en quelque sorte que ce soit affermer a aultruy sadicte maitrise pour en user et exercer en ladicte ville ne aultre part davantaige iceulx dictz maistres et tous aultres maistres appoticaire espicier tenant e exerçant ledict estat en quelque lieu que ce soit ou circuit dudict pays e duche de Touraine tant es villes closes que

bourgades soient doresnavant visitez e tenuz satisfaire en tout le contenu cy dessus comme sont de present ceulx de ladicte ville e forsbourgs de Tours et en cas de desobeissance en quelque sorte qu'e soit deffences leur seront faictes de par ledict sieur de exercer ou faire exercer audict estat d'appoticaire audict pays e duche de Touraine.

27) Et doresnavant iceulxdictz appoticairez exercant ledict estat d'appoticairez espicerie seront examinez et feront chef d'œuvre en la forme et maniere que ceulx de ceste dicte ville et forsbourgs de Tours en presances desdictz maistres jurez et au cas qu'ils ne le voudront obeyr au contenu cy dessus puissent estre condempnez en cent sols tournoys moictie au Roy nostre sieur et a la boiste des communes affaires dudict art et desormays soient frustez et expulsez dicellieu.

28) Que pour cause des grans fraiz et mises qui se peuvent et doibvent faire en plusieurs compositions de grand effect et consequence comme sont la teriach mestrilat (....) magna aurea alexandrina confectio (....) et aultres compositions c pouldres cordialles lesquelles sont fort cheres et ne les peult on despencer ne composer en ung an lesdictz maistres jurez seront tenus y pourveoir pour en faire distribuer ou besoing sera a bon e raisonnable prix pareillement plusieurs aultres compositions deppendantes dudict art et nul ne puisse desormays exercant ledict art d'appoticairerie audict duche de Touraine despencer ne composer aucunes compositions e antidottes que lesdictz maistres jurez ne soient appelez avant la trituration e composition dicelles et esdictes villes e lieux dudict duche lesdictz maistres jurez puissent metre e eslir quelque honeste personne scavant et expert audict estat d'appoticaire en chacun desdictz lieux pour veoir dispenser et composer lesdictes antidottes et aultres medicamens subz le serment de luy pris par lesdictz maistres jurez appoticairez de ladicte ville de Tours.

29) Que l'autrice desdictz maistres jurez fera serment de bien et severement servir les lettres previlleiges e statutz dudict art susdict promectant iceulx rendre ou faire rendre pour luy et s'ils predecesseurs a ladvenir a peyne de tous despens dommaiges e interestz es mains des successeurs jurez dudict art pourveu touteffois qu'ils seront premièrement inserez et registrez au livre desdicts maistres jurez en ceste dicte ville de Tours en la maison commune de ladicte ville de Tours en certain livre lequel demourra es mains des maires e eschevins de ladicte ville pour a ladvenir ayder ou servir aux successeurs dudict art.

30) Et pour obvier et resister aux inconveniens de la mort qui peult advenir tant par temps pestiffien que aultres temps mesmement que l'on voit mourir tant le jour que la nuit plusieurs personnes soudennement de plusieurs maladies et le plus souvent par deffault que l'on ne peult recouvrir bons medecins pour ordonner remedes a icelles especes

de malladyes susdictes lesdictz maistres appoticairez espiciers du pays de Touraine auront la faculte et puissance de eulx medicamenter de leurs drogues et compositions ensemble leur famille parens e amis pour eviter le danger de mort e ce sans qu'ils en puissent estre reprins ou empechez en quelque sorte que ce soit.

31) Et lesdictz maistres jurez faisant lesdictes visites de bouticques dudict estat ne laisseront quelsconques choses corrompues inneterrees ne ranciddes mais par eulx seront expulsees et mises au neant premier que issir desdictes bouticques et en cas de reffus par iceulx visites payeront cent sols tournois d'amande applicable comme dessus moictye audict sieur et moictye a la boiste.

32) Et aussi ce faisant par les predictz maistres jurez lesdictes visites ou ils trouveront les poix ou mesures non justes e raisonnables seront confisquees et iceulx maistres condempnez en l'amende pour chacune fois vingt cinq sols tournois moictye au Roy et moictye auxdictz maistres jurez dudict art davantaige si pour les affaires dudict art et estat et por entretenir e maintenir icelluy ou amenoit quelques proces e discordz en quelque sorte que ce soit en deffendant le bon droict dicelluydict art et estat d'appoticaire espiciers soient condempnez et contrainctz par arrest tous et chacuns des maistres appoticairez espiciers desdictz pays et duche de Touraine y contribuer et satisfaire chacun pour sa part selon leur puissance tant pour le temps de present que a l'advenir nonobstant oppositions ou appellacions quelconques et toutes choses qu'ils voudroient alleguer.

33) Puyz qu'il est besoing que les maistres dudict art doibvent estre munitz de bonnes drogues et marchandises tant en medecine que appoticaiererye pour devement et loyaulment satisfaire a leur dict art plaise au Roy nostre sieur ordonner desapresant et le temps advenir tous et chacuns les medicamens et aultres marchandises baillees et livrees a quelque personne que ce soit soient sains ou malades soient tenuz et contrainctz par justice et comparuz sur le champ payer et satisfaire auxdicts maistres dedans certain temps e octroy donne desdictz maistres appoticairez a leurs debiteurs premierement de marche fait de la marchandise a eulx bailee et quant a la tenue des parties de medecine iceulx maistres jurez e debiteurs seront tenus eulx en rapports e croire lesdictz maistres jurez pour deffuntifier (?) lesquels sans fraulde faveur ne colusion feront serment sans frauduller l'une ne l'autre des parties.

34) Pource qu'il advient souvent que iceulxdictz maistres et leurs serviteurs sont tenuz vacquer au service des pasciens tant es villes sur les champs que aultre part a la requeste desdictz pasciens et par leur commandement acompaignez de madecin ou sans medecin practiquant et exerçant leurdict art vers iceulx infirmes ou aultres soient payez pour chacune journée dicelluy maistre traictant icelluy

malade sur les champs la somme de trente sols tournoys et pour chacune journee dudict serviteur la somme de vingz sols tournoys rendue a sondict maistre.

35) Doresnavant nulz desdictz maistres appoticairez drogueurs e espiciers ne auront ne feront suborner ne renduyes a eux pour quelque faveur ne en quelque sorte que ce soit nul ou nulz apprentyz ou serviteurs domesticques dudict art ou estat pour et oppviant estre mieulx servy e soullagez diceulx que de leurs propres ou pour mectre peyne de aténir par le moyen diceulx serviteurs les acoursiers diceulx aultres maistres et au cas que lesdictes choses sortent effect iceulx subvenues seront tenuz et condempnez payer la somme de cent sols tournoys applicquable a la boiste desdictes communes affaires et (...).

36) Et quant alx serviteurs néséront payez de leurs gaiges et les apprentis desbauchez de leur apprentissage sans le consentement de leurs maistres pourveu que lesdictz maistres ou serviteurs diceulx ne leur ayent faict aucun grand tort seront pugnissables e privez dudict estat en sorte que nulz aultres maistres appoticairez les puissent ou doibvent reprendre sur peyne auxdictz maistres qui les reprendront estre amendables en la somme de cent sols tournoys applicquable a ladicte boiste.

37) Et s'il advient que aucun maistre dudict art et estat demourast mallade tant riche que pauvre pendant et constant ladicte malladye seront chacun diceulx aultres maistres tenuz venir visiter icelluydict maistre estant infirme et luy aider a leur pouvoir selon l'urgence et grand besoing ou il seroit afflige et cu il adviendroict que dicelledicte malladye mort ensuyvast lesdictz aultres maistres assisteront et seront tenuz acompaigner le corps depuis la maison ou il sera decedde jusques au lieu de sa sepulture sue peyne de deux sols six deniers tournoys s'il y a aulcune cause legitime.

38) Et plaise au Roy nostre dict seigneur statuer et ordonner a perpetuite que nul par cy apres de quelque art et estat qu'il soit puisse superintendre ne apprehemyner (?) ledict art d'appoticaire en ladicte ville et forsbourgs en quelque sorte et maniere que ce soit fors et excepte lesdictz quatre maistres jurez et aultres jurez leurs successeurs lesquels maistres seront tenuz de bien e devement exercer et entretenir icelluy art et estat d'appoticaire selon et en ce suyvant lesdictz premiers articles et previlleiges cy dessus et s'il advenoit cy apres que quelque desdictz aultres maistres fust trouve estre delinquant ou contraire en ce cas seront tenuz lesdictz jurez faire leur rapport a messieure le gouverneur et bailly de Touraine pour y pourvenir comme il appartiendra.

39) Et pour amplement confirmer lesdictes ordonnances statutz et articles cy dessus plaise audict seigneur commander et ordonner a messieurs les gouverneur bailly

conseillers maire et eschevyns de ladicté ville de Tours et a chacun d'eulx respectivement laisser et souffrir jouyr user de leurdictz previlleiges et icelles lectres enterinne auxdictz maistres jurez et aultres maistres dudict art et estat de appoticaire espicier et sans aulcun contredict ou empeschement quelconque nonobstant toutes aultres permissions edictz lettres patentes et ordonnances faictes cy devant par ledict seigneur ou aultres impertriers ou a impertue a ce contraires et iceulxdictz articles estre e demourer irrevocables e perpetues a ladvenir auxdictz maistres jurez dudict art et estat en ladicté ville de Tours et bailliage de Touraine.

40) Item aux jours des dimanches et aultres festes commandes de l'eglise nul appoticaire ne fera ou fera faire aucune composition de quelque sorte que ce soit ne preparation de medecines si ce n'est pour le secours des mallades qui en auront necessite et grand besoing le jour desdictz dimanches ou festes sur peyne de confiscation et d'amande arbitraire et par mesme peyne qu'il soit deffendu a tous appoticairez ne garnyr leurs bouticques aux jours susdictz.

41) Item nulz appoticairez ne suborneront ou feront suborner les acoursiers et challans les ungs des aultres a peyne de dix livres tournoys d'amande qui seront baillez a ceulx desquelz lesdictz acoursiers auront este tollez et subornez.

42) Item s'il est dict que une femme veufve d'appoticaire ayt commis adultere en sa viduite elle ne pourra plus tenir bouticque dudict art ne faire tenir soubz son droict et puissance a elle demoure par le deces de feu son mari ains sera contraincte fermer sadicte bouticque incontinant que la chose sera sceue.

43) Item s'il y a un ung fils de maistre qui presente requeste pour estre receu maistre et que ung compaignon apres la presente aussi ledict jour pour estre maistre le fils du maistre sera prefere s'il veult pour estre ouy et sera receu le premier s'il est trouve capable.

44) Item nul appoticaire ne fera et parfera la theriaque et mytridat sans y appeler les maistres jurez dudict art avec ung ou deux medecins pour estre lesdictes compositions veues e visitees par lesdictz jurez et medecins sur peyne de confiscation desdictes compositions et de cent sols d'amende applicable aux pauvres.

45) Et pareillement le serviteur estant soubz et en la maison d'une veufve appoticaire sera tenu luy ou sa maitresse appeler ung des maistres jurez quant il aura dresse quelque composition pour estre veue e visitee auparavant que faire communication ou trituration des drogues d'icelle composition sur peyne de confiscation dicelle.

46) Item nul drogueur espicier ne aultres tels qu'ils soient s'ils ne sont maistres dudict estat ne pourront medicamenter ne traiter malades de ce que consiste en l'art de pharmacie soubz (...) e a l'adveu d'un desdictz maistres qui pourroit

dire qui luy a baille les medicamens a peyne d'un marc d'argent a prendre sur l'un e l'autre des drogueur et appoticaire e de nullite des partyes que feroit ledict drogueur.

47) Item si ung maistre appoticaire vend sa boutique a ung compaignon appoticaire ou aultre qui ne feust maistre audict estat celui qui l'achaptera ne la pourra tenir ne user dudict art et estat soubz celui qui l'aura vendue parce que ledict maistre n'y a plus rien et que s'il veult use dudict estat il fault par necessite qu'il ait une boutique toutefois il sera et demourra maistre durant sa vie et aura puissance quand il voudra d'achapter une aultre boutique et en user comme auparavant mais s'il veult sadicte boutique ou la bailler a proffict il le pourra faire moyennant qu'il soit toujours demourant en la maison en laquelle est sadicte boutique ou bien s'il demeure en quelque autre lieu en la ville en laquelle sa boutique est situee ledict facteur ou fermier sera examine a ses despens lequel s'il n'est suffisant ne pourra tenir ladicte boutique en l'absence dudict maistre pour quelque adveu qu'il ayt de luy.

48) Item le fils de maistre ne pourra tenir boutique soubz sa mere durant sa viduite s'il n'est maistre ou examine.

49) Item lesdictz appoticairez de Tours auront ung coffre dedans lequel ils mettront leurs chartres statutz boiste et papiers concernant leur estat lequel coffre fermera a clef et sera ledict coffre boiste statutz et papiers baille e delivre entre les mains du plus ancien^e maistre jure qui en sera charge e tenu respondre de tout ce qui luy aura esté baille par inventaire ensemble des receptions des maistres qui auront este receus durant son temps.

50) Item auront lesdictz appoticairez ung pappier auquel seront inscriptz tous les maistres qui seront receuz d'apres du jour moys et an.

51) Et avant que ledict compaignon entre aexamen il presentera sa lettre d'apprentissage et quittance de maistre chez lequel il aura fait sondict apprentissage et sermen en informant avoir paye le don du droit de sa boiste qui est douze sols parisis.

52) Item que lesdictz appoticairez dudict baillage de Touraine hors la banlieue ne pourront tenir boutique ne exercer ledict art et estat en ladicte ville de Tours s'ils n'aurront passe ledict temps de quatre ans comme apprentiz et fait examen e chef d'œuvre comme il est requis et porte par les statutz.

Collation est faite.

Suivent dix neuf signatures de maitres apothicaires, parmi lesquels : Robelin — Haliran (?) — Chattuau — C. Rapin — Delacauthie — Pean — V. Rapin, etc...

(Bibliothèque Nationale. Nouvelles acquisitions
françaises, n° 21.253)

Henry par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre à nos amez et feaulx conseillers, les gens tenans notre court de Parlement à Paris, salut. Nos chers et bien amez les maitres appoticaire et espiciers du duché et baillaige, ville et faulxbourgs de Tours nous ont fait remonstrer qu'ilz ont obtenu nos lectres de confirmation des statutz et privilèges à eulx concédez et octroyés par nos prédecesseurs sur le fait dudict estat d'appoticaire et espicier pour en jouyr ainsy qu'ilz en ont cy devant fait et à l'instar de ceulx de notre bonne ville de Paris, suyvant les arrestz et réglemens qu'ilz en ont obtenuz attachez à nos dictes lectres de confirmation du moys de septembre dernier, lesquelles ilz désirent vous présenter pour icelles vériffier, mais d'autant qu'elles ne sont à vous adressantes ilz doubtent que fissiez difficulté d'y procedder nous suppliant très humblement leur y vouloir sur ce pourvoir, a ceste cause nous vous mandons sans vous attester à ladicte obmission d'adresse, vous receviez lesdicts supplians à vous présenter nos dictes lectres et d'icelles vous requérir la veriffication et enterinement tout ainsy que sy elles estoient à vous adressantes que ne leur voulons nuyre ny préjudicier ny estre par vous différé en aulcune manière, car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le vingtiesme jour de novembre, l'an de grace mil Vc IIIxx quatorze et de notre règne le sixiesme. Ainsy signé : Par le Conseil : Denis et scellées sur simple queue en cyre jaulne. Registrées, oy sur ce le procureur général du roy pour jouyr par les impétrans de l'effect et contenu en icelles comme ilz en ont cy devant bien et deuement jouy et usé, jouyssent et usent encores à présent. A Paris, en Parlement, le vingt sixiesme novembre l'an mil Vc IIIxx quatorze. Signé : Du Tillet. Collation a esté faicte avec l'original. Rendu audict Pean. (Signé) : Du Tillet.

(Archives Nationales, X¹⁸ 8641. F^o 286.)



Henry par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous présens et advenir salut. Nous avons recue l'humble supplication de noz chers et bien amez les appoticaire du duché, baillage, ville et faulxbourgs de Tours contenant que pour faire cesser les grandes faultes, abbuz et malversations qui se commectoient audict mestier par aucuns n'ayans la congnoissance et expérience requise et nécessaire en icelluy le feu roy Charles notre très honnoré seigneur et frère que Dieu absolve pour l'utilité du publicq de ladicte province auroit par ses lectres pattantes du moys de novembre mil cinq cens soixante cinq créé, statué et estably ledict mestier d'appoticaire et espicier en estat et mestier juré pour estre observé et entretenu selon et à l'instar des statutz, ordonnances et privilèges des appoticaire et espiciers jurez de

notre bonne ville de Paris ce qui leur auroit du depuis esté continué et confirmé par le feu roy dernier decédédé aussy notre très honnoré seigneur que Dieu absolve, nous suppliant et requerant humblement leur voulloir octroyer les notices de confirmation et ratification nécessaire, scavoir faisons que nous inclinant libéralement à la supplication et requeste desdicts supplians, désirans les favorablement traicter en considération de leur fidélité et pour le bien, profict et utilitté de la chose publique, conservation et entretenement dudict estat voullans entretenir leurs dictz statutz, privilèges, franchises et libertez iceulx pour ces causes et autres à ce nous mouvans leur avons confirmé, ratifié, approuvé et continué et de notre certaine science, plaine puissance et auctorité royal confirmons ratiffions, approuvons et continuons par ces présentes pour en jouyr par eulx et leurs successeurs doresnavant en la mesme forme et manière que lesdicts supplians en ont cy devant bien et deument jouy et usé jouyssent et usent encores de présent et selon les arrestz et réglemens sur ce faitz pour les appoticairez de notre ville de Paris cy avec lesdictz statutz et lectres de nosdicts prédécesseurs attachez soubz le contreseel de notre chancellerye, si donnons en rendement au bailly de Tours ou son lieutenant et à tous noz autres justiciers et officiers et à chacun d'eulx en droy soy si comme à luy appartiendra que de noz présentes grâce, continuation, ratification, confirmation et octroy et de tout le contenu en icelles ils facent, souffrent et laissent iceulx supplians et leurs successeurs audict estat jouyr et user plainement et paisiblement sans en ce leur faire mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné ores ne à l'advenir aulcun trouble ou empeschement au contraire, lequel sy fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le mettent ou fassent mettre incontinent et sans delay à plaine et entière délivrance et au premier estat et deub, car tel est notre plaisir, et affin que ce soit chose ferme et stable à tousiours nous avons fait mettre notre scel à ces dictes présentes, sauf en autre choses notre droict et l'aultruy en toutes. Donné à Paris au mois de septembre, l'an de grâce mil cinq cens quatre vingtz quatorze et de notre règne le sixiesme. Ainsy signé sur le reply : Par le roy, Thomas, et a costé : Visa, Contentor : Poussemothe et scellées sur laz de soye rouge et verd en cyre verd du grand scel. Registrées, oy sur ce le procureur général du roy pour jouyr par les impétrans de l'effect et contenu en icelles comme ilz en ont cy devant bien et deument jouy et usé, jouyssent et usent encores à présent. A Paris, en Parlement, le vongt sixiesme novembre, l'an mil cinq cens quatre vingtz quatorze. Signé : Du Tillet. Collation a esté faite avec l'original. Rendu à maitre Jacques Pean, maitre et garde desdicts appoticairez de la ville de Tours. (Signé) Du Tillet.

Statuts de Chinon (1528)

Vue la requeste présentée au roy en son conseil par les espiciers et appoticquaires de la ville et banlieue de Chinon tendant à ce que pour les causes y mantionnée attendu que les espiciers et appoticquaires de la ville de Chinon qui jusques icy ont vescu sans ordres delibérèrent dès l'année dernière de dresser quelque statue contenant trente deux articles, il plaira à Sa Majesté authoriser et esmologuer lesdits statutz et ordonner qu'il seront gardés et observés cy après dans la ville et banlieue de Chinon avec deffence à toutes personnes d'y contrevenir et (blanc) (1) aux officiers dudit lieu de tenir la main à l'exécution d'iceux et que toutes les lettres nécessaires leurs seront expédiée, veu par le roy en son conseil ladicte requeste, coppie d(es) statutz, règlement et ordonnance qui doivent estre gardée et observée par tous les maistres appoticquaires et espiciers de la ville et faubourgs et ressort de Chinon, arrest du Conseil du troisième jour de Juin mil six cens vingt cinq sur requeste présentée par les appoticquaires de la ville et faubourgs de Chinon tendant à ce qu'il pleust à Sa Majesté autoriser les statutz et règlement par eux faictz par lequel est ordonné que ladicte requeste et lesdits statutz seront communicqués au lieutenant général et procureur du roy de Thours pour donner leur advis pour ce fait et raporté estre ordonné ce que de raison, — advis desdits lieutenant et procureur du seizième juillet mil six cens vingt cinq — ouy le rapport — tout considéré, le roy en son conseil a renvoyé ladicte requeste, statutz et advis en la cour de parlement de Paris pour estre pourveu aux supplians ainsy qu'il appartiendra par raison. Faict au conseil du roy tenu à Nantes, le septiesme jour d'aoust mil six cens vingt six. Signé : de Choisy et collation, registrées, ouy le procureur général du roy pour estre exécutée selon sa forme et teneur, A Paris en parlement le treizième mars mil six cens vingt huit. Signé : Du Tillet. Collation faite à l'original : Du Tillet.

Ce sont les statutz reiglemens et ordonnances qui doivent estre gardés et observez par tous les maitres appoticquaires espiciers de cette ville, faubourgs, banlieue et ressort de Chinon.

Premièrement, s'assembleront tous les maistres appoticquaires espiciers de cette ville et faubourgs de Chinon le jour et faiste saincte Marie-Magdelaine sur six à sept heures du matin au cloistre des Augustins pour eslire deux jurez qui auront la charge de toutes les affaires communes dudict estat et mestier pour le temps de deux ans, lesquelz passer

(1) Il faudrait ici un mot tel que : ordre.

l'un d'eux sortira au lieu duquel en sera nommé un nouveau qui exercera aussy deux ans, sçavoir un an avec ledict ancien et un autre avec un nouveau qui sera nommé l'année suivante et ainsy successivement en sorte qu'il y aura toujours un antien avec un nouveau juré, lesquelz jurez presteront le serment de fidelité au roy et de garder et faire garder les statutz par devant le lieutenant de Chinon de l'ordonnance duquel sera faite l'assemblée desdictz apoticquaires espiciers pour procedder à ladicte nomination aux despens de la bource commune en laquelle seront mises les amendes et autres deniers pour subvenir aux affaires dudict estat qui demeureront es main du plus entien juré, lequel, sa charge finie sera tenu de rendre compte de son administration en presence de tous les maitres dudict corps un moys après qu'il sera sorty de charge. Lesdictz jurez esluz ne pourront entreprendre aucuns procès ne autres concernant la communauté dudict estat, sans l'advis de tous les autres maistres qui seront deuement assemblés en vertu d'ordonnance dudict juge en la maison du plus entien et seront tenus se trouver en ladicte assemblée à peine de vingt solz d'amende qui sera jugée par lesdictz lieutenant, applicable, le tiers au roy et les deux autres tiers à la bourse commune didict estat.

Seront lesdicts maitres jurez tenus visiter quatre fois l'an les boutiques des autres apoticquaires et espiciers de ladicte ville et faubourgs en vertu de commission dudict Lieutenant assisté d'un sergent royal qui fera procès verbal des compositions, des drogues et espices qui seront arguées de defection ou faulceté lesquelles ils saisiront pour estre dans le jour de la Saisie qui en aura esté faite représentée devant le Lieutenant, peine contre les jurez et le sergent d'amende arbitraire, pour estre contre les délinquants pourveu par le Juge ainsy qu'il appartiendra.

Aucun soit filz de maistre apoticquaire espicier ou autre ne pourra estre receu maistre apoticquaire dans ladicte ville et faubourgs de Chinon s'il n'a fait apparoir d'avoir fait son apprentissage par le temps de cinq ans continuelz qui est la moitié du temps prescript par les statutz des maitres apoticquaires de la ville de Tours, pendant lequel temps sera tenu l'aspirant demeurer dans ladicte ville de Chinon chez un maistre trois ans entiers pour y faire apprentissage et y servir de compagnon dudict estat, dont il retirera certificat et pourra servir ailleurs qu'a Chinon le reste desdictz cinq années dont il raportera aussy cerifficat du maistre qu'il aura servy auparavant que se présenter à l'examen qui sera fait par tous audict couvent des Augustins en présence d'un médecin, lequel aspirant fera deux chefs d'œuvre aussy en présence de tous lesdictz maitres apoticquaires et dudict medecin qui s'assembleront pour ceste effect es maisons desdictz jurez par deux divers jours, sans distinction des fils

de maistres d'avec les autres, et paieront chacun six livres le jour de leur reception qui seront mis dans la bourse commune pour estre emploiez aux fraiz des affaires dudict estat, laquelle somme sera païée à l'entien juré pour en tenir compte, lequel en baillera acquit sans que lesdictz espiciers soient tenus paier aucuns autres deniers que ladicte somme de six livres ne ferre autre deppence ny bancquest, et estant trouvez suffisant et capables prêteront le serment devant le lieutenant de Chinon en présence du procureur du roy de garder fidelité au roy et de bien et fidellement exercer ledict estat.

Item, les veufves des maistres appoticquaires espiciers pourront faire tenir leurs boutiques ayant un serviteur capable de tenir ledict estat ou par un de leurs enfens qui seront au préalable examinez par lesdictz jurez et autres appoticquaires sans aucun fraiz ny chef d'œuvre, pendant qu'elles seront veufves et sa viduité seulement sy elle se comporte honnestement et chastement, et où il arriveroit que ledict serviteur aspira par après à la maistrise, sera tenu subir l'examen en chef-d'œuvre comme il est porté par l'article précédent sans qu'il se puissent servir du susdict examen, et où ladicte veufve se remerira, ne pourra plus faire tenir sa boutique sy ce n'est qu'elle se mariast à un dudict estat qui sera examiné et fera le chef d'œuvre en la forme que dessus sans distinction qu'il soit filz de maistre ou non.

Item, nul ne pourra estre receu audict estat en la ville et faubourg qu'il n'aist l'aage de vingt cinq ans sans que pour ce il soit faict aucune information de vie et mœurs, ains seulement sera faict par devant le dict juge extrait du papier baptistaire de l'aage de l'aspirant ou information de la perte d'icelle et preuve sommaire de l'aage. Item il est deffendu à toutes personnes de quelque condition et qualité qu'ilz soient, vendre ou bailler des medecines, drogues, espiceries, faire compositions de medecines tant simples que composée et autre choses semblables, circonstances et dependence dudict estat d'appoticquaire et pharmatien s'il n'est maistre receu en ladicte ville et faubourg de Chinon audict estat sur les peines indites et portées par les ordonnances royaux et de confiscation de leurs drogues, marchandises et compositions ou de plus grande paine s'il y eschet.

Item aucune personne ne pourra aussy en ladicte ville et faubourg se meller de vendre ou distribuer en destail en ladicte ville et faubourgs aucunes sortes d'espices, drogues et compositions de medecines et autres marchandises et drogues dépendantes dudict estat d'appoticquaire comme sucres, castonnades, figues, raisins, ris, huile d'olive, gomme galle, couprouses, verdet, alun, dragées, confitures, régalisses, amidon, savon, argent vif, safran et autres sortes d'espices s'ils ne sont maistres appoticquaires espiciers droguistes ou grossiers en ladicte ville et faubourgs et qu'ilz n'ayent

presté le serment en la forme cy devant dicte et en tel cas requis par devant ledict lieutenant général et s'il en est trouvé aucun aultre qui ne soit de ladicte qualité cy-dessus vendant lesdictes compositions, drogues et espiceries pourront lesdictz maistres jurez appoticquaires espiciers faire saisir de l'ordonnance dudict juge et mettre en la maison du roy et de justice lesdictes compositions et drogues pour estre pourveu et ordonné ce que de raison avec l'amende et l'arbitrage dudict juge contre les délinquans.

Item nul ne pourra prendre la qualité de marchand droguiste, grossier ou espicier et tenir boutique ouverte en ceste ville et faubourgs s'il n'est maistre receu audit estat droguiste, grossier ou espicier qu'il n'ait justifié avoir fait son apprentissage audit estat soit en ceste dicte ville et faubourgs de Chinon ou en autre bonne ville de ce royaume et qu'il n'ayent fait et presté le serment par devant le lieutenant général les maistres jurés appoticquaires et deux des antiens présens, sur peine de confiscation de leurs marchandises et d'amende arbitraire.

Item, ne pourront aussy lesdictz maistres droguistes, grossiers ou espiciers qui vendront drogues, poudres et especes en ladicte ville et faubourgs faire venir aucunes sortes de marchandises pour les exposer en vente en cette ville et faubourgs qu'elles n'ayent esté premièrement visité par lesdictz maistres jurez lesquels sont pareillement tenus visiter les boutiques et magasins desdictz droguistes, grossiers et espiciers deux fois l'an en faire procès-verbal comme dessus et des faultes et malversations si aucune se trouve seront tenus en advertir la justice pour le procureur du roy ouy et les maistres appoticquaires faire ordonner ce qu'il appartiendra.

Item, pourront lesdictz maistres jurez appoticquaires espiciers visiter les poidz et balances pour le fait de tous marchandz vendans drogues, espiceries et autre choses concernant et deppendant de l'estat d'appoticquaire espicier et drogueurs et auront la garde de l'estalon desdictz poidz pour en cas de malversations et que sy aucun use de faulx poidz et de faulces balances les saisir et mettre en la main du roy et le relever à justice pour en estre ordonné ce qu'il appartiendra.

Item si aucun marchand forein amène en cette dicte ville et faubourgs de la marchandise d'epicerie et drogueries entrans au corps humain et qui deppend dudict estat d'appoticquaire ne la pourra montrer ne exposer en vente qu'elle n'ay esté premièrement veu et visitée par lesdictz maistres jurez appoticquaires sur paine de confiscation desdictz drogues et marchandises laquelle visitation neantmoins lesdicts maistres jurez seront tenus faire incontinent après en avoir esté advertis et sommez par lesdictz marchands sans retardation à, paine faulte de ladicte visitation de tous

depens, dommages et intherestz et séjour desdictz marchans.

Item seront tenu tous les maistres appoticquaires espiciers de cette ville et faubourgs tenir leurs boutiques bien et deument garnies et accommodées de toutes sortes de marchandises, drogues, compositions usuelles et autres choses nécessaires pour l'exercice dudit estat et commodité publique desquelles, l'on pourra fournir et recouvrer et en cas de deffault au raport des jurez seront tenus et condempnez en l'amende à l'arbitrage dudit juge.

Item, il est deffendu à tous les maistres appoticquaires espiciers et grossiers de la ville et faubourgs et ressort dudit Chinon de bailler aucune drogues et medicament vénéneux à aucune personnes sinon au chirurgiens orfebvres et marechaux qu'il congnoistront estre de bonne vie et mœurs et desquelz il prendront les noms, surnoms et le lieu de leur demeure par escript signé d'eux et s'il ne savent escrire seront tenus lesdictz maistres appoticquaires escrire sur ledict journal ceux à qui ils bailleront lesdictes drogues veneneux, lesquelz bailleront en présence d'un des jurés dudit estat pour leur décharges sur peine en cas qu'il en arrive faux d'amande arbitrage.

Item il est permis à tous les maistres appoticquaires espiciers de ladicte ville de Chinon de faire ouvrage de cire sy bon leur semble et l'exposer en vente en leur boutique sans qu'il soit permis à autre personne de ladicte ville et faubourgs travailler en la dicte cire d'aucun ouvrage pour exposer en vente s'ilz ne sont maistres audit estat d'appoticquaire espicier ou maistres droguiste, grossier, espicier ou ciergeier en ladicte ville et faubourgs à peine de confiscation de leur marchandise et d'amande arbitraire aplicable comme dessus.

Item sera permis et loisible aux maistres jurez de ladicte ville et faubourgs de faire appeller les apothicaires exercent audit ressort pour faire le serment par devant ledict lieutenant en présence dudit procureur du roy et des maistres et seront tenus lesdictz jurez visiter les drogues tant simples que composées de ceux qui exerceront ledict art d'appoticquaire dans ledict ressort une fois l'an seulement pour par iceux jurez admettre ou rejeter lesdictes drogues tant simples que composées dont sera par eux fait procès-verbal pour icelluy raporté y estre pourveu par lesdict lieutenant général, présent le procureur du roy, et remédier à l'abus ainsy que de raison.

Item que cy après aucun ne pourra s'immitter ny faire en l'exercice dudit art d'appoticquaire espicier en ladicte ville, faubourgs de Chinon qu'au préalable il n'ait fait preuve de sa suffisance comme dict est sur peine d'amande arbitraire confiscation de ses drogues et marchandises.

Item, pourront lesdicts maistres appoticquaires s'assembler au couvent des Pères Augustins et en leur église faire cellé-

brer une messe le jour et feste de Sainte Marie-Magdelaine et autres jours qu'ils adviseront lequel service sera païé des deniers de la bource commune sans que pour lesdictes assemblée il soient tenus de faire festins et quant un maistre dudict estat sera decedde chacun des autres maistres dudict estat sera tenu d'accompagner le corps du decedde à la sépulture et aux funérailles d'icelluy, peine de cent solz d'amende applicable à l'entretient dudict divin service.

Item, ne pourra aucun maistre soustraire à un autre maistre son apprenty ou compagnon sur les mesmes peine que dessus et sy aucun maistre, compagnon ou apprenty est méné pour raison dudict estat par devant lesdictz maistres jurez, ils seront tenus d'y comparoir à paine d'amende applicable comme dessus.

Item les amendes qui seront jugées pour les contraventions faictes au reiglement et statutz cy-dessus seront applicables le tiers au roy, le tiers à la bource commune dudict estat et l'autre tiers au pauvre prisonniers dudict Chinon.

Item, sera fait au despens de la bource commune un papier et requistre auquel seront escriptz et enregistrés tous les procès verbaux des visitations qui leurs seront faictes par lesdictz jurez et les résultats de toutes assemblées qui se feront par tous les maistres dudict estat pour les affaires communes, lequel résultat sera signé de tous ceux qui assisteront à l'assemblée pour y avoir recours quant besoin sera, et ledict registre finy en sera fait un autre au despens comme dessus de ladite bource commune, lesquelz registres demeureront es mains des jurez, pour en sortant de charges les rendre et mettre es mains de ceux qui entreront.

Item seront faictes des coppies en parchemin des presentez statutz, reiglement et ordonnances au despens de la bource commune qui seront signée par ceux ausquelz la congnoissance en apartiendra dont l'une demeurera au greffe ordinaire dudict Chinon et l'autre entre les mains des maistres jurez dudict estat lesquelz la meteront en sortant de charge entre les mains de ceux qui y entreront pour y avoir recour quant besoin sera Registrées, ouy le procureur général du roy pour estre exécutée selon sa forme et teneur, à Paris, en Parlement, le treizieme mars mil six cens vingt huit.

Signé : Du Tillet. Collation faite à l'original :
(signé) Du Tillet.

(Archives Nationales, X^{1a} 8651, F^o 98).

Arrêt de 1547

Du Dernier Septembre 1547

Sur la requeste présentée à la Cour des Grands Jours séant à Tours par les Mes appo^{tes} de cette ville de Tours par laquelle, et pour le bien de la Chose Publique et conservation de la santé des manans et habitants en la dicte ville et fauxbourgs, et autres y affluans, et suivant les arrests de la Cour du parlement ils requeroient à ce qu'il ne fut loisible à aucun dud. estat de lever boutique ni faire acte de M^e que premièrement il neust faict apprentissage, chefs d'œuvre, et esté interrogé par les Mes ou aucuns d'eux sur ses suffisances et appartenances à art et science dud. estat et mestier ensemble sur la connaissance des herbes et drogues à ce nécessaires pour la santé et préservation du corps humain, estre ordonné par lad. Cour que led. estat, et métier d'appotiquaire fust juré en lad. ville et néanmoins cependant quels fussent réglez selon l'ordre et forme prescrite par les arrêts de la Cour de parlement pour le regard des appotiquaires de paris tant en la réception desd. metiers que visitation des drogues exposées en leurs boutiques en la vente et délivrance esquelles consistait la conservation et abremation de la vie des habitans de cette d. ville et sur le tout oy le procureur général du Roy ce consentant et requérant.

Lad. Cour ayant esgard à lad. requeste, et pour le bien et la conservation de la santé des manans et habitans de cette dicte ville et meilleure police d'icelle a ordonné et ordonne par promission jusques à ce que autrement par elle en ait été ordonné que nul ne pourra par cy apres lever boutique dud. estat d'appoticaire en l'enclos et fauxbourgs de cette ville que premièrement il nest faict l'apprentissage par temps suffisant au cas qu'il ne fut fils de Me et qu'il nait esté interrogé expérimenté en la présence de trois ou quatre des Mes dud. estat et mestier dont sera entre eux convenu le cas suffisant, et faict chef d'œuvre le tout en la maison de l'un d'iceux Mes ou autre lieu qui sera admise pour le tout scavoir s'il sera suffisant et aura la connaissance des herbes drogues, et autres partyes requises a un Me dud. estat et mestier, sans que pour ce faire les d. Maistres en puisse aucune chose prendre de celluy qui se exposera audict interrogatoire, et chefs d'œuvre, et néanmoins seront dorénavant par quatre des d. Mes appotiquaires de cette d. ville qui seront eslus par les autres, et qui feront serment en tel cas requis visitées une fois la sepmaine les drogues des médecines, et pharmaques qui se exposent et appliquent au corps humain pour scavoir si elles sont bonnes naturelles, et cordialles, et de la bonté requise pour la

préservation de la santé des corps humains de quoy seront yceux maistres tenus faire bon et loyal rapport à Jusrée afin de procéder par confiscation et telles peines qu'il appartiendra et enionct la dicte Cour du bailly de Touraine ou son lieutenant faire garder la présente ordonnance et procéder contre les contrevenans ainsi qu'il verra estre a faire.

Bibliothèque Chambre des Députés,

Archives. — Collection **Le Nain**

Grands Jours. — Vol. 2. — T. 178. — Folio 40

Vu et approuvé :

Nancy, le 5 Mai 1937.

Le Doyen de la Faculté de Pharmacie,

P. PASTUREAU.

Vu et permis d'imprimer,

Nancy, le 5 Mai 1937.

Le Recteur de l'Académie :

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

Imprimerie ———

- A. Joannet et Cie -

————— Blois
